



Rappel : Le CRAS est à la recherche de fonds pour l'achat d'un local. Depuis ce printemps nos équipes parcourent l'Europe pour informer et sensibiliser le mouvement révolutionnaire. Pour être informé ou pour souscrire consultez :

<http://cras31.info/>

Merci de faire tourner

Au sommaire de ce numéro

Ci-dessous documents reçu au CRAS par mail ou par courrier. Ces documents sélectionnés, parmi ceux que nous avons reçus, seront dispatchés dans les dossiers suivants :

Dossier Autonome/libertaire/ultra-gauche

- **Discordia**, texte de Léon de Mattis du 01/06/2016 -

La nuit du 21 avril, les vitrines de la bibliothèque anarchiste la Discordia ont été brisées à coups de marteau. Les discordistes expliquent dans un [communiqué](http://www.leondemattis.net/?2016/06/01/82-discordia) que les positions qu'ils ont adoptées à l'égard de « l'islamophobie » sont la cause de cette attaque anonyme... La suite page 3 ou <http://www.leondemattis.net/?2016/06/01/82-discordia>)

- **D'un mai 68 lyonnais et de ses suites – Très grandes étaient alors, nos espérances...**
entretien avec Daniel Colson.

Freddy Gomez : "Cet entretien avec Daniel Colson fut réalisé en 2008-2009. Il devait, en principe, aborder un cadre plus vaste, mais le projet se heurta au mur apparemment infranchissable de nos quotidiens surchargés. Il n'en demeure pas moins que cette partie consacrée à l'effervescence libertaire lyonnaise entre 1966 et 1976 – et pour beaucoup à la manière dont les jeunes libertaires de cette époque, dont Colson, vécurent mai 68 – méritait, d'après nous, d'être sortie de nos tiroirs à archives non classées. Pour faire mémoire commune".

Entretien à lire à partir de la page 4 ou <http://acontretemps.org/spip.php?article610>

Dossier Conflit sociaux

Trois textes, trois regards, trois bilans sur ce printemps 2016 :

- **Il faut cracher dans la soupe – Notes sur la lutte des classes au début du XXIe siècle** par Quelques amis de la sociale, juin 2016. Texte extrait de la revue *L'Ire des Chênaies*, n°640, 13 juillet 2016. A lire à partir de la page 26.

- **Printemps 2016 : un mouvement inattendu** par G. Soriano et Nicole Thé, 28 juin 2016. A lire à partir de la page 29.

- **Le balancier de l'illusoire – Notes éparses sur un printemps confus** par Freddy Gomez, 17 juillet 2016. A lire à partir de la page 39 ou <http://acontretemps.org/spip.php?article611>.

Dossier Palestine

- **18 jours dans la cage de Gaza (23 mai – 9 juin 2016)** entretien avec Sarah Katz et Pierre Stambul. Document extrait de la revue *Courant Alternatif* (<http://www.oclibertaire.lautre.net>) n°262, été 2016. Entretien à lire à partir de la page 45 ou http://cras31.info/IMG/pdf/18_jours_dans_la_cage_de_gaza_23_mai_9_juin_2016__s_katz_et_p_stambul.pdf

Discordia

Par Léon de Mattis, mercredi 1 juin 2016



Dans la nuit du 21 avril, les vitrines de la bibliothèque anarchiste la Discordia ont été brisées à coups de marteau. Les discordistes expliquent dans un [communiqué](#) que les positions qu'ils ont adoptées à l'égard de « l'islamophobie » sont la cause de cette attaque anonyme.

La question de l'islamophobie ne devrait pourtant pas diviser les tenants d'une critique radicale du monde du capital. Ceux qui sont visés par la politique répressive de l'État et des flics dans un pays comme la France ne le sont pas parce qu'ils sont musulmans, mais parce qu'ils sont prolétaires. Qu'une partie des prolétaires se reconnaissent eux-mêmes comme musulmans ou non ne change rien à l'affaire. Le capital ne donne jamais comme telles, benoitement, les raisons de ses nécessités politiques : celles-ci apparaissent avec les idéologies qui sont la forme même de ces nécessités.

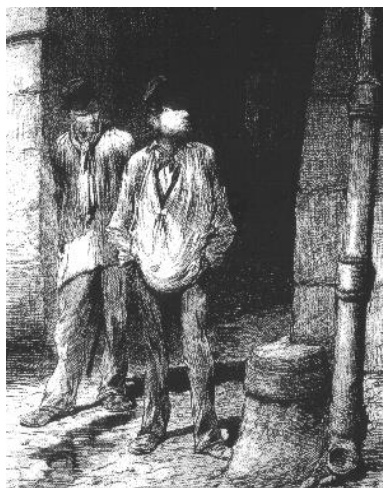
Ce devrait donc être le propre de la pensée radicale de ne pas se laisser abuser par les faux débats qui séparent droite et gauche du capital. Ce qui est en jeu, et qui explique les choix politiques de l'État français, n'est pas l'opposition entre des musulmans et des chrétiens ou entre des religieux et des laïcs, mais le rapport entre les prolétaires et la classe dominante. Perdre ce point de vue, c'est se situer ailleurs que dans la perspective de la critique radicale. C'est participer au débat qui oppose Manuel Vals à Emmanuel Todd ou Edwy Plenel.

Et dans ce débat, tout est biaisé. Ceux qui critiquent l'islam ne critiquent pas toutes les religions, mais seulement celle-ci. Ceux qui défendent l'islam dénoncent le racisme de ce qu'ils appellent l'islamophobie mais refusent de tirer les conséquences de l'inscription de ce racisme dans les rapports de classe. Ils ne relèvent jamais que l'islam n'est plus tellement une difficulté quand c'est l'islam des riches. Quant aux prolétaires des cités, ce n'est pas seulement leur religion, réelle ou supposée, qui pose problème à l'État, mais bien, à en croire le discours dominant, *tout ce qu'ils font* : business, délinquance, « incivilités »...

Il y a aussi la force de l'islam politique, dont il ne faudrait pas sous-estimer l'appétit de pouvoir. Dire que l'islam est la religion des dominés est un pur mensonge. Il y a des classes dominantes dont la religion officielle est l'islam. Il y a des dominés qui se reconnaissent comme musulmans ou chrétiens et d'autres pour qui la religion n'est en pas un élément d'identification. L'islam politique, dans ses composantes conservatrices et réactionnaires comme dans ses formes extrémistes, voudrait faire croire que les bourgeoisies des pays musulmans et les prolétaires immigrés en occident ont des intérêts communs. C'est la reprise du crédo anti-impérialiste dont on connaît le triste résultat. L'islam politique joue à l'heure actuelle le rôle que jouait les idéologies nationalistes de la période de la décolonisation : enrôler des prolétaires au service de capitalistes dans leur guerre contre d'autres capitalistes.

La religion n'est pas un phénomène divin, mais un phénomène social et politique et c'est en tant que telle qu'elle doit être analysée. La religion apporte aux appétits terrestres la justification des nécessités célestes. Comme politique, elle ne peut être autre chose que le discours auto-justificateur du pouvoir. La critique de la religion est la condition de toute critique.

Toutes ces considérations sont donc loin d'être partagées puisque la Discordia a été attaquée en pleine nuit. Quelles que soient nos divergences, tant sur le plan des idées que des méthodes, je suis dans cette affaire du même côté que les discordistes, tandis que ceux qui, voulant dénoncer les discriminations, défendent les religions se rangent à coup sûr dans le camp des dieux et des maîtres.



Très grandes étaient, alors, nos espérances...

▪ Cet entretien avec Daniel Colson fut réalisé en 2008-2009. Il devait, en principe, aborder un cadre plus vaste, mais le projet se heurta au mur apparemment infranchissable de nos quotidiens surchargés. Il n'en demeure pas moins que cette partie consacrée à l'effervescence libertaire lyonnaise entre 1966 et 1976 – et pour beaucoup à la manière dont les jeunes libertaires de cette époque, dont Colson, vécurent mai 68 – méritait, d'après nous, d'être sortie de nos tiroirs à archives non classées. Pour faire mémoire commune.

Quelle idée de l'anarchisme te faisais-tu avant 68 ?

En dehors des lieux communs, j'ignorais presque tout de l'anarchisme avant 68. Avant d'arriver à Lyon en première année de sociologie, en septembre 1966, j'avais fait deux ans de « philosophie » au Grand Séminaire de Clermont-Ferrand. L'enseignement de philosophie y était nul, mais j'avais profité de ma solitude pour faire de nombreuses lectures, en particulier Paul Ricœur – qui n'était pas encore connu comme ça devait être le cas trente ans plus tard – et surtout Bergson, le Bergson de *L'Évolution créatrice*, ouvrage qui a provoqué en moi un choc considérable, un véritable enthousiasme. En arrivant à Lyon j'étais donc « bergsonien », pas au sens du Bergson très technique de *Matière et mémoire* – un livre où je ne comprenais rien –, ni du Bergson religieux et tardif des *Deux sources de la morale et de la religion*, que j'ai trouvé pauvre et insipide, mais au sens du Bergson panthéiste et naturaliste de *L'Évolution créatrice*. J'ignorais évidemment tout de l'importance qu'eut Bergson pour le syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914, mais aussi que cet auteur – presque unanimement méprisé – était, alors, la grande référence de Deleuze. En arrivant à Lyon j'étais donc bergsonien, mais j'étais tout seul à l'être, puisque tous ceux qui se réclamaient d'un projet politique étaient marxistes. J'ai polémique quelque temps avec eux, au nom de la « liberté » liée à la nature et à la « vie », et puis je me suis mis au marxisme, moi aussi, pour voir de quoi il s'agissait et, très vite, sinon dès le début, pour pouvoir réfuter un ensemble de théories qui, à la fois me fascinaient un peu – le style de Marx, mais aussi de Lénine, est assez étonnant – et me répugnaient profondément par leur cynisme et leur scientisme.

C'était quoi le marxisme universitaire, à Lyon, en 1966 ?

C'était un marxisme politique lié à un mouvement politique qui, au fil des mois, est devenu de plus en plus hégémonique. Il se réclamait de la Chine de Mao et de son refus du « révisionnisme » russe. Ces « prochinois » appartenaient – me semble-t-il – au Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), une dissidence du Parti communiste français (PCF). Ses leaders étaient donc d'origine communiste, mais très vite leur mouvement a gagné à sa cause un grand nombre d'étudiants d'origine catholique proche de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) et du Parti socialiste unifié (PSU). En quelques mois, ce mouvement des « cathos de gauche », alors très puissant en fac, s'est défait pour rallier les « prochinois ».

Finalement, tu aurais pu toi-même être attiré par cette voie...

Effectivement, mais ce ne fut pas le cas – et il resterait à comprendre pourquoi. Non seulement je ne fus pas attiré par cette voie, mais, avec quelques autres étudiants de sociologie – dont pratiquement aucun « catho de gauche » –, nous avons constitué un groupe informel qui s’est opposé aux « prochinois » et à ce qui subsistait comme courant de la gauche chrétienne (UNEF et PSU). Au cœur de cette démarche, il y avait Jacques Flauraud, quelqu’un d’important pour moi. Flauraud était entré à la fac par raccroc. Il habitait dans le Vieux-Lyon, quartier alors très populaire. Marié et père d’une petite fille, il avait deux ou trois ans de plus que nous. Il était originaire d’une famille du quartier, une famille ouvrière et marginale, avec plusieurs frères et sœurs. Il avait été quelque temps au PC. C’était une sorte d’aventurier qui ne craignait pas l’affrontement physique. Avec lui et quelques autres originaux, nous avons donc formé, pendant deux ou trois ans, un groupe radicalement autonome. À aucun moment, il ne fut question d’adhérer à quelque organisation que ce soit. Nous tenions à être un groupe informel, mais qui soit capable de tenir tête, y compris théoriquement, à toutes les organisations existantes.

Et quelles étaient vos activités ?

En dehors de nos liens d’amitié, de solidarité et de fête – on a beaucoup joué aux cartes en ce temps-là – et parallèlement à notre présence dans les nombreux mouvements d’agitation et dans les polémiques qui agitaient la fac, notre activité organisée était à la fois théorique et politique.

Commençons par la théorie...

Avec d’autres étudiants venant d’autres disciplines que la socio, de sciences en particulier, nous avons créé, en 1967, un groupe de travail théorique, avec exposés et lectures collectives. C’est ainsi qu’on a lu presque entièrement le Livre I du *Capital* de Marx, qui n’est pas forcément le plus facile. Ce groupe de travail a mis fin à ses activités en mai 68, très précisément le soir, puis la nuit dite des barricades, à Paris¹, que nous suivions à la radio. Dernièrement, à l’enterrement d’une copine, une de ses sœurs est venue m’expliquer comment, étudiante d’anglais, elle s’était longuement préparée pour un exposé qu’elle devait faire ce soir-là, sur Marx évidemment, et qu’elle n’avait (hélas ?) pas pu le faire compte tenu de l’actualité. En effet, tout le monde écoutait la radio.

Mais quel était le but de cette immersion en théorie ?

Il s’agissait de nous aider à penser la situation d’alors, grâce à Marx et au marxisme donc, mais aussi à combattre l’extrême gauche organisée, maoïste ou trotskiste. C’était beaucoup de travail intellectuel à fournir, et c’est pourquoi nous avons vécu comme une sorte de délivrance et d’illumination la découverte de *Socialisme ou Barbarie* (*S. ou B.*) à travers la lecture de vieux numéros de la revue, sans doute ramenés de la librairie parisienne La Vieille Taupe – celle d’avant, bien sûr². Je me souviens, par exemple, de nos premières lectures à voix haute des articles de Chaulieu et de Cardan³ où tout ce que nous devinions ou cherchions à tâtons, se trouvait exposé clairement et en quelques mots. À la veille de 68, nous nous sentions beaucoup plus forts. Nous avions même le sentiment d’être liés à un puissant et ancien courant ouvrier et révolutionnaire – les anti-léninistes –, sentiment qui nous permettait de penser, sans compromis possible, la ligne de partage que nous avions tracée entre nous et tous ceux qui, d’une façon ou d’une autre, se réclamaient du léninisme.

Il n’y avait pas beaucoup d’anarchisme là-dedans...

C’est vrai. Le seul anarchiste patenté que nous connaissions alors, c’était Michel Marsella, qui était de notre promotion. À nos yeux, Marsella menait de nombreuses et mystérieuses activités avec le mouvement anarchiste lyonnais d’alors – dont il était pourtant en partie détaché –, avec la mouvance dite ultra-gauche ou plus ou moins situationniste – quelques individus dans les différentes facs – et avec un groupe lyonnais de la trotskiste Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), un groupe atypique qui se réclamait du luxemburgisme. Nous étions unis face aux « ML » (marxistes-léninistes). Pour ce qui nous concerne, nous avons des liens étroits avec Marsel-

¹ À Paris, les affrontements entre émeutiers et policiers atteignirent un point culminant, dans la nuit du 10 au 11 mai 1968 – dite « nuit des barricades ». On compta, au Quartier latin, une soixantaine de barricades.

² De 1965 à 1972, La Vieille Taupe, librairie sise 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, dans le 5^e arrondissement de Paris, fut le seul lieu où l’on pouvait trouver le meilleur de la littérature marxiste anti-léniniste. Après 1972, elle sombra dans l’ordure négationniste.

³ Pierre Chaulieu et Paul Cardan étaient des pseudonymes de Cornelius Castoriadis (1922-1997).

la. Je suis même à peu près sûr – mais pas complètement – qu’il a fréquenté les séances de travail de notre groupe, en particulier lorsque nous avons lu *Le Capital* de Marx, et plus précisément le difficile passage sur la « valeur ». Marsella ne défendait pas l’anarchisme comme théorie ; il s’intéressait au marxisme, qui semblait alors indépassable, comme disait Sartre. Il est probable que c’est par Marsella que nous avons eu accès à *S. ou B.* En fait, il me semble bien que Marsella n’appartenait, à cette époque, à aucun groupe. Il circulait de l’un à l’autre, porteur d’une sorte de radicalité mystérieuse. J’ai donc bien rencontré l’anarchisme, pour le moins dès 1967, mais en la personne atypique – pour l’anarchisme d’alors – de Michel Marsella et, à travers lui, avant de les connaître directement, de son père, Antoine, un anarchiste individualiste, et de sa mère, Marie-Louise, qui est devenue par la suite une amie et à qui j’ai dédié mon *Petit Lexique de l’anarchisme*. La rencontre, puis la fréquentation de Michel Marsella et, par la suite, de ses parents, ont certainement joué un rôle décisif dans mon implication ultérieure dans l’anarchisme.

Tu as évoqué l’activité théorique de ce groupe informel auquel tu participais. Et, pour ce qui concerne la politique proprement dite, quelles étaient vos activités ?

À côté du travail théorique, mais de façon beaucoup moins déterminante, notre activité politique tournait essentiellement autour de la guerre du Vietnam. La majorité d’entre nous faisons partie d’un Comité Vietnam sur le quartier du Vieux-Lyon. Nous y étions mêlés à quelques cathos de gauche, mais surtout à un certain nombre de personnes très proches de nous dans le domaine des idées – et du tarot. La plupart des participants n’étaient pas étudiants, mais salariés. C’est au sein de ce Comité Vietnam que j’ai connu Georges Laurent, qui jouera un rôle important dans la suite de mon existence.

Votre comité se situait-il plutôt du côté des Comités Vietnam de base, contrôlé par les maoïstes, ou du Comité Vietnam national, sous influence trotskiste ?

Là encore, il était complètement indépendant ; on faisait nous-mêmes nos propres affiches. À Lyon, tous les comités Vietnam étaient des appendices des « prochiinois ». Sauf deux, le nôtre et le Comité des pentes de la Croix-Rousse, qui était tenu par une petite secte dissidente des « prochiinois », composée de partisans de... Liu Shaoqi⁴. Violamment haïs – et menacés – par leurs frères ennemis et se sentant un peu seuls, ils avaient demandé à nous rencontrer. C’était un groupe d’ouvriers très sympathiques, mais qui fonctionnait comme une véritable secte. Nous avons répondu à leur désir en nous rendant à deux ou trois dans leur local, mais lorsqu’ils nous ont expliqué que la ligne prolétarienne c’était de se lever tôt pour coller des affiches et que la ligne bourgeoise c’était de rester au lit, nous avons vite compris qu’il n’y avait rien à attendre d’une éventuelle association avec eux...

Et que sont-ils devenus, ces sectateurs de Liu Shaoqi ?

Après nous être perdus de vue, nous nous sommes retrouvés plus tard. Ils avaient dissous leur organisation et monté une imprimerie coopérative (IPN). Ce sont eux qui ont longtemps imprimé notre revue, *Informations rassemblées à Lyon (IRL)*. Nous avons même acheté du matériel d’impression en commun : une Composphère. Des copains anars sont entrés dans la coopérative, qui est devenue libertaire et a changé de nom (AIPN), avant de disparaître à son tour. L’actuel imprimeur de l’Atelier de création libertaire (ACL), Pierre Diviani, est un ancien ouvrier libertaire d’AIPN, où il a appris son métier. Il est aussi l’un des membres fondateurs des « Amis de La Gryffe », notre librairie, dont il a fait partie dans sa jeunesse.

Puis Mai 68 arriva, avec son cortège de bouleversements, de remises en cause, de ruptures, d’illusions. Tu étais donc étudiant de socio à l’époque. Comment les choses se sont-elles déroulées dans les facs de Lyon ?

Il est difficile de dire l’importance que ces événements ont eue pour moi, pour nous et pour beaucoup d’autres qui, comme nous, ne s’y attendaient pas. Je veux dire qui ne s’attendaient pas à devoir changer autant à la faveur de ces événements. Les maoïstes ont vite quitté les facs pour aller aux « portes des usines ». Du jour au lendemain, ils ont décrété que les étudiants étaient des « petits bourgeois ». En fait, les raisons politiques avancées masquaient l’impasse où ils se trou-

⁴ Liu Shaoqi (1898-1972) fut membre du Parti communiste chinois depuis 1921. Nommé président de la République populaire de Chine en 1959, il fut emprisonné durant la Révolution culturelle (1969). Il sera réhabilité *post-mortem*, en 1979.

vaient. La réalité, c'était qu'ils étaient vaincus par les événements, que leur position était devenue intenable et s'ils n'étaient pas partis, c'est nous qui les aurions fait partir. Tout le mouvement d'occupation des facs s'est opéré sur la base de nos positions – celles de notre groupe originaire de socio, du groupe luxemburgiste de la JCR, des anarcho-situationnistes de sciences et de lettres, proches du Mouvement du 22 mars de Nanterre, et d'une foule d'inorganisés – que Flauraud, contre notre avis, désignait de façon méprisante du terme de « pingouins ». Il est vrai que le responsable de la défense des facs était en même temps un officier de réserve de l'armée française. Paradoxalement, avec les événements, Flauraud a commencé à perdre plus ou moins ses marques et à se retrouver en retrait, d'où, sans doute, sa rage contre les dits « pingouins ».

D'après ce que tu dis, les organisations politiques d'extrême gauche ne jouèrent aucun rôle déterminant dans le mouvement d'occupation des facs lyonnaises ?

Oui, et c'était important pour nous – le groupe informel de socio, je veux dire –, toutes les organisations avaient disparu, y compris les deux groupes anarchistes de Lyon, déjà fortement chancelants avant les événements : le groupe des vieux – « Élisée Reclus » – et le groupe des jeunes – « Bakounine ». À vrai dire, ce n'est qu'après les événements que j'ai appris la disparition des deux groupes anarchistes de Lyon.

Et votre Comité Vietnam, il est devenu quoi ?

Il s'est transformé en Comité de quartier du Vieux-Lyon. Quelques-uns des anciens membres du Comité Vietnam, plutôt humanistes et cathos, ont préféré partir, mais ils ont été rapidement remplacés par des « jeunes travailleurs » d'un foyer du même nom, qui se trouvait dans le coin et dont le directeur, Georges Laurent, particulièrement apprécié des jeunes en question, était, comme je l'ai déjà dit, un ami. C'est sans doute de ce hasard géographique qu'est née la légende – peut-être de source policière – sur le caractère « ouvrier » du Comité du Vieux-Lyon⁵.

Quels étaient les objectifs de ce Comité du Vieux-Lyon ?

Rien de moins que de créer l'embryon d'une prise de pouvoir local. C'est Georges Laurent, membre non étudiant de notre groupe informel et l'un des futurs fondateurs d'IRL, qui tenait le plus à cette idée. La création de notre comité a eu lieu le jour – ou le lendemain – de l'occupation des usines Berliet. Avec Georges Laurent, nous avons fait, en 2 CV, le tour de la grande usine de Vénissieux, où des centaines d'ouvriers s'affairaient pour organiser l'occupation. Au vu de ce qui se passait, notre conviction était faite. Le soir même – ou le lendemain –, on occupait la Maison des jeunes du quartier, qui est restée le siège du comité au cours des semaines qui ont suivi. Très grandes étaient, alors, nos espérances. On envisageait sérieusement de s'emparer, dès que les conditions le permettraient, du commissariat voisin – et de ses armes.

C'était osé...

Un petit souvenir pour donner une idée du caractère hardi de Georges Laurent. La « nuit des barricades »⁶, du côté de la presqu'île, Georges avait reçu des petits éclats métalliques de grenades dans le mollet. Ce n'était pas très grave, mais il avait été conduit à l'hôpital pour se les faire enlever. Il en était ressorti aussitôt, et nous nous étions retrouvés par hasard dans une des rues de la presqu'île où il y avait des travaux. Il était très tard et il n'y avait plus personne dans cette rue. Je me suis laissé entraîner par lui à démolir une palissade, à récupérer des pierres et des morceaux de ciment au moment où passait – à toute vitesse – un convoi de camions de gardes mobiles – vides heureusement – que nous avons aussitôt entrepris de « caillasser ».

L'heure était à l'action directe...

Oui, mais les conditions n'étaient pas réunies. Elles l'ont d'ailleurs été de moins en moins. À part une brève occupation de la mairie à laquelle, étant absent, je n'ai pas participé, le comité a voté avant de disparaître au lendemain de la grande manifestation gaulliste de Paris. À partir de

⁵ On trouvera des informations sur le sujet dans l'ouvrage de Xavier Vigna, *L'Insubordination ouvrière dans les années 68*, PUR, 2008.

⁶ Il s'agit, cette fois, de ladite « nuit des barricades » lyonnaise – 24 au 25 mai –, où de violents affrontements ont opposé les manifestants à la police, d'abord sur la rive gauche du Rhône, puis dans le quartier de la préfecture, rue Vendôme, cours Lafayette et dans le quartier des Cordeliers.

ce moment-là, dans le quartier, l'opinion s'est brusquement retournée contre nous. On le sentait sur les marchés, où nous distribuions des tracts et organisations des collectes pour les grévistes.

L'expérience du Comité du Vieux-Lyon fut finalement décevante.

Très décevante, mais ce comité de quartier a, cependant, contribué, avec d'autres, à réunir différents courants « libertaires », « autonomes » ou, plus précisément, indépendants, n'appartenant à aucune organisation et s'étant fondus naturellement dans les événements. Un bulletin a paru – mais plutôt à la rentrée de septembre, me semble-t-il –, qui donnait la parole aux différents comités de quartier de Lyon. Si je ne me trompe pas, à l'origine de ce bulletin se trouvait Sylvain Masqué, un des leaders du courant « anarcho-situationniste » déjà évoqué. Sylvain avait été mêlé aux polémiques, dissidences et exclusions successives au sein de la Fédération anarchiste (FA) au cours des mois précédant mai 68 et sera le futur animateur du premier *IRL*⁷. En juin, très tôt donc, Françoise Routhier – leader du groupe de la JCR de Lyon, une ancienne militante des Jeunesses communistes (JC) ayant fait dissidence de la JCR (surtout parisienne), et qui était de plus en plus proche des courants ultra-gauches et anarchistes comme ceux de Sylvain – a été à l'origine d'une réunion pour faire le bilan des expériences de chacun. On était une vingtaine. En phase avec la méthodologie un peu sociologique de l'époque, la discussion a été enregistrée. Le Centre de documentation libertaire de Lyon possède une version écrite de cet enregistrement.

Quel type de relations existait-il, au sein de ces courants libertaires informels, entre les étudiants et les ouvriers ?

Sur ce point, j'ai le souvenir assez précis d'une rencontre. Ce devait être fin mai ou début juin – mais ce pourrait être aussi en septembre. Sans doute à l'appel du comité de Vaise, nous nous sommes retrouvés dans une grande arrière-salle de café de ce quartier – actuellement 9^e arrondissement de Lyon –, un quartier alors très ouvrier et rempli d'usines – contrairement au Vieux-Lyon, populaire mais sans usines. Nous étions une bonne cinquantaine, moitié étudiants, moitié ouvriers de l'usine d'à côté – Plastimer, me semble-t-il. Les étudiants présents appartenaient tous aux divers courants dont j'ai déjà parlé et que l'on peut, après coup, qualifier de « libertaires », même si leurs références idéologiques relevaient davantage du marxisme non léniniste que de l'anarchisme proprement dit – qui, lui, n'était représenté par personne. En fait l'étiquette anarchiste nous était surtout collée par les autres – qui ne se trompaient pas d'ailleurs sur notre compte –, étiquette que même les plus marxistes ou marxisants d'entre nous finissaient par accepter comme un plus un peu folklorique et provocateur, mais aussi, sans aucun doute, avec le sentiment qu'il y avait quelque chose d'important derrière cette qualification, historiquement tout du moins. Je ne me souviens plus du contenu exact de la discussion, mais seulement de la chaleur de cette rencontre, de la façon dont les ouvriers présents nous racontaient comment leur propre mouvement était parti de ce qu'ils entendaient sur les étudiants à la radio, de leur admiration pour leur courage – leur vocabulaire était beaucoup plus cru. À ma connaissance, il s'agit là, pour ce qui concerne Lyon, d'une des rares rencontres authentiques, car spontanée, entre étudiants et ouvriers au cours de cette période.

Tu as d'autres souvenirs de l'époque ?

J'en ai un autre, mais je ne voudrais pas avoir l'air de me vanter. Il a trait à mes liens avec ce courant « libertaire » qui s'était imposé, à Lyon, en mai 68. C'était à l'occasion d'une manifestation – je ne me souviens plus laquelle – vers la fin du mouvement. Nous étions au café avec un enseignant de la fac de socio, Jean Métral^[8], un anthropologue althussérien qui avait fait la guerre d'Algérie comme officier. C'était un des rares enseignants à s'être rallié au mouvement. Assez sentimental, il se montrait un peu protecteur à notre égard. Fort des événements tragiques qu'il avait connus en Algérie et convaincu que les choses ne pouvaient, tôt ou tard, que mal tourner, il nous exhortait avec beaucoup d'insistance à ne pas aller à cette manifestation. Il avait peur de voir les « meilleurs têtes » du mouvement – et de l'anthropologie, ajoutait-il – risquer de se faire tuer. Cela

⁷ Fondé en 1971, *IRL* développa l'intitulé *Informations recueillies à Lyon*, avant de prendre, en 1973, celui d'*Informations rassemblées à Lyon*, puis d'*Informations et réflexions libertaires*.

⁸ Anthropologue passionné par les sociétés du Moyen-Orient, Jean Métral (1933-2002) fut enseignant à l'université Lumière-Lyon II pendant de longues années et chercheur à la Maison de l'Orient méditerranéen.

nous a fait rire, mais nous étions évidemment flattés. On était quatre : Flauraud, Marsella, Lardy – un étudiant de Lettres proche des anarcho-situationnistes – et moi-même.

Mai 68, c'était aussi une manière d'accéder, ne serait-ce que localement, à une certaine notoriété, non ?

Oui, mais de manière éphémère ou ponctuelle. J'ai un autre souvenir sur ce point. C'était au début des événements, à la veille de l'occupation de la faculté de Lettres. Au cours d'une assemblée générale, dans un amphi surpeuplé, j'ai pris la parole pour la première fois de ma vie. Je ne me souviens pas de ce que j'ai dit, mais je me rappelle que, dans l'enthousiasme du moment, cette intervention a été fortement applaudie. Et, à ma grande honte, je me suis vu tout à coup en train de m'applaudir moi-même. Par la suite, j'ai compris que ce geste intempestif n'avait pas, comme on pourrait le penser, de caractère narcissique. Il était, en réalité, préférable au très digne mouvement de repli de l'orateur qui savoure son succès. En m'applaudissant moi-même, je signifiais, en fait, que ce que j'avais pu dire n'était pas l'expression personnelle de mes intuitions de « leader » ou d'éventuel « dirigeant » ou « porte-parole » du mouvement, mais l'expression d'une prise de position collective dont j'étais l'agent occasionnel – et aussitôt oublié –, et qui m'était à la fois intérieure et extérieure, comme elle l'était pour tous ceux qui m'avaient écouté. Ce que nous applaudissions, eux et moi, c'était un quelque chose d'autre qui appartenait à tous, et donc à personne, ce que Proudhon appelle une « raison collective », une affirmation et une position collectives, un discours collectif sans chefs, ni dirigeants, ni représentants où seule chaque situation – infiniment plus compliquée qu'on ne pourrait le penser – détermine, quel que soit le nombre des participants – c'est vrai pour une AG comme pour un groupe affinitaire –, les différentes prises de position, les engueulades et finalement le ou les différents consensus qui se dégagent à un moment ou à un autre. La capacité des assemblées d'alors à se déterminer par elles-mêmes, sans chefs ni leaders – ou alors avec une succession de leaders propres à chaque situation, y compris celle du conseiller militaire prenant en main la question de la défense de la fac –, m'est apparue comme évidente. Elle rendait impossible et risible la présence de toute « organisation », quelle qu'elle soit, avec sa stratégie, sa tactique, ses objectifs et ses combats de chefs, ce que les organisations elles-mêmes avaient compris en se dissolvant – pour ce qui concerne les anars – ou en allant essayer de survivre ailleurs, pour les autres. Ce n'est que quelques mois ou quelques années plus tard, en lisant Voline, mais aussi un grand nombre de récits et de textes théoriques anarchistes, que j'ai compris le sens de cet épisode. Pris dans le feu des événements, il fut minuscule, mais néanmoins déterminant pour moi. Ou plutôt, de façon inverse et réciproque, c'est alors que j'ai compris comment cette expérience personnelle me permettait de comprendre ce que disait Voline à partir d'autres expériences. J'ai aussi compris pourquoi, confrontés à des expériences intimement vécues, les textes anarchistes retrouvaient un sens qu'ils avaient perdu pour les lecteurs – marxistes, notamment, si nombreux alors. S'il fallait situer le moment où je suis devenu anarchiste, il me semble qu'il date de cet épisode advenu au tout début des événements. C'est à ce moment-là que j'ai fait l'expérience de l'anarchisme comme mouvement ou comme force collective.

À travers ces événements, il y a aussi la découverte et l'expérience de la spontanéité.

J'ai un autre souvenir lié à l'expérience de la spontanéité, qui fut tout aussi déterminant pour moi. Il ne s'agit plus cette fois d'une spontanéité d'appréciation, de pensée et d'expression collectives d'une situation, mais d'une spontanéité d'action et d'organisation. Ça c'est passé quelques jours plus tard – j'ai oublié les dates. Les facs étaient occupées et le mouvement d'occupation des usines avaient déjà commencé. C'était en fin de semaine. Il y avait encore de l'essence et nous savions que beaucoup de gens allaient passer le week-end en dehors de Lyon. Quelques-uns d'entre nous (je ne sais plus qui) ont pensé qu'il fallait faire quelque chose et ont appelé à une assemblée générale pour discuter de ce que nous pouvions faire. À cette AG il a été décidé de faire un tract que nous distribuerions à toutes les entrées de Lyon – il n'y avait pas encore d'autoroutes. Après un court rappel des événements, ce tract très simple et très court – qu'hélas ! je n'ai ni conservé ni retrouvé – s'adressait pour l'essentiel et directement aux ouvriers rentrant de week-end et leur demandait de poursuivre et d'étendre la grève. Je ne me souviens pas de quelle manière ce tract était signé, sans doute « les étudiants » ou quelque chose du même genre. Pour réussir notre coup, il fallait réunir beaucoup de monde – Lyon avait alors de très nombreuses entrées –, tirer des milliers de tracts, trouver les moyens de le faire, etc. Le souvenir que j'ai gardé de tout cela, c'est la

facilité avec laquelle les choses se sont passées. Cette intervention a rassemblé un peu plus de deux cents personnes – dont beaucoup de non-étudiants – qui, pour la majorité d’entre elles, ne se connaissaient pas. Des ouvriers de la Rhodiaceta, de Vaise, – qui nous bassinaient un peu avec Mendès-France ! – nous ont proposé la Maison des jeunes de La Duchère, un grand ensemble périphérique de Lyon, qui était occupée, semble-t-il, ou que nous avons occupée pour l’occasion, et qui disposait de moyens de tirage. Nous nous y sommes retrouvés. Le tract a été rédigé. D’autres moyens de tirage ont été mobilisés. Des équipes ont été constituées pour la diffusion, sans oublier aucune entrée de la ville. La réunion et la discussion ont été très courtes. Et nous nous sommes séparés sans envisager de se revoir, chacun ayant beaucoup à faire là où il était. Des milliers de tracts ont été ainsi distribués. Pour ma part, j’étais dans l’équipe d’Oullins – une des entrées sud de Lyon –, à un feu rouge. Il faisait beau. Tous les automobilistes prenaient le tract et beaucoup plaisantaient en nous rassurant sur leurs intentions et en nous invitant à tenir bon de notre côté. La logique collective que j’avais connue dans les facs – mais pas du tout dans le quartier du Vieux-Lyon – s’étendait à toute la ville et associait, même si c’était de façon ponctuelle, le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier de grèves et d’occupations d’usine. En un seul coup, il me semble avoir compris une fois pour toutes la signification du concept anarchiste d’ « auto-organisation ».

Reste que le poids de la CGT n’était pas mince et qu’il n’était pas vraiment de nature à favoriser cette « auto-organisation ».

Sur cet aspect de la question, je peux te raconter une anecdote, minuscule cette fois, mais qui souligne assez bien, je crois, la multiplicité des possibles dont nous sommes tous porteurs et la capacité de transformation dont chacun est capable suivant les situations qu’il traverse. Je ne sais plus par quels circuits nous avons été conduits, au début du mouvement d’occupation, à aider des militants de la CGT à arrêter des usines – généralement les plus petites et les moins syndiquées – en renforçant, très tôt le matin, les piquets de grève. On parlait de la Bourse du travail. Un jour, je me suis retrouvé dans une voiture de militants de la CGT qui allaient à Vaise. Pendant le trajet et devant les usines, j’ai longuement discuté avec un de ces militants. La quarantaine, très paternaliste, il défendait la position de la CGT, que, pour ma part, je contestais. Ses critiques à l’endroit des « gauchistes », de l’ « aventurisme », sa défense de la grande organisation, du sens des responsabilités, de la nécessité d’avoir une stratégie politique m’avaient quelque peu affecté. Par hasard, je l’ai revu plus tard, pendant la « nuit des barricades », sur le pont Lafayette, où un commissaire devait être écrasé par un camion après avoir eu une crise cardiaque⁹. Nos retrouvailles avec ce militant de la CGT furent sans paroles. J’étais penché sur le parapet du pont – où s’opéraient des va-et-vient entre manifestants et policiers – pour reprendre mon souffle et échapper aux gaz lacrymogène. À côté de moi, un autre émeutier toussait et essayait de retrouver sa respiration. C’était ce militant de la CGT avec qui j’avais discuté quelques jours plus tôt. Nous nous sommes chaleureusement salués avant de disparaître, chacun de notre côté.

Comme quoi, rien n’est jamais joué d’avance...

J’ai un autre exemple du même genre, qui n’a rien à voir avec ce cégétiste-là, ni avec mai 68. C’était en 1974 pour le coup, après l’assassinat de Puig Antich¹⁰. Nous avons fait un rassemblement. L’émotion était très forte. Est alors arrivé dans nos rangs un malabar du service d’ordre de la CGT avec qui nous avons eu plusieurs fois affaire dans les manifs. Manifestement, il était également venu sous le coup de l’émotion. Un autre costaud, du côté des anars cette fois, lui est rentré dedans et ils se sont battus. Sans doute que le copain anar avait de sérieuses raisons de lui en vouloir, mais j’ai trouvé ça lamentable. J’ajoute que personne, parmi nous, n’est intervenu, auquel cas je n’aurais pas hésité à prendre la défense du cégétiste. Finalement, nous avons assisté à un combat de coqs assez équilibré, mais qui a conduit le costaud de la CGT à se retirer du rassemblement. Ce que, pour ma part, j’ai regretté. Je peux même dire que cet incident m’a pas mal affecté.

⁹ En cette « nuit des barricades » lyonnaise, un camion chargé de pierres fut lancé par les émeutiers contre les forces de police, vers 23 h 40, sur le pont Lafayette. Au cours de cette action, le commissaire René Lacroix fut blessé mortellement. Il semble que son décès fût provoqué par un infarctus. Cette affaire connaîtra des suites judiciaires : inculpés d’homicide volontaire sur la personne de René Lacroix, Michel Raton et Marcel Munch seront jugés et acquittés en septembre 1970.

¹⁰ Salvador Puig Antich (1949-1974), membre actif du Mouvement ibérique de libération (MIL), fut exécuté par strangulation – *garrote vil* – à la prison Modelo de Barcelone, le 2 mars 1974.

Merci pour la transition... Nous en arrivons donc à l'après-mai 68. Comment as-tu vécu le retour à la « normale » ?

Courant juin, je suis rentré « chez moi », c'est-à-dire chez mes parents, très loin, là où je suis né, à Aubusson, dans la Creuse. J'avais surtout besoin de dormir. Nous étions tous épuisés. Mais, même là, j'ai été rattrapé par 68. À Aubusson, une petite ville de 5 000 habitants, un « comité révolutionnaire » – je ne me souviens plus de son intitulé exact – venait de se constituer. Je l'ai fréquenté une ou deux fois, et puis il y a eu les élections et tout est rentré provisoirement dans l'ordre.

Comment s'est passée la rentrée universitaire ?

Au département de sociologie, nous avons pratiquement pris le pouvoir. C'est à ce moment que nous avons fondé, un peu sur le modèle du Groupe d'analyse institutionnelle de René Lourau¹¹ et Georges Lapassade¹², des Groupes d'intervention et d'analyse (GIA). Quand je dis sur le modèle, je n'en suis pas très sûr. Peut-être avons-nous entendu parler du Groupe d'analyse institutionnelle, mais il n'est pas exclu que nous ayons réinventé quelque chose de semblable. Il s'agissait, en fait, de pratiquer une sociologie d'intervention entièrement tournée vers le changement social. Pour ce faire, divers GIA, intervenant sur divers champs, se sont créés. Je me suis retrouvé, quant à moi, dans le même groupe que Michel Marsella, principalement axé sur les expériences de pédagogie anti-autoritaire.

C'est un sujet qui t'intéressait particulièrement ?

Certainement. Ce groupe a d'ailleurs contribué à nous rapprocher d'avantage, Marsella et moi, et ceci en raison d'un sujet précis et délicat concernant nos nombreuses vies parallèles, effectives ou possibles. Parmi le matériel que nous utilisions pour nos interventions, il y avait le livre d'Alexander S. Neill sur Summerhill¹³, bien sûr, mais aussi un petit livre qui racontait l'histoire d'une expérience d'éducation très originale, menée dans un village de Toscane – Barbiana¹⁴ – par un prêtre catholique, Lorenzo Milani¹⁵. Pour Marsella, qui s'intéressait beaucoup à ce livre, seule comptait la dimension émancipatrice de l'expérience. Le contexte – catholique – dans lequel elle s'était déroulée n'avait, à ses yeux, aucune importance. Par rapport à ce que l'on essayait de faire dans notre GIA, il passait au second plan. Bien que catholique si peu de temps auparavant et ancien séminariste, j'avais la même position, mais évidemment à partir d'un point de départ inverse. Étant l'un des rares cathos de gauche à avoir rejoint les courants libertaires, mon histoire personnelle induisait, entre autres, un rapport particulier avec les femmes. À vrai dire, tendances paranoïaques aidant, je me sentais, parfois, en butte à une certaine ironie de la part de mes camarades et je savais gré à Marsella, issu lui d'une famille de longue tradition athée – sa mère, Marie-Louise, était née vers 1906, en Corrèze dans une famille tout aussi athée, et n'avait pas été baptisée – de ne pas prendre en compte ici le problème religieux. Sur ce point précis tout du moins, car Marsella pouvait, par ailleurs, se montrer très violent et provocateur. Ainsi, il avait fait une fixation sur les petits commerçants. Il racontait sans cesse que, s'il était camionneur, il prendrait un immense plaisir à écraser tous les petits commerçants qui se trouveraient sur son chemin. Il ignorait heureusement, du moins semble-t-il, que ma mère tenait un petit commerce à Aubusson, « Le Bazar de la ménagère ». Je plaisante, bien sûr. Marsella n'aurait jamais confondu un fils avec sa mère. Il avait une perception aiguë de la singularité des êtres et des situations, de la nécessité de ne pas tout mélanger et, surtout, de ne jamais se déterminer à partir de signes extérieurs et de camps prédétermi-

¹¹ René Lourau (1933-2000), sociologue, est l'auteur de *L'Analyse institutionnelle*, livre phare des années 1970. Très influencé, à ses débuts, par les travaux du philosophe marxiste hétérodoxe Henri Lefebvre, R. Lourau manifesta une forte sympathie pour l'anarchisme. Sur la fin de sa vie, il s'intéressa aux travaux de Gilbert Simondon.

¹² Georges Lapassade (1924-2008), sociologue, ethnologue et pédagogue, eut son heure de gloire dans l'après-68. Grand spécialiste du *happening* et enseignant à Vincennes, il emprunta à Félix Guattari son concept d'« analyse institutionnelle » pour l'appliquer à la sociologie.

¹³ Alexander Sutherland Neill, *Libres enfants de Summerhill*, préface de Maud Mannoni, Paris, La Découverte, 1988. Avec *Une société sans école*, d'Ivan Illich, ce livre fut, dans les années 1970, un des *best-sellers* du gauchisme anti-autoritaire.

¹⁴ Collectif, *Lettre à une maîtresse d'école*, Paris, Mercure de France, 1967.

¹⁵ Lorenzo Milani (1923-1967), prêtre et éducateur, fonda, en 1954, à Barbiana (Vicchio), village déshérité de Toscane, une école très innovante en matière de pédagogie anti-institutionnelle. Il y enseigna jusqu'à la fin de sa vie. Aucun de ses écrits ne reçut l'*imprimatur* de l'Église.

nés. Sous un certain point de vue, le curé de Barbiana – qu’il n’aurait pas hésité à écraser, par ailleurs, dans l’hypothèse où il aurait disposé d’un camion et dans une autre situation – lui paraissait tout à fait sympathique et son expérience réellement intéressante du point de vue de la pédagogie libertaire.

Quels types d’intervention avait le GIA ?

Nous faisons des actions diverses. Je me souviens, par exemple, d’une intervention dans un gros collège. Ce devait être dans l’Ain ou peut être vers Oyonnax, dans le Jura. Nous avions téléphoné la veille au directeur ou au principal de l’établissement en lui disant qu’on débarquerait le lendemain. À vrai dire, je ne me rappelle plus de ce qu’on racontait. Le lendemain, nous sommes arrivés à une douzaine dans trois ou quatre voitures. Le directeur nous attendait à l’entrée du collège, à l’heure prévue. Les cours étaient supprimés au profit d’assemblées générales où nous discutons de l’école, de la pédagogie et de la révolution. Ça durait la journée. Le GIA a fonctionné ainsi pendant plusieurs semaines.

Et après ?

Au bout d’un certain temps, les cours normaux ont repris en fac. Au département de sociologie, qui était de petite taille – moins de deux cents étudiants et une poignée d’enseignants –, est arrivé un nouveau prof. Il s’appelait Isaac Joseph¹⁶ et arrivait de Paris. C’était un agrégé de philosophie qui sortait, me semble-t-il, de Normale Sup. Il était alors althussérien et militant de la Gauche prolétarienne – ou de ce qui l’a précédé, mais pas de la tendance pro-chinoise à laquelle nous nous étions habitués et dont, à la faveur des événements de mai 68, nous nous étions débarrassés. Avec lui, les rapports n’étaient pas complètement mauvais. Après *L’Anti-Œdipe*, de Deleuze et Guattari, publié en 1972, Joseph est devenu deleuzien et, par la suite, l’un des principaux introducteurs en France d’une sociologie américaine – le pragmatisme de William James et de John Dewey, Erving Goffman, l’École de Chicago, etc. – très proche, par de nombreux aspects, de la pensée libertaire. Mais, à l’époque, c’était un althussérien pur et dur qui n’avait que mépris pour l’ultra-gauche, sans même parler des anarchistes. Ses cours sont vite devenus une arène et une salle de spectacle qui attirait du monde bien au-delà du département de sociologie. Avec le temps, nous deviendrons plus ou moins amis, avec Métral, les autres copains du Vieux-Lyon et Jean-Pierre Poli, un anarchiste parisien qui venait d’être nommé à la faculté de Lyon et avec qui nous créerions *IRL* un peu plus tard.

Et en dehors du département de sociologie, il se passait quoi ?

Le groupe que nous formions, à cheval sur le Vieux-Lyon et sur la fac, s’est aussitôt branché sur deux revues parisiennes, une ancienne et une nouvelle – *Informations Correspondance Ouvrières (ICO)* et les *Cahiers de Mai* –, ce qui a justifié de nombreux voyages à Paris, où je n’étais jamais allé. Il nous est même arrivé de partir, plusieurs fois, le matin en voiture – dans ma vieille 2 CV et par la nationale 7 –, d’assister à une réunion le soir et de rentrer dans la nuit pour pouvoir travailler le lendemain. Je laisse ici de côté la façon dont je vivais alors grâce à de nombreux petits boulots, que l’on trouvait facilement à l’époque.

Comment s’est passée la rencontre avec ICO ?

J’ai connu l’existence d’*ICO* par des copains de la mouvance anarcho-ultra-gauche extérieurs au département de sociologie. Pendant quelque temps, j’ai été diffuseur de la revue. J’ai assisté aussi à deux ou trois réunions d’*ICO*, à Paris, principalement le week-end. À dire vrai, je comprenais mal les tensions qui existaient au sein de ce collectif. Les enjeux qui sous-tendaient les nombreuses discussions qui l’agitaient me paraissaient obscurs. Ce qui m’attirait dans l’expérience *ICO*, c’était cette volonté d’établir, en dehors de toute organisation politique ou syndicale, des relations directes entre ouvriers et salariés. Cette démarche s’inscrivait, bien sûr, dans une histoire beaucoup plus longue sur laquelle *ICO* avait produit de nombreux textes, que nous ramenions et

¹⁶ Agrégé de philosophie, Isaac Joseph (1943-2004) enseigna, de 1968 à 1994, la sociologie à l’université Lumière-Lyon II. Originale et singulière, sa place dans la sociologie contemporaine tient pour beaucoup à sa formation philosophique. Particulièrement attiré par les thématiques urbaines, il s’intéressa de près aux travaux d’Erving Goffman et des sociologues de la première École de Chicago (1979), mais aussi aux grands anciens, comme Gabriel Tarde.

diffusions sur Lyon. Mais ce qui me rebutait un peu à *ICO*, c'était le poids des conflits internes. Tout cela contribuait à accentuer l'aspect sévère et rétréci du groupe.

Et les Cahiers de Mai ?

Avec les *Cahiers de Mai*, je retrouvais, au contraire, le souffle des événements que je venais de vivre. C'était un groupe très ouvert, au tout début du moins. Aux *Cahiers de Mai*, il y avait un côté assez folklorique. Daniel Anselme, sa principale figure, était beaucoup plus âgé que nous – du moins, c'est comme ça qu'on le percevait. Il venait du PC et il avait travaillé pour la presse du parti. Il avait même été correspondant de *L'Huma* en Pologne au moment des événements de 1956. Il se disait luxemburgiste. Par ailleurs, c'était un écrivain sans livres, qui vivait plus ou moins de paris sur les courses de chevaux, une sorte d'aventurier, gros mangeur et grand amateur de cigares toscans. Il y avait beaucoup de libertaires qui s'étaient impliqués dans cette revue, dont Michel Desmars¹⁷, un cheminot, qui, me semble-t-il, a joué un rôle important par la suite dans l'UTCL puis dans Alternative Libertaire. À Lyon, en dehors de notre groupe du Vieux-Lyon, il y avait aussi des gens comme Jacques Wajnsztein¹⁸ qui y est resté assez longtemps.

Qu'est-ce qui t'intéressait dans la démarche des Cahiers de Mai ?

Elle semblait correspondre complètement à notre expérience et à nos aspirations. Nous avons pris contact avec le groupe des *Cahiers de Mai* dès le premier numéro. Le projet de cette revue était de donner la parole aux forces qui s'étaient exprimées pendant les événements de mai et leur permettre de s'auto-organiser. Sa méthode consistait à rendre compte des très nombreux conflits et mouvements de l'époque en allant sur place et en rédigeant des textes sous le contrôle des intéressés eux-mêmes. Ainsi, j'ai été conduit à participer à plusieurs de ces enquêtes à l'usine Alcatel et à l'usine Dassault d'Annecy et chez Berliet, à Lyon, où une grève de jeunes avait paralysé l'atelier de moteurs. Cette expérience a été très importante pour moi. Il me semble avoir perçu directement, sinon la condition ouvrière de l'époque, tout du moins les effets prolongés que mai 68 continuait d'avoir chez les grévistes d'alors, qui nous accueillaient tous à bras ouverts.

Combien de temps a duré ton expérience aux Cahiers de Mai ?

Deux ou trois ans, mais avec des réticences croissantes. Assez vite, au cours de l'année 1968-1969, les leaders parisiens de la « gauche syndicale » de l'UNEF – Péninou, Bouguereau, Lichtenberger – ont investi la revue. À Lyon, Fromentin, de la même tendance, a fait de même. Outre le fait que nous étions progressivement dépossédés de toute initiative, au fur et à mesure que le souffle de mai 68 s'épuisait, la « méthode » *Cahiers de Mai*, devenue un but en soi, s'est peu à peu institutionnalisée. J'ai encore participé au conflit des travailleurs immigrés de Penarroya, en transportant des délégués de Lyon à Paris – dans une vieille Peugeot 403, cette fois. L'autonomie et l'auto-expression ouvrières avaient fini par perdre toute réalité aux *Cahiers de Mai*. De fait, cette évolution donna finalement raison à *ICO*. C'est en 1972, me semble-t-il, que je me suis retiré et c'est alors que nous avons sérieusement envisagé de créer un journal sur Lyon.

Et sur le plan plus proprement théorique, quelles étaient tes activités ?

Il y en eut une importante pour moi : la publication, au printemps 1969, d'une brochure sur la révolution hongroise¹⁹. Les événements de 1956 en Hongrie étaient encore relativement récents et constituaient un élément déterminant dans les polémiques qui nous opposaient aux léninistes de tout poil revenus en force après mai 68 et avec qui nous cohabitons dans les vastes locaux de l'Association générale des étudiants lyonnais (AGEL). Cette cohabitation n'était pas exempte de tensions. Elle dégénérait même, parfois, en véritables batailles rangées. Ces affrontements, d'ailleurs, ont sans aucun doute contribué à faire naître une identité collective « anar », qualificatif dont nous affublaient les « léninistes » et que nous reprenions volontiers à notre compte, cette ap-

¹⁷ Sur Michel Desmars, voir notice du « Dictionnaire des militants anarchistes » disponible sur Internet : <http://militants-anarchistes.info/spip.php?article1230>

¹⁸ Jacques Wajnsztein – fondateur, avec Jacques Guigou, de la revue *Temps critiques* – est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Mai 68 et le Mai rampant italien* (cosigné avec Jacques Guigou), et, plus récemment, de *La Tentation insurrectionniste* (cosigné avec G. Gzavier), livre que nous avons recensé dans nos colonnes.

<http://acontretemps.org/spip.php?article468>

¹⁹ *Hongrie 1956, documents sur les conseils ouvriers*, Lyon, Éditions de l'AGEL, 1969. Ce texte est consultable en ligne sur <http://www.plusloin.org/textes/hongrie/index.htm>

propriation nous obligeant, par contrecoup, à nous interroger sur notre propre identité. C'est ainsi qu'est née, entre Marsella et moi, l'idée de cette brochure. Comme Marsella n'écrivait pas, c'est moi qui, après en avoir discuté avec lui, en ait rédigé l'introduction et le « rappel des événements ». Par chance, j'ai encore un exemplaire de cette brochure. Elle est placée sous le patronage de *Socialisme ou Barbarie*. La troisième de couverture reproduit sa plate-forme et la quatrième de couverture fait de la réclame pour des brochures de Spartacus et pour la librairie La Vieille Taupe, où on pouvait les trouver.

À t'entendre, il apparaît que les anarchistes faisaient un vrai complexe vis-à-vis du marxisme...

Avec du recul, il me semble qu'on peut le dire. Sur le terrain de la théorie, le problème d'une confrontation entre marxisme et anarchisme ne se posait même pas. Avec ses multiples écoles et courants, ses nombreuses sophistications, le marxisme occupait tout le terrain. Et l'idée même que l'anarchisme aurait pu représenter une alternative théorique crédible au marxisme aurait paru absurde à tout le monde. La critique anti-léniniste opérait au sein du marxisme, du côté du conseilisme et de l'ultra-gauche. Les textes de *Socialisme ou Barbarie* que nous utilisions s'inscrivaient toujours dans le champ marxiste – Castoriadis n'avait pas encore tourné le dos au marxisme. D'ailleurs, beaucoup de copains de l'époque, actuellement membres ou proches de la librairie La Gryffe – Norbert Bandier²⁰ et Jacques Wajnsztein par exemple – sont, en gros, restés sur cette position. Ils se disent éventuellement « libertaires », comme c'est le cas de Norbert, et sont liés sans trop d'états d'âme au mouvement anarchiste, mais ils refusent de se dire anarchistes. Et, idéologiquement, ils ne le sont pas du tout. Dans la pratique, leur vision de l'action politique rejoint celle des « anarchistes » – ou de certains d'entre eux, contre les léninistes notamment ou sur l'auto-organisation –, mais théoriquement ils se situent toujours du côté de l'ultra-gauche et du conseilisme. L'anarchisme, pour eux, c'est un plus, un truc un peu rigolo, un folklore en somme, sans véritable contenu politique ou théorique. D'un certain point de vue, ils n'ont pas tort, d'ailleurs. Les théoriciens qui ont bouleversé l'anarchisme au cours des quarante dernières années ne proviennent pas de l'anarchisme. Castoriadis ne s'en est jamais réclamé. Entre l'humanisme de Chomsky, le marxisme politique de gens comme Guérin et Bookchin et l'ambition d'inventer, à soi tout seul, une nouvelle théorie, comme le tenta Castoriadis, l'anarchisme s'est longtemps présenté comme une vieille demeure dont les portes étaient ouvertes, dont les propriétaires étaient partis et d'où les meubles avaient disparu. On pouvait la squatter sans problème.

Comment s'est donc opérée, dans ton cas, la réappropriation de l'anarchisme comme projet autonome et radical de transformation du monde ?

Cette réappropriation est passée, pour quelques-uns d'entre nous – je pense principalement à Michel Marsella –, par la conjonction de trois éléments étroitement liés, dont il est inutile de mesurer l'importance respective. Le premier tient aux pratiques spécifiques – et nettement porteuses de sens – nées des événements de mai 68 et s'identifiant à eux. Le deuxième élément coïncide avec la découverte de textes historiques particulièrement forts : *L'Internationale*, de James Guillaume – qui, paradoxe apparent, et par des voies que je ne peux développer ici, a joué un grand rôle dans le passage à l'anarchisme des « postiers libertaires » du centre de tri de Perrache – et surtout ce diamant noir que constitue *La Révolution inconnue*, de Voline. Le troisième élément, c'est la parution, en 1972, de cet autre météorite que fut *L'Anti-Cédepe*, de Deleuze et Guattari.

Ton amitié avec Michel Marsella – et, au-delà, avec ses parents – fut sans doute également pour beaucoup dans cette réappropriation, non ?

Effectivement, les trois éléments cités n'ont rien d'abstrait. Ils sont étroitement – et concrètement – liés aux récits qui précèdent et, plus particulièrement, à l'importance qu'a eue, dans mon évolution, ma fréquentation de Michel Marsella, mais aussi de son père, pour ce qu'il en est de l'individualisme anarchiste, et surtout de sa mère, pour ce qu'il en est de l'action militante. Depuis les grèves pour Sacco et Vanzetti où, toute jeune fille, elle coulait du ciment dans les aiguillages des tramways lyonnais pour les faire dériver jusqu'à son travail tenace, soixante ans plus tard – et jusqu'à son hospitalisation et sa mort, en 1988 – à La Gryffe et au Centre de documentation liber-

²⁰ Norbert Bandier, sociologue et maître de conférences à l'université Lumière-Lyon II, s'intéresse particulièrement au surréalisme. Il est l'auteur de *Sociologie du surréalisme 1924-1929*, Paris, La Dispute, 1999.

taire de Lyon, Marie-Louise n'a jamais cessé de militer. Quant à Michel, et sans prétendre me comparer à Bakounine, je peux dire qu'il a été mon Stankevitch²¹ à moi, quelqu'un d'extraordinairement intelligent et de perspicace, avec qui toute discussion devenait un véritable exercice de pensée, alors même qu'il était incapable d'écrire une ligne – et accessoirement, ce qui n'a pas été sans conséquence pour lui, de passer le moindre examen.

Pourtant, il semble, d'après ce que tu en dis toi-même, que Marsella se sentait alors, sur le plan des idées, plus en phase avec une certaine ultra-gauche libertaire qu'avec l'anarchisme proprement dit ?

Hypercritique, il percevait lucidement l'état de friche et de déliquescence dans lequel se trouvait, alors, la pensée anarchiste. Comme d'autres, il n'hésitait pas à chercher dans le conseillisme et le marxisme d'ultra-gauche les armes théoriques et polémiques que l'anarchisme n'était plus capable de lui fournir. Sans cesser de manifester, en allant voir ailleurs, cette extraordinaire curiosité qui le caractérisait, il restait, malgré tout, complètement porté par l'héritage anarchiste, ouvert à un projet émancipateur provisoirement privé de mots, mais qui lui permettait de dépasser et de relativiser sans cesse la mesquinerie surabondante et corsetée du discours marxiste. La source expressive principale de cette inspiration théorique, en amont de ses prises de position immédiates, il la trouvait dans *La Révolution inconnue*, de Voline, édition de 1947 – la seule alors existante –, qu'il gardait à l'abri, précieusement, dans une armoire de la maison de ses parents – une maison bourrée de livres, mais sans bibliothèque ! Cette édition, il la montrait, mais ne la prêtait pas, comme s'il voulait lui conférer le rôle d'un possible caché, inconnu lui aussi mais présent, intrigant et mystérieux, et échappant à tout bavardage. Et puis, un jour, je suis tombé sur un exemplaire de cette vieille édition. Je l'ai lu et j'ai su que Marsella avait raison : l'anarchisme n'était pas seulement ce que sa déliquescence théorique pouvait laisser croire. Voilà, c'est Marsella qui m'a fait découvrir Voline, mais aussi Deleuze, de façon anticipatrice là encore. Dès sa parution, en 1972, *L'Anti-Œdipe* est devenu son livre de chevet. Il l'avait toujours avec lui et il en parlait sans cesse.

C'est donc Marsella qui t'a fait lire L'Anti-Œdipe...

J'ai tenté de le lire, mais je n'y comprenais rien et, quand Marsella s'évertuait à me l'expliquer, je ne comprenais pas davantage. Je me souviens très bien, par exemple, d'une discussion en voiture, alors que l'on revenait de chez Jean-Pierre et Christiane Poli, qui habitaient alors à Charbonnière, près de Lyon, et où Marsella – qui n'allait déjà pas très bien – venait prendre des bains. Si Jean-Pierre Poli lit cet entretien, il pourra témoigner de la véracité de l'anecdote.

Au vu de l'importance que tu accordes aujourd'hui à L'Anti-Œdipe, on peut penser que tu as fini par le comprendre...

Oui, mais beaucoup plus tard. C'est presque dix ans plus tard, après avoir soutenu une thèse sur le mouvement ouvrier²², que je me suis replongé dans mon exemplaire de *L'Anti-Œdipe*. Et là j'ai compris ce que Marsella avait entrevu au premier coup d'œil. Je n'ai d'ailleurs pas eu besoin de lire tout le livre – assez indigeste, au demeurant. Le premier chapitre, le plus important, m'a suffi. Comme l'avait perçu Marsella, avec ce livre, et d'un seul coup, surgissait une machine théorique impensée jusqu'ici qui, premièrement, enterrait l'énorme appareil théorique marxiste et, deuxièmement, rendait évidente la force, non seulement théorique, mais émancipatrice, éthique, philosophique et pratique, de l'anarchisme. D'annexe folklorique, désuète et très pauvre du conseillisme et du marxisme ultra-gauche, eux-mêmes annexes d'un marxisme omniprésent, l'anarchisme se décentrait pour devenir, soudain et brutalement, le principal foyer d'une toute autre perception et pensée du monde, capables, dans sa radicalité même, d'éclipser tous les autres courants révolutionnaires.

Revenons-en à cette période de l'après-Mai, qui s'est caractérisée par un double mouvement : un retour à la normale, d'une part, et la croyance, de l'autre, du moins dans la sphère militante, que tout pouvait reprendre d'un moment à l'autre. J'aimerais que tu me racontes comment cela s'est passé pour toi.

²¹ Nicolai Stankevitch (1813-1840) exerça une grande influence sur Bakounine en l'initiant à la philosophie de Fichte, et surtout de Hegel.

²² Daniel Colson, *Anarcho-syndicalisme et communisme. Saint-Étienne 1920-1925*, préface de Pierre Ansart, Saint-Étienne - Lyon, Centre d'études foréziennes - Atelier de création libertaire, 1986.

Pour moi, mai 68 s'est achevé un an plus tard. Durant l'année universitaire 1968-1969, on a tenté de prolonger les événements, à la fac, à travers *ICO* et les *Cahiers de Mai*, au cours de nos voyages à Paris. On avait le sentiment qu'il pouvait se passer quelque chose. Pour te donner une idée de la force morale dont nous disposions mais aussi d'un contexte qui était encore largement porteur de nos idées, je voudrais te raconter une anecdote qui, avec du recul, me paraît à peine croyable. Un vaste mouvement de contestation des artisans et des petits commerçants s'était développé, au lendemain des événements de mai, derrière un cafetier de l'Isère, Gérard Nicoud²³. Ce mouvement, qui pouvait être perçu comme l'héritier direct du poujadisme de la décennie précédente, était donc porteur, au-delà même de son origine sociale, d'une très forte coloration d'extrême droite. Mais, au départ – comme toujours dans les départs –, les choses étaient plus compliquées, car ce mouvement était aussi une résultante du souffle de mai 68. Il était né de la fusion de deux mouvements locaux d'Isère : le CID de Nicoud que nous percevions comme un mouvement de « commerçants » – ceux que Marsella voulait écraser – et l'Unati, un mouvement plutôt constitué d'artisans – comme le père de Marsella, signalons-le, et pas mal d'autres vieux anars de l'époque et encore de maintenant. J'en ignore les circonstances exactes mais, pendant quelque temps, il s'était établi, à Grenoble, des liens assez étroits entre des activistes étudiants – dont des anars et des maos « spontex » – et des membres de l'Unati. S'appuyant les uns sur les autres, des actions directes – explosives – avaient même été, sinon effectuées – il faudrait vérifier –, du moins envisagées. À Lyon, nous le savions et, à quelques-uns, nous avons assisté à un grand meeting du CID-Unati, dans un Palais des sports bourré à craquer de milliers de participants. Je ne sais plus avec qui j'étais. Sûrement pas avec Marsella ... à cause des commerçants ! Pour ma part, je ne me faisais aucune illusion sur les principaux moteurs de ce mouvement dont je connaissais, par une partie de ma famille, les antécédents et les orientations d'extrême droite, mais, au début de 68, il nous était aussi arrivé de crier « La police avec nous ! » dans l'espoir de convaincre des gardiens de la paix de jeter leur képi et de se joindre à nous...

L'histoire a prouvé que c'était possible...

Oui, mais c'est seulement beaucoup plus tard que j'ai appris qu'en juillet 1936 le passage des gardes d'assaut de Barcelone à l'insurrection ouvrière avait contribué à son succès et que, lors de l'insurrection hongroise de 1956, les commissariats de police avaient très vite rejoint les insurgés et contribué à leur armement – même si c'était aussi une façon de défendre leurs intérêts bien compris. De la même façon, c'est très récemment que j'ai appris comment, en 1947, lors de la grève des mineurs de Saint-Étienne, deux compagnies de CRS, qui devaient être aussitôt dissoutes, avaient refusé de charger les manifestants. Et, dans l'autre sens cette fois, je ne savais pas davantage qu'une partie des licenciés de la Rhodia, avec qui nous avons affronté la police en 1967, avaient eux-mêmes trouvé par la suite du travail... chez les CRS.

Donc, il s'agissait, dans votre esprit, de rallier les adhérents du CID-Unati à la cause ouvrière...

Je dirais, pour être plus précis, qu'il ne nous semblait pas impossible de faire en sorte que les artisans s'engagent plutôt du côté des ouvriers, dont ils étaient issus en grand nombre, que du côté des petits commerçants. Je dois reconnaître, d'ailleurs, que, pour ce qui concerne les petits commerçants, j'avais sans doute tort de désespérer. Quelques années plus tard, en effet, j'ai découvert, dans les archives de la Loire, une très belle lettre du début des années 1920, signée par plus de cent marchands forains de la place des Ursules, située près de la Bourse du travail de Saint-Étienne, demandant – avec justification sociale et idéologique – l'adhésion de leur syndicat autonome à la Bourse et à la CGT. Pour la CGT, la démarche était irrecevable, mais pas pour la Bourse. Pendant quelque temps, on assista donc à cette bizarrerie d'un syndicat de commerçants et de petits patrons siégeant au conseil d'administration de la Bourse et dont les membres disposaient de l'accès à tous ses services. C'est bien la preuve que rien n'est jamais tout à fait impossible... J'en reviens

²³ Cafetier à La Batie-Montgascon (Isère), Gérard Nicoud, né en 1947, fut l'un des fondateurs du Comité d'information et de défense (CID). Avec ses camarades, il s'illustra, au cours de l'année 1969, dans une série d'« actions directes » en défense des intérêts du petit commerce. Un temps courtisé par les maoïstes de la Gauche prolétarienne, ce Mandrin de la limonade fera, par la suite, une longue carrière de bureaucrate à la Confédération intersyndicale de défense et d'union nationale des travailleurs indépendants (Cidunati), organisation corporative née de la fusion, en avril 1970, du CID et de l'Unati, regroupement d'artisans.

donc au meeting. Après les imprécations des leaders, la parole a été donnée à la salle ; nous l'avons prise et nous nous sommes lancés dans un grand plaidoyer en faveur des événements de mai et sur la nécessité de voir les artisans et les commerçants s'associer aux ouvriers et aux étudiants. Je dois dire que nous avons été très applaudis. C'était, sans aucun doute, sans lendemain possible, mais l'important n'est pas là. L'important, c'est que cette prise de parole ait alors été possible, qu'elle ait pu, comme naturellement, surfer sur le climat d'alors et sur l'ambiance du meeting. Je ne sais pas ce que les gens ont compris de ce que nous avons dit. L'important passait alors par des signes très simples, à savoir que nos références aux « événements récents », aux « étudiants », aux « ouvriers » n'ont non seulement pas été huées, comme elles l'auraient sans doute été six mois plus tard, mais ont provoqué un véritable enthousiasme de la salle et nourri des applaudissements.

Là, nous sommes encore dans l'esprit de mai, dans la retombée positive, mais il y a tout le reste, l'aterrissage, le repli, le vécu négatif...

Au printemps 1969, et au plus près de mes activités, tout se défaisait déjà. Marsella était parti sur Paris. Flauraud s'était lancé dans le commerce de meubles et de bijoux avec l'Afghanistan, Georges Laurent avait quitté son boulot dans le social et s'était replié sur des activités diverses de réseaux d'affinité non étudiants. Pour ma part, j'avais fait de même, mais dans le milieu étudiant. On a donc cessé provisoirement de se voir.

Comment vivais-tu ?

À trois ou quatre étudiants en fin d'études, nous avons décidé de louer ensemble un appartement. Certains étaient des étudiants en sciences, plus ou moins liés au Comité du Vieux-Lyon des deux années précédentes. À ce noyau s'est joint un autre étudiant en sciences, Pierre Clément, qui, n'ayant pas participé aux événements de mai 68 parce qu'il était coopérant en Algérie, lança, dès son retour à Lyon, *Labo-contestation*, une revue nationale de haut niveau s'adressant surtout au milieu des sciences de la nature. Le but était d'y développer une critique interne, provocante dans ce milieu, de la pratique scientifique. Cette démarche m'intéressait, mais son caractère trop spécialisé et limité m'empêcha de prendre une part active à la revue. En fait, ma seule implication dans ce projet fut de participer, au cours de l'été 1971 ou 1972, à une rencontre d'une semaine organisée par la revue dans une maison-auberge du Midi appartenant à la Clinique de La Borde²⁴. Pour ce qui me concerne, je me sentais, c'est vrai, davantage impliqué dans une expérience comme celle des *Cahiers de Mai*, qui s'inscrivait, à mes yeux, dans un projet révolutionnaire plus vaste et radical, à dimension essentiellement ouvrière...

Le repli sur son milieu, ses études ou des activités séparées, mais aussi la ligne de fuite – y compris la plus extrême, celle qui déboucha sur le suicide – sont, de mon point de vue, les deux grandes figures de cette époque. Comme si, au sortir d'un temps où les comportements normés avaient pour partie imploré, le retour à l'ordre réimposait tous ses codes de sélection. Qu'en penses-tu ?

Avec le recul et pour ce qui me concerne, je réalise mieux la signification de ce repli sur des réseaux étudiants en fin d'études, ou déjà professionnalisés, pour la plupart engagés dans une future carrière de recherche ou sur le point de l'être. Ainsi, dans celui qui était le mien, cinq d'entre nous, sans me compter, feront, d'une manière ou d'une autre, une carrière universitaire. Pendant deux ou trois ans, la situation et la dynamique du mouvement avaient associé des êtres très différents. Elles avaient sélectionné, chez chacun d'entre eux, des qualités particulières. Maintenant, tout se défaisait au profit de compositions autres ou de plus longue durée (dans leurs conditions), mais divergentes et plus ou moins catastrophiques. Flauraud cherchait sa voie d'aventurier dans un commerce aussi honnête que peut l'être un commerce international fait de coups et de bricolages, dont il ne devait jamais parvenir à vivre vraiment. Georges Laurent s'enfonçait pour quelque temps dans une vie à la marge. Pierrot – dont je n'ai pas parlé –, un ouvrier, ami de Georges et membre de notre Comité du Vieux-Lyon, une sorte de Gaspard des montagnes égaré en ville, devait disparaître, et sans doute se suicider dans les forêts de sa Haute-Loire natale. Marsella, inca-

²⁴ Fondée en 1953 par Jean Oury, la Clinique de Cour-Cheverny (Loir-et-Cher) – dite Clinique de La Borde, du nom du château qui l'abrite –, a fortement contribué à développer la psychothérapie institutionnelle, dont un des principes de base suppose que soignants et patients prennent en charge, ensemble, les problèmes matériels et décisionnels concernant le lieu où ils vivent. Pour qui s'intéresse à cette expérience qui dure toujours, nous conseillons la lecture du numéro 21 (1973) de la revue *Recherches*, qui lui est entièrement consacrée.

pable de passer le moindre examen, était alors vendeur de journaux à la criée à Paris, avant de finir par se suicider lui aussi en se jetant par la fenêtre du petit logement que ses parents lui avaient acheté vers la porte Saint-Martin. Pour ma part, je retrouvais le milieu de ceux qui pouvaient effectivement espérer réussir dans les études. Je ne dirais pas que je retrouvais mon milieu « naturel » mais seulement celui qui correspondait le mieux à l'ordre en train de se rétablir. Au même moment, on assista à un processus très proche dans les milieux anarcho-situationnistes de Lyon avec, d'un côté, ceux qui poursuivront leur cursus d'enseignant (Capes, agrégation) ou de cadre supérieur et, d'autre part, les non-étudiants ou étudiants à la marge qui se lanceront de façon suicidaire dans la drogue et les braquages, dérive où nombre d'entre eux y laisseront leur vie, comme l'atteste le témoignage de Claire Auzias²⁵.

Quels souvenirs gardes-tu de cette époque qui fut aussi un moment d'expérimentation collective ? Je pense, notamment, aux tentatives de vie communautaire.

J'en garde plutôt des souvenirs pénibles, dont un particulièrement négatif. Dans l'après-68 tardif, en 1971-1972, nous avons tenté de vivre à plusieurs dans un hôtel-restaurant désaffecté, que l'on avait loué à une quinzaine de kilomètres de Lyon. Je ne sais pas si on parlait de « communauté », mais l'idée y était. Nous étions une vingtaine d'individus – dont des couples avec enfants –, issus des facs de sciences et de lettres ou revenant de coopération en Algérie et fréquentant divers réseaux. Les gens étaient politisés, comme le voulait l'époque – mais Flauraud aurait sans doute parlé de « pingouins » pour nombre d'entre eux... –, mais pas vraiment militants – à l'exception de Clément, avec sa revue *Labo-contestation*, et de moi-même, qui étais alors perçu comme l'anar du groupe dans la mesure où je participais encore aux *Cahiers de Mai*. Autant le dire tout de suite, pour la plupart d'entre nous, cette expérience a été l'enfer. Tous les couples – mariés ou non, avec enfants ou non – ont éclaté, et la vie et les rapports amoureux sont devenus d'une grande sauvagerie, d'une grande cruauté. Je n'aime pas Houellebecq, mais je dois dire que sa description des années post-68 me semble très juste sur le terrain de la sexualité, des discours mensongers et de l'absence presque totale de solidarité et d'entraide. Dans ce contexte de rats dans une cage, le souci de l'autre – qui exige beaucoup de réserve, de tact, de distance, de quant-à-soi, de protection, mais aussi de bonheur de vivre – était totalement absent. Cette expérience fut très malheureuse pour moi et pour quelques autres. Dans ces deux années de vie collective, le seul élément positif fut l'apparition du mouvement des femmes et du journal *Le torchon brûle*. Les filles de notre collectif se sont immédiatement reconnues dans ce mouvement et il est certain que, chez nous, cela a modifié – et civilisé – les rapports hommes/femmes, tout du moins à la fin de notre expérience communautaire. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que pour moi, et même si tout est relatif, le féminisme a représenté une libération dans mes rapports avec les femmes.

As-tu maintenu, par la suite, des liens avec les participants de ce collectif ?

Oui, avec la plupart. Des liens assez lâches, mais ininterrompus. Dernièrement, par exemple, nous avons organisé une fête pour les soixante-cinq ans d'une dizaine d'entre nous. Tout le monde n'était pas présent mais c'était plutôt joyeux, plutôt réussi.

Et sur le plan du travail intellectuel, comment parvenais-tu à concilier cette activité avec les autres, le militantisme, l'activité salariée, les conflits liés au quotidien communautaire, etc. ?

J'ai toujours eu la chance – jusqu'ici – de me consoler des pires difficultés en me réfugiant dans la lecture et le travail intellectuel. Entre les aléas et le stress de la vie collective, le maintien – même réduit – d'activités militantes et les contraintes de la survie économique, je disposais de peu de temps pour moi.

Comment gagnais-tu ta vie ?

Entre autres choses, j'ai fait des petits boulots dans des bureaux d'étude de sociologie, j'ai ramassé du lait maternel pour le lactarium de l'hôpital Édouard-Herriot de Lyon et j'ai travaillé aux PTT comme facteur pendant un semestre. Je prenais le travail à Vaulx-en-Velin, à 25 km d'où j'habitais, à six heures et demie du matin.

Donc, le peu de temps qu'il te restait, tu te consacrais au travail intellectuel...

²⁵ Mimmo Pucciarelli, *Claire l'enragée ! Entretien avec Claire Auzias*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2006.

Par défaut de tout autre lieu de recherche et de réflexion, j'ai repris un cursus de sociologie, à travers un projet de thèse que j'ai poursuivi jusqu'en 1975 à peu près. Il est certain que ma volonté de lier mon travail intellectuel à un cursus universitaire avait à voir avec ce que j'ai dit plus haut sur le retour à une sorte de normalité et au souci de mon avenir – et de ma réussite ? – professionnel. Malgré tout, cependant, ce projet de thèse échappait à un simple souci de réussir à l'université. D'abord, par sa nature même, il avait très peu de chance de correspondre aux critères universitaires de l'époque, comme devait le montrer la suite. Par ailleurs, il s'inscrivait directement dans mes préoccupations intellectuelles des années précédentes. Enfin, il était au cœur d'un projet politique d'ensemble dans lequel je me suis longtemps situé et qui a capoté avec l'effondrement de l'URSS et le triomphe du nouveau libéralisme, sujet sur lequel je reviendrai. Ce projet de thèse, qui portait sur la notion de mode de production asiatique, se situait dans une démarche de critique interne du marxisme, mais aussi dans une perspective explicitement et radicalement anarchiste (la destruction de l'État, l'autogestion et le fédéralisme d'un mouvement centré et animé par la classe ouvrière). À l'époque, je commençais à bien connaître l'histoire des différentes expériences libertaires, mais j'ignorais presque tout de Proudhon, de Bakounine et des autres théoriciens de l'anarchisme.

Et comment l'idée t'est-elle venue de travailler sur le mode de production asiatique ?

Je n'arrive plus à remettre la main sur ce que j'ai rédigé à cette époque, mais mon travail n'a rien donné en termes de publication, sauf un texte de 16 pages – ronéoté – intitulé *Les Origines sociales et économiques du taoïsme* et, plus tard, quelques articles dans *IRL*. J'avais déjà soutenu, en 1970, un mémoire de maîtrise sur le même thème, mais il avait été très mal reçu par mon prof de socio de l'époque, Osiris Ceconni, un marxiste du PC, ce qui avait développé chez moi un sentiment d'échec. Jusqu'à ce que j'apprenne, ces dernières années, par un collègue, que son ancien maître, stalinien comme lui, avait publié un savant ouvrage qui citait et utilisait longuement mon mémoire de maîtrise sur le mode de production asiatique, preuve qu'il n'était donc pas aussi nul que je l'avais longtemps cru.

Il y avait tout de même quelque outrecuidance de ta part à vouloir arpenter, en hétérodoxe, un territoire conceptuel sous étroit contrôle de l'orthodoxie marxiste. Quelle était ta thèse sur le mode de production asiatique ?

La position que je défendais et la machine de guerre que je tentais de mettre au point s'inscrivaient dans la suite de l'étude de Wittfogel²⁶ sur le despotisme oriental, que je trouvais, par ailleurs, fort rigide et indigente. Ma démarche consistait à démontrer que le mode de production asiatique théorisé par Marx ne s'appliquait pas aux sociétés primitives – comme l'affirmait Marx et, à sa suite, l'orthodoxie marxiste –, mais à des systèmes très développés : d'abord, les grands empires du passé – chinois, égyptien, mésopotamien, aztèque, inca –, puis au communisme marxiste lui-même. Il s'agissait de montrer comment l'État et le politique pouvaient jouer un rôle déterminant dans le procès de production et servir de base à l'existence d'une classe dominante particulière. Outre sa dimension historique, mon travail partait d'une analyse des textes les plus théoriques du marxisme – ceux des althussériens – et pointait leurs contradictions, mais aussi leur incapacité à penser leur point aveugle : le politique et l'idéologique – scientifique – d'où la bureaucratie marxiste tirait son pouvoir et dont elle ne pouvait évidemment pas rendre compte. Au-delà de cette critique du marxisme – à la fois théorique, historique et pratique à travers l'expérience des régimes communistes d'alors –, je voulais m'en prendre, plus globalement, à l'affirmation marxiste du caractère déterminant de l'économie et du caractère secondaire et superstructurel du politique, du droit, de la philosophie, de la religion...

C'est là, je suppose, qu'intervient la dimension anarchiste...

Exactement, même si je ne savais pas encore que Proudhon et Bakounine avaient pensé ce problème de manière approfondie et que, malheureusement, mon ami Marsella n'était plus là pour me passer des textes qui, sans lui, m'étaient inaccessibles et dont je n'imaginai pas l'importance. Mal-

²⁶ Karl August Wittfogel (1896-1988), qui fut spécialiste de la Chine pour le Komintern avant d'en être exclu pour « trotskisme », s'installa aux États-Unis en 1934, où il poursuivit une brillante carrière universitaire à l'université de Columbia (New York). Son livre le plus célèbre demeure *Le Despotisme oriental*, publié en 1957 aux États-Unis. D'inspiration marxiste, cet ouvrage s'appuie sur la notion de mode de production asiatique développée par Marx. Par la suite, Wittfogel évoluera vers des positions conservatrices.

gré cela, la lutte de l'anarchisme contre l'État, Dieu et les multiples rapports d'autorité retrouvait, dans le cadre de mon étude, une grande pertinence. Mon souci, alors, c'était que l'anarchisme s'empare des outils du marxisme pour les retourner contre le projet marxiste : la conquête du pouvoir d'État, la dictature du prolétariat, le scientisme, les mensonges de l'idéologie, etc. Je ne saurais entrer dans le détail, mais je me souviens comment, à la lumière de cette hypothèse de l'importance du politique et de l'idéologique, les textes de Balibar, de Terray, de Bettelheim (Charles), de Poulantzas et autres Godelier²⁷ se mettaient à prendre l'eau de partout, comme si leur extrême sophistication servait d'abord à masquer une donnée d'évidence, à savoir la capacité du politique et de l'idéologique – religieux ou autre – à donner naissance à une classe bureaucratique s'identifiant à l'État. Sur ce point, l'analyse anarchiste des mouvements révolutionnaires passés se révélait pertinente. Elle permettait, par exemple, de comprendre le pourquoi de la timidité et de l'hypocrisie de l'analyse produite par Trotski et ses adeptes sur la bureaucratisation de l'URSS. Et, dans le contexte de l'époque que nous vivions – le début des années 1970 –, il devenait possible, en partant d'elle, de comprendre la « révolution culturelle » chinoise et le conflit sino-soviétique, mais aussi d'envisager sérieusement une révolution ouvrière et libertaire au sein même des sociétés dites « communistes », que, pour notre part, nous caractérisions de « socialisme d'État ».

Il existe un lien entre ce que tu dis et ta brochure de 1969 sur la révolution hongroise.

Bien sûr. La brochure de 1969 sur les conseils ouvriers hongrois s'inscrivait déjà dans cette perspective d'ensemble, perspective assez cohérente d'ailleurs, même si elle devait s'écrouler, au cours des années 1980, avec le triomphe – provisoire – du néo-libéralisme et du modèle anglo-saxon promu par Thatcher et Reagan. À l'occasion du dixième anniversaire de la révolution hongroise, de nombreux récits et témoignages avaient paru sur l'insurrection et sur les conseils ouvriers, mais c'est un autre texte d'époque qui avait exercé une grande influence sur nous – Marsella et moi, en particulier. Publiée en français dans une édition ronéotée, il s'agissait de la *Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais*, de Kuron et Modzelewski²⁸, qui, en Pologne cette fois, laissait entrevoir la possibilité d'une révolution au sein même du socialisme d'État.

Comment définirais-tu cette « perspective d'ensemble » ?

Pour moi, tout semblait alors aller dans une même direction. En Occident, dans un contexte où l'interventionnisme étatique jouait un rôle de plus en plus grand, nous assistions au développement d'une forte contestation et à l'émergence d'un mouvement ouvrier jeune et plein d'espérance. Parallèlement, le socialisme d'État se voyait de plus en plus ouvertement contesté par les classes ouvrières des pays du bloc communiste, ce qui n'indiquait pas que le système puisse en revenir à un capitalisme de type libéral. Sur un autre plan, même les troubles de la « révolution culturelle » chinoise prenaient sens, à mes yeux, avec, d'un côté, la lutte pour l'hégémonie entre la bureaucratie politique, incarnée par Mao, et la classe technocratique-capitaliste, représentée par Deng Xiaoping et, de l'autre, la lutte de la classe ouvrière chinoise et des courants étudiants anarchisants – que dénonçait le régime en place et que, pour ma part, je prenais très au sérieux, en particulier au cours des événements dits de la « commune de Shanghai »²⁹. À l'époque, je n'hésitais pas à aller

²⁷ L'économiste et historien Charles Bettelheim (1913-2006), les philosophes Nicos Poulantzas (1936-1979) et Étienne Balibar (1942-) et les anthropologues Emmanuel Terray (1935-) et Maurice Godelier (1934-) furent, chacun à leur manière, de ces « althussériens » dont les lumières théoriques éclairèrent, jusqu'à l'aveugler, la nouvelle intelligentsia en formation des années post-68.

²⁸ Écrite en 1965, la *Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais*, de Jacek Kuron et Karol Modzelewski, fut, dès septembre 1966, traduite en français et diffusée sous la forme d'une brochure militante de la IV^e Internationale. Elle connut un grand retentissement et fut, par la suite, plusieurs fois rééditée.

²⁹ À propos de cette « commune de Shanghai », Simon Leys écrit : « L'expérience de Shanghai en janvier [1967] était supposée offrir un modèle d'action que la "Révolution culturelle" aurait à suivre dans le reste du pays. [...] Le 3 janvier, les "rebelle" maoïstes réussissaient à s'emparer des bureaux du quotidien *Wenhui bao*, et le 5 à prendre d'assaut le *Jiehang ribao* (*Libération*, un autre journal quotidien de Shanghai). Ceci fut officiellement salué par Pékin comme une grande victoire révolutionnaire, et le pays entier fut incité à imiter l'exemple de cette "révolution de janvier". Ces cris de victoire étaient prématurés. Pékin avait mal jugé la situation locale ainsi que le rapport des forces en présence. Les "unités d'action rouge" passèrent à la contre-attaque, coupant l'eau, le gaz et l'électricité, organisant des grèves, paralysant le port et créant un "courant vicieux d'économisme" en distribuant les indemnités de grève et en partageant entre les travailleurs les fonds de réserve des caisses d'assistance. De sanglantes batailles de rues éclatèrent entre les "unités d'action rouge" et les maoïstes. » [Cf. *Les Habits neufs du président Mao*, Paris, Champ libre, 1971, pp. 77-78.]

dans les meetings prochinois ou les conférences des thuriféraires de la Chine pour tenter d’y prendre la parole et d’y faire valoir cette voie révolutionnaire, proprement ouvrière et anarchiste, qui tentait de se frayer un passage dans la lutte fratricide entre les deux fractions de la bureaucratie chinoise. Par la suite, cette perspective d’ensemble – qui s’est effondrée, à mes yeux, vers le milieu des années 1980 – a continué à alimenter mes analyses et mes espoirs, au sein d’*IRL* et du Collectif, puis de la Coordination libertaire de Lyon.

À peu près à la même époque, autour de la revue internationale de recherche anarchiste Interrogations, et plus précisément de son noyau italien, on a assisté à une véritable éclosion de textes théoriques sur la technobureaucratie³⁰, dont le principal intérêt était, pour reprendre une expression d’Amedeo Bertolo, « d’assurer une méthode anarchiste de lecture du monde actuel ». As-tu lu ces textes à l’époque et étais-tu en contact avec leurs auteurs ?

J’ignorais tout, alors, de l’immense travail réalisé par Amedeo Bertolo et ses camarades pour penser, de l’intérieur du mouvement anarchiste cette fois, les nouvelles classes dominantes nées du modèle keynésien. Lorsque j’ai pu, difficilement, accéder à quelques-uns de leurs textes, la situation était en train de changer radicalement et j’étais moi-même en train de passer à autre chose, d’où cet apparent manque d’intérêt de ma part. Avec le recul, il me semble pourtant que, de façon très modeste, tout seul dans mon coin – avec les seuls encouragements de Jorge Valadas, alias Charles Reeve – et sur les terrains de l’histoire et de l’anthropologie, je menais un travail parallèle à celui que développaient les copains italiens, à savoir une recherche beaucoup plus développée portant sur l’actualité des sociétés capitalistes des années 1960 et 1970.

Comment est né le projet de journal Informations rassemblées à Lyon (IRL) ?

Il est né, pour beaucoup, de circonstances personnelles sur lesquelles je suis bien obligé de revenir. À la fin de notre expérience de vie collective, à l’été 1972, je me suis retrouvé au bout du rouleau. Mes amours avaient sombré dans la tourmente. Je n’avais plus ni argent, ni travail, ni logement. Mes livres et mes papiers étaient dispersés à droite et à gauche. Dans le collectif, il y avait un couple d’étudiants suédois qui s’était retrouvé là par hasard après avoir été pris en stop par l’un d’entre nous et qui fut le seul à avoir résisté stoïquement à la tempête sexualo-affective de notre vie commune – jusqu’à son retour en Suède, où il se défit immédiatement. Au contact de ce couple, j’ai sérieusement envisagé de partir travailler en Suède et, pour ce faire, j’ai même rempli un dossier... avant de me rendre à l’évidence que je ne parlais pas un mot d’anglais et que la Suède était décidément trop loin ! Un ami du collectif qui s’en était mieux sorti que moi m’a alors proposé de venir habiter avec lui, sa femme et leur petite fille dans un appartement situé près du centre de Lyon. J’y suis resté cinq ans, jusqu’en 1977, date à laquelle j’ai pu enfin – psychologiquement et financièrement – m’installer seul dans un appartement situé à la limite de Villeurbanne. Pour moi, cette année 1972 correspond, sinon à un retour aux sources de ce que j’avais découvert à l’occasion de mai 68, du moins à une nette rupture avec ma brève reprise des chemins – très agités, mais finalement balisés – de la réussite universitaire. Le copain avec qui je logeais s’est très vite retrouvé seul, sa femme – qui travaillait comme psychologue – et sa fille étant parties à Paris. Et cet ami proche – non militant –, qui sortait également de sociologie, a fait une formation de menuisier. Il se levait très tôt le matin pour aller travailler sur les chantiers. Quant à moi, ma grande chance a été de retrouver Georges Laurent, que j’avais perdu de vue depuis pas mal de temps. Le réseau auquel il appartenait n’avait rien à voir, bien qu’il existât des relations, avec le milieu étudiant-classe moyenne-intello. Quant à ses expériences de vie plus ou moins commune, elles n’avaient pas été plus satisfaisantes que les miennes. Georges était alors caissier au marché-gare, un marché de gros, dans une boîte de fruits et légumes. Il m’a présenté à ses patrons pour un remplacement, et j’y suis resté près de cinq ans. C’est là qu’est né *IRL*, et que j’ai repris des activités militantes autonomes et suivies.

C’est donc au marché-gare de Lyon, entre cageots de fruits et cageots de légumes, que Georges Laurent et toi avez conçu le projet ?

³⁰ Ces textes ont été réunis en volume, en 1979, par les Éditions Noir, de Genève, sous le titre *Les Nouveaux Patrons. Onze études sur la technobureaucratie*.

C'est exactement ça. Au risque de paraître ridicule, même si ça me semble au contraire très sérieux, *IRL* a été un peu notre enfant à Georges et à moi, du moins avant que le premier – ou le deuxième – numéro du journal ne paraisse et qu'*IRL* devienne le foyer d'une aventure collective. La gestation a pris plusieurs mois, mais travaillant tous les jours ensemble nous avons largement le temps d'examiner tous les aspects de ce projet qui, financièrement et vu les postes qu'on occupait dans l'entreprise, ne posait aucun problème. Ce côté illégal était un élément important dans le projet du journal. Il était en partie lié à l'imaginaire de Georges, mais surtout il rapprochait notre projet des développements récents – et catastrophiques – de l'anarchisme lyonnais de l'époque, développements auxquels Georges avait été en partie mêlé – l'affaire dite « des Tables-Claudiennes »³¹. D'emblée, donc, le projet du journal prétendait refléter tout le spectre de l'anarchisme, de la lutte ouvrière la plus immédiate – celle dont traitaient des revues comme *ICO* et les *Cahiers de Mai* – au romantisme et à l'illégalisme les plus discutables, des Pieds Nickelés à la bande à Bonnot.

Tu as parlé d'aventure collective. Comment s'inscrivait-on dans le collectif d'IRL ?

À l'exception du directeur de publication – un avocat copain de Georges, mais qui ne participait en rien à la vie du journal –, *IRL* renouait, dans un autre contexte, avec les « associations » individuelles, plus ou moins originales et improbables, et les milieux dont mon aventure communautaire désastreuse m'avait éloigné. Il serait indélicat de passer en revue la grande originalité de tous ceux – moi compris – et de toutes celles – moins nombreuses – qui ont participé plus ou moins longtemps au collectif d'*IRL*, mais, pour illustrer mon propos, je ne donnerai qu'un exemple, le plus extrême il est vrai. Il s'agissait d'un copain assez jeune – G. L. – qui sortait du « milieu », où il avait été quelque temps garde du corps d'un parrain du grand banditisme lyonnais. G. L. était membre du Comité d'action des prisonniers (CAP), un comité à la vie assez agitée où tous ses membres venaient armés aux réunions. Un jour, au cours d'une de ces réunions, le copain en question a tiré sur le leader du groupe et, croyant l'avoir tué, a aussitôt jeté son pistolet dans le Rhône. Apprenant que le leader en question n'était que légèrement blessé à la lèvre, G. L. chercha partout une arme pour achever le travail. C'est finalement un commissaire de police – condamné et emprisonné, plus tard, pour corruption ! – qui, en menaçant les deux adversaires après les avoir convoqués dans son bureau, devait les réconcilier. Par la suite, G. L. se retrouva en prison pour une sombre affaire d'explosif et de règlement de compte dans les milieux de la drogue. Mais, même en prison, il ne cessa pas de faire partie du collectif d'*IRL* et nous envoya régulièrement des articles. Ce n'est qu'ultérieurement, et à la suite de diverses péripéties, qu'il décida de ne plus avoir de relations avec nous.

Quelle était plus précisément l'idée que vous vous faisiez du journal ?

Par bien des aspects, ce projet de journal s'inscrivait dans la continuité de ce que nous avons fait précédemment et dans une même conception politique d'ensemble. Nous cherchions à construire un mouvement révolutionnaire à caractère ouvrier et populaire, radicalement autonome et auto-organisé, échappant à tout appareil extérieur – forcément bureaucratique – et porteur, dès maintenant, de la totalité d'un autre monde possible. Le titre de notre journal – *Informations rassemblées à Lyon* – confirmait bien notre modestie organisationnelle. Notre *IRL* s'inscrivait explicitement dans la filiation d'un autre *IRL* – *Informations recueillies à Lyon* –, éphémère publication lyonnaise – trois numéros, je crois – animée par Sylvain Massé et émanant du courant « anarcho-autonome ». Par ailleurs et de façon évidente, son titre faisait également écho à la revue *Information et correspondance ouvrière* (*ICO*), que j'avais diffusée sur Lyon deux ans plus tôt. Cela dit, notre projet différait, en bien des points, de ces deux dernières publications, nos personnalités et nos centres d'intérêt ne se recoupant pas forcément. Pour nous, il était essentiel qu'*IRL* s'intéresse à la condition et aux luttes ouvrières au sens large – idéalement, notre modèle était un mélange d'*ICO* et des *Cahiers de Mai* –, mais aussi à l'illégalisme et à la résistance multiforme à l'ordre existant – sur ce point, nous nous sentions proches du premier *IRL* et nous étions sensibles au climat d'alors dans le milieu libertaire lyonnais. Parallèlement – et là nous divergions radicalement d'*ICO* et du premier *IRL*, opposé à tout glissement « idéologique » –, nous étions partisans de nous référer, comme expériences historiques, à l'anarchisme et aux divers courants de l'ultra-gauche, essentiel-

³¹ Sur les circonstances de la fusillade de la rue des Tables-Claudiennes dans la nuit du 12 au 13 août 1971 et sur les conséquences de cette affaire, lire le témoignage de Claire Auzias [Mimmo Pucciarelli, *Claire l'enragée !*, *op. cit.*]

lement les conseillistes. Enfin, nous ne nous interdisions pas la réflexion théorique et nous manifestations de l'intérêt pour toutes les luttes et mouvements naissants – féminisme, écologie, antimilitarisme, communautés, libération sexuelle, coopération, art, philosophie, etc. – pour peu qu'ils aient une dimension libertaire au sens large du terme.

Comment fonctionnait le journal ?

Dans notre idée, le but du journal n'était pas de rendre compte de ces mouvements à travers le filtre d'une rédaction et en agrémentant le tout de points de vue critiques, mais de leur donner directement la parole. En ce sens, nous voulions être le contrepoint des *Cahiers de Mai* où tout un appareil pédagogique-militant s'interposait pour l'écriture et ses procédures, appareil d'autant plus prégnant qu'il se voulait invisible, un peu à la façon des États et des partis communistes. Nous, nous voulions passer les papiers tels qu'ils se présentaient, quitte à ce qu'ils fassent l'objet de réponses et de polémiques. Par exemple, G. L., dont j'ai parlé plus haut, a beaucoup écrit sur le viol et provoqué de nombreuses polémiques. Les articles n'étaient évidemment pas signés, mais étaient parfois suivis d'une initiale, d'un pseudonyme ou d'un prénom. Seul leur contenu devait parler et indiquer leur origine, ce qu'éventuellement on indiquait en chapeau. Pour nous, le journal devait fonctionner à la façon d'un « foyer » – au sens optique et proudhonien du mot – où devait naître le mouvement que nous souhaitions : un mouvement à la fois extrêmement divers et commun, où chaque apport tirerait parti des autres, se reconnaîtrait dans les autres, quitte à ce que ça passe par des polémiques et d'interminables « réponses à la réponse ».

Quel type d'articulations existait-il entre le journal et le mouvement libertaire lyonnais ?

Le mouvement libertaire lyonnais de l'époque, d'où les organisations anarchistes étaient absentes, se caractérisait par un fourmillement de groupes et courants manifestant un intérêt divers pour l'anarchisme. Avec certains d'entre eux, *IRL* a ouvert, en 1975, un local à la Croix-Rousse, situé 13, rue Pierre-Blanc, dans une ancienne blanchisserie donnant sur rue. Pendant plusieurs années, ce local a fonctionné comme une sorte de « foyer », un lieu de vie intense favorisant des rencontres et des discussions entre des gens très divers. Les réunions du journal, qui se tenaient une fois par semaine si je me souviens bien, sont vite devenues un des temps forts de cette vie collective. Y participait qui le voulait. Ces assemblées pouvaient réunir jusqu'à trente ou quarante participants. Des copains menuisiers nous avaient fabriqué une immense table autour de laquelle chacun pouvait s'asseoir – et monter dessus à l'occasion – et où s'entassaient les papiers. Lus en assemblée, les articles du journal provoquaient des discussions souvent acharnées. Mais comme la règle du journal était de passer le maximum de textes, il s'agissait d'abord de fixer des limites – très larges – et, en fonction de la place disponible, des priorités. Le journal se fabriquait de manière collective, ce qui ne manquait pas de poser de nombreux problèmes. Ainsi, pendant longtemps, il nous a fallu gérer des conflits liés aux « notes du claviste » ou aux mises en page adoptées par tel ou tel fabricant en fonction du jugement porté sur tel ou tel article. Quand on relit aujourd'hui les premiers numéros d'*IRL*, on ressent, bien sûr, un fort décalage entre l'intérêt effectif des textes publiés et la passion ou l'enthousiasme que suscita leur élaboration. Mais, à l'époque, l'intention y était. On ne désespérait pas de transformer notre embryon de mouvement en un mouvement puissant et diversifié.

Quelles étaient, en dehors d'IRL, vos activités en tant que libertaires ou anarchistes ?

En dehors du journal, nous avons créé un Collectif libertaire qui, pendant plusieurs années, est devenu l'expression du mouvement libertaire lyonnais. Par la suite, lorsque nous avons été plus nombreux et, surtout, lorsque le « 13, rue Pierre-Blanc » est devenu le lieu de rencontres et de prises de décision de divers groupes et mouvements intervenant dans divers domaines – l'antimilitarisme, le féminisme, la coopération, etc. – et fonctionnant chacun, par ailleurs, avec les modalités et les orientations qu'ils avaient eux-mêmes choisies, le Collectif libertaire s'est transformé en Coordination libertaire. Mais je ne vais pas faire l'historique de ce mouvement d'ensemble qui culmina, en 1984, me semble-t-il, dans l'organisation de « Journées libertaires » particulièrement réussies, qui eurent lieu dans un vaste espace – géré par des protestants – et attirèrent plusieurs centaines de participants. Pour ce qui concerne cette période, je renvoie le lecteur, entre autres sources, à la brochure que j'ai publiée, sous pseudonyme, en 1988³², lorsque a pris fin ce

³² Claude Parisse, *Les Anarchistes et l'organisation*, Lyon, Atelier de création libertaire, 1988.

mouvement, que s'est dissoute la Coordination libertaire et que sont réapparues, sur Lyon, les organisations anarchistes nationales – FA et CNT, principalement. Tout au long de cette période, mon devenir militant a été lié à deux événements à peu près concomitants : la transformation d'*IRL*, parfaitement symbolisée par son changement de titre – d'*Informations rassemblées à Lyon* il est devenu *Informations et réflexions libertaires* –, et la création, en décembre 1977, de la librairie La Gryffe.

Parlons de la transformation d'IRL. Quelles en furent les raisons ? Comment s'est opéré le changement ? Quels débats internes a-t-il suscités ?

Plusieurs raisons expliquent, sans doute, cette transformation, mais l'une de ses causes, immédiate et déterminante, c'est l'arrivée, en 1975, dans le collectif d'*IRL*, de Mimmo Pucciarelli³³. Insoumis ayant fui l'Italie, Mimmo était doté d'une très forte personnalité. Je me souviens qu'il ne parlait pas un mot de français, à l'époque, mais cela ne nous empêchait pas, déjà, de polémiquer, par signes ou par mimiques. Depuis, nos discussions et polémiques, en français désormais, n'ont jamais cessé. Elles ont été parfois assez pénibles pour que j'évoque aussi, en parallèle, le plaisir que j'ai toujours ressenti de discuter avec Mimmo, rarement pour être d'accord – même si cela a changé au fil du temps –, mais parce que débattre avec lui permettait d'aller au fond des choses, d'aborder des questions importantes. Une partie des polémiques qui nous ont alors opposés se trouvent dans *IRL* pour ce qui concerne les orientations du journal et donc la conception que nous nous en faisons.

Sans entrer dans le détail de vos différends, il serait bon que tu précises en quoi vous divergiez.

Dans l'idée que Georges Laurent et moi-même, principalement, nous nous faisons d'*IRL*, le journal devait répondre à trois grands objectifs. D'abord, il devait être l'expression directe des nombreux mouvements et des nombreuses luttes dont nous nous sentions le produit et qui, pensions-nous, à Lyon et ailleurs, devaient, en s'auto-organisant et en prenant conscience de leurs propres capacités, donner naissance au mouvement libertaire et révolutionnaire à venir. Ensuite, *IRL* se devait d'apporter aux divers éléments de ce mouvement en train de naître sa propre spécificité d'expériences collectives émancipatrices, mais aussi s'intéresser à leurs modalités d'association et à leur façon d'expérimenter et de préfigurer l'anarchie de demain. Enfin, il nous apparaissait que le Collectif, puis la Coordination libertaire, devait être le « foyer » où tout cela pouvait opérer dans les interactions les plus immédiates entre hommes et femmes, dans l'organisation des tâches, dans la gestion des rapports d'autorité, mais aussi dans l'élaboration de réflexions théoriques et historiques plus vastes. D'où, disons-le, le côté indiscutablement anarchique de notre fonctionnement, fondé sur des règles simples et minimales : donner la parole à tout le monde ; ne pas trop se soucier de la forme ; rester au plus près de ce que nous étions, du bricolage associatif que nous constituions ; encourager l'expression de tous et la capacité de tous – individus et groupes – à s'auto-organiser et à se fédérer sans qu'aucun d'entre eux ne cherche à imposer son point de vue aux autres. Notre projet pouvait, à la fois, sembler très modeste dans ses apparats extérieurs, à travers le titre du journal et sa qualité formelle, et aussi très ambitieux puisqu'il s'agissait, ni plus ni moins, de réaliser tout de suite, en acte et avec des moyens conformes à ses buts, l'anarchisme dont nous nous réclamions. C'est pourquoi *IRL*, comme le Collectif libertaire, était une sorte de monstre sur la scène publique, un ours mal léché et qui ne souhaitait pas qu'on le lèche – ni lécher personne. Il n'empêche que, si les circonstances le permettaient, nous avions la certitude que, dans ce « foyer » tourné sur lui-même, mais capable d'exprimer la totalité de ce qui était, pouvaient s'élaborer les mouvements libertaires de demain. Ce ne fut pas le cas.

Quel était le point de vue de ceux qui voulaient transformer le journal et comment l'ont-ils emporté ?

La démarche et le projet de Mimmo étaient différents. Nous partagions, certes, un point de vue commun : le refus des organisations traditionnelles, figées dans l'idéologie anarchiste ou, pour partie d'entre elles, reprenant à leur compte les formes d'organisation et la stratégie des groupes mar-

³³ Mimmo Pucciarelli est aujourd'hui l'un des animateurs de l'Atelier de création libertaire, maison d'édition lyonnaise fondée en 1979. Il est aussi l'auteur de *L'Imaginaire des libertaires aujourd'hui*, Lyon, Atelier de création libertaire, 1999.

xistes d'extrême gauche. Mais Mimmo ne percevait pas la possibilité – ou n'y croyait déjà pas – d'un développement « libertaire » du mouvement anarchiste à partir de la multiplicité de ses formes d'organisation, de ses points de vue et de ses raisons d'agir, mais aussi d'une pratique immédiatement anarchique et anti-autoritaire. De fait, Mimmo était beaucoup plus réaliste et, à sa manière, beaucoup plus ambitieux que nous. Ce qu'il voulait, c'était – dans le contexte porteur de cette époque, où une entreprise de presse de ce genre était envisageable – faire une vraie revue, ouverte à l'idée libertaire mais se situant sur le terrain de l'opinion publique. Il est vrai que ce projet répondait à l'esprit du temps, comme le prouva la parution de revues de ce genre en Espagne, en Italie et ailleurs, mais il était totalement en contradiction avec le nôtre puisqu'il coupait le journal du mouvement concret, et donc local, dont il se voulait l'expression directe, en prônant la constitution d'une véritable équipe de « rédaction » entièrement occupée de la forme de la revue et de sa capacité à se faire sa place au soleil sur la scène publique.

J'imagine que cette divergence de vues a entraîné de sérieux conflits internes...

Cette divergence de fond s'est aussitôt traduite en termes de lutte pour le pouvoir, pour l'appropriation du journal, de sa fabrication, de sa conception et de son projet. Les qualités et les prédispositions de chacun se sont alors donné libre cours. À une manière de jouer les animateurs d'une grande pagaille apparente – et réelle – activant et mobilisant une multitude d'acteurs et d'impulseurs différents, souvent contradictoires, mais soucieux et heureux de voir naître un mouvement commun et des résultantes collectives n'appartenant à personne, a répondu, du côté de Mimmo, une volonté beaucoup plus personnelle et appropriatrice, avec la certitude de savoir ce qu'il fallait faire, sans plus se soucier d'un mouvement collectif dont seul un regard libertaire – ou proudhonien – pouvait sans doute percevoir l'importance, et ce au-delà même ou en raison de ses défauts apparents. Dans cette lutte interne un peu désespérante, les forces, les qualités et les défauts de chacun se sont recomposés et composés de façons différentes. Pour des raisons diverses, Georges s'est retiré du projet. Mimmo était en couple avec Gemma et, à eux deux, il constituait déjà, dès le début, un groupe ou une machine de guerre particulièrement efficace dans les discussions comme dans l'organisation concrète du journal. D'autres copains se sont peu à peu reconnus – ou ont trouvé leur compte – dans le nouveau projet de revue, et j'ai fini par quitter le journal, en 1978 ou en 1979, sans trop d'amertume il est vrai, pour poursuivre d'autres projets.

Et que sont devenus les opposants au projet de transformation d'IRL ?

Le nouvel *IRL* – *Informations et recherches libertaires* – a poursuivi son aventure nationale, en n'étant plus, sur Lyon, qu'un groupe parmi d'autres, intervenant de façon plus ou moins séparée au sein du Collectif, puis de la Coordination libertaire. Le projet d'un journal fondé sur l'idée initiale d'*Informations rassemblées à Lyon* n'a pas disparu pour autant. Comme le prouvent de nombreux exemples historiques et dès lors qu'il existe des espérances et un mouvement potentiel, il me semble, pour ma part, toujours correspondre à une voie possible de développement du mouvement libertaire. La Coordination libertaire de Lyon s'est très vite dotée d'un nouveau journal, *Café noir*, auquel j'ai participé, parfois activement, y compris en m'impliquant dans sa fabrication, mais sans en être un des animateurs. *Café noir* a repris les buts et le mode de fonctionnement du premier *IRL*, en procédant toutefois à un relatif resserrement sur les faits et les actions immédiates. Actuellement (2009), il existe, sur Lyon, un journal – *Outrages* –, qui a pris la suite d'un autre titre dont j'ai oublié le nom et qui émane de la tendance dite « anarcho-autonome ». Par son contenu, sa manière d'être fabriqué, son mode de diffusion et ses objectifs, *Outrages* me semble très proche de ce que furent *Café noir* et le premier *IRL*, radicalité en plus, mais cela tient au contexte actuel, très différent de celui d'il y a trente ans.

[Entretien réalisé, en 2009, par **Freddy Gomez**
et publié, en juin 2016, sur :
<http://acontretemps.org/spip.php?article610>]

de neuf sur nos ondes...

A vos postes!

dépôt le
radio zinzine
04300 Lin

dispensé de timbrage



RADIO ZINZINE INFO

L'IRE DES CHÉNAIES

N°640 - 13 juillet 2016

Il faut cracher dans la soupe!

**Notes sur la lutte des classes
au début du XXI^e siècle**

«Il faut se défendre de deux sortes de folies également redoutables:

l'idée que l'on peut tout faire,
et l'idée que l'on ne peut rien faire».

André Brink, écrivain et résistant sud-africain.

**Après près de trois mois d'opposition persis-
tante au «projet de loi-travail», il n'est pas
inutile de se demander où nous en sommes,
et où nous pourrions aller.**

Depuis au moins 20 ans ce genre de réformes se suc-
cèdent en France et ailleurs avec des cibles différen-

tes, mais allant toutes dans la même direction. Et depuis vingt ans des mouvements sociaux tentent de s'y opposer avec parfois des victoires de circonstance, mais sans jamais parvenir à ralentir le mouvement général de régression, sans jamais réussir à constituer un rapport de force durable contre l'oligarchie économico-étatique au pouvoir.

Le scénario est chaque fois un peu différent, mais il contient malheureusement des constantes qui nous mènent vers les mêmes défaites.

Du nouveau

Ces derniers mois ont vu apparaître des choses nouvelles et heureuses. Avant tout bien sûr, avec Nuit debout, la pratique régulière des occupations de places, avec les assemblées générales à des centaines ou des milliers, les discussions permanentes plus ou moins formelles, les tentatives de «convergences des luttes» par la base, les multiples formes d'interventions directes (blocages, manifs spontanées, etc.). Après les États-Unis, La Grèce, L'Espagne, des gens, en nombre important (bien que très minoritaires dans la passivité générale) redécouvrent les vertus oubliées de la rencontre en chair et en os, dans la rue, de parler sérieusement à des inconnus; une ébauche de la seule démocratie authentique, d'une vraie vie politique; et déjà le plaisir d'échapper un peu à l'isolement et à l'insignifiance générale.

L'atmosphère des grandes manifs syndicales semble aussi souvent plus intéressante qu'à l'ordinaire; à l'avant des sons assourdissants et des banderoles et chars routiniers qui forment comme toujours l'essentiel des cortèges, on voit maintenant des milliers de personnes, de tous âges, avec ou non des badges syndicaux, mais qui préfèrent visiblement être là, dans l'atmosphère d'une foule «inorganisée» – c'est-à-dire non enrégimentée – plutôt que sous la houlette syndicale.

L'avant, c'est aussi là que se situent les petites bandes les plus agitées et offensives (avec pas mal de graffitis plus ou moins inspirés et un peu de casse, essentiellement symbolique – beaucoup de panneaux publicitaires, etc.). Il n'est pas vrai que nous serions «tous des casseurs» comme le proclament certains tracts, et comme paraît-il l'ont crié certaines foules pour contrer les tentatives policières d'isoler les plus énervés. Et il n'est pas vrai non plus que la majorité de ces «cortèges inorganisés» approuvent nécessairement ces casses ou les trouvent très utiles.

Et ils ont raison: ces petites violences en marge des manifs sont essentiellement de la «radicalité de substitution»: ce sont des actions symboliques (et tout à fait négligeables en face de la violence permanente de notre organisation sociale, comme de son monstrueux gâchis: 1 milliard d'euros pour organiser l'Euro de football). Comme on ne voit pas comment être effectivement offensif et radical, comment réaliser une rupture qui porte sur le fond de la lutte, qui a un poids et des conséquences, bref comment avancer dans le conflit; alors certains se rabattent sur la radicalité formelle, sur une rupture dans l'apparence (ce qui ne veut pas dire bien sûr que cela ne demande pas du courage et que ce n'est pas assez dangereux).

En tout cas à chaque manif des milliers de gens ordinaires, pas particulièrement militants de ci ou çà, préfèrent visiblement à l'assommoir syndical la proximité des «casseurs» et l'atmosphère suffocante des gaz lacrymos. Il est étonnant de voir ces gens de toutes sortes qui ont appris au bout de quelques temps à s'équiper de masques, lunettes, sérum physiologique, etc., pour pouvoir se protéger un peu des dernières armes de la police.

Relevons au passage – mais même les médias l'ont dit – que la violence policière comme l'arbitraire juridique ont encore franchi un nouveau seuil face à ce mouvement.

Il est vraisemblable que toutes ces relatives nouveautés ont parties liées avec l'opposition à l'aéroport de Notre-Dame des Landes, avec le soutien important que la ZAD a rencontré dans tout le pays, avec un début d'essaimage de ses pratiques d'occupation et de confrontation, de démocratie directe et d'alliance, de lien fécond entre expérimentation dans la vie quotidienne et lutte politique. On dirait, il faut l'espérer en tout cas, que des leçons ont été tirées de l'expérience des dernières années par une partie de la population, et plus seulement par la police.

Voilà ce qu'il y a de nouveau. Mais maintenant, qu'y a-t-il dans ce mouvement qui n'est pas nouveau, que nous héritons des défaites des vingt dernières années, et qui risque de préparer notre prochaine défaite?

Un mouvement qui reste défensif est condamné à la défaite

Il ne fait aucun doute que la loi El Khomri va «dans le sens de l'histoire». Et pour cause: aujourd'hui et jusqu'à nouvel ordre, l'histoire, c'est l'oligarchie qui la fait, ce sont les bureaucraties interchangeables à la tête de l'État et des grandes entreprises.

C'est bien parce que ce mouvement de liquidation générale semble irrésistible que personne n'ose lui opposer un projet positif, que la lutte se cantonne à une défense provisoire du *statu quo*, bref s'avoue vaincue d'avance (si la loi était abandonnée – ce qui serait bien sûr une victoire importante, un encouragement pour continuer – ils commenceraient le lendemain à nous préparer une loi de substitution).

On a pu entendre qu'il fallait combattre «la loi El Khomri et son monde». Mais pour que cela soit autre chose qu'un slogan de plus, encore faut-il dire exactement quel est le monde dont il s'agit – et aussi bien donc quel monde on veut. Dénoncer le capitalisme n'est pas en soi beaucoup plus précis, ni suffisant. Quant à critiquer l'État, il faut bien noter qu'une fois de plus pas grand-monde ne le fait. Ce mouvement expérimente des formes d'action offensives – et parmi elles les assemblées et la discussion libre – mais ce qui est aussi important, et qui lui manque presque absolument, comme à ses prédécesseurs, c'est un contenu offensif.

Là où nous en sommes, dans l'état où se trouve notre société globale, notre civilisation mondialisée; avec ses catastrophes multiples (pas seulement climatiques ou écologiques); avec la menace d'une paupérisation violente des classes moyennes européennes. Avec par-dessus tout cela les classes dirigeantes dont le seul programme est «mettons-nous-en au maximum plein les poches, gavons-nous le plus possible sur le dos de la bête avant qu'elle ne crève; et après nous le déluge». Avec par-dessous une masse de la population parfaitement passive (il reste à peu près 5% de travailleurs syndiqués en France), et qui se sent complice, qui veut conserver ce qu'elle estime être les avantages du système actuel: consommation, restes provisoires de sécurité devant le chaos qui monte. Tout le monde sait bien que les opposants ne sont pas les «99% contre les 1% d'exploiteurs» comme le proclamaient leurs devanciers d'Occupy Wall Street.

Dans un tel contexte, il est difficile d'aller au fond des problèmes et de la critique: de dire tout le mal qu'il y a à penser du monde dans lequel nous vivons; d'entrer dans les détails, les interdépendances de chaque problème

avec tous les autres. Mais il faut le faire. Par où commencer, et comment intervenir dans le cours de ce mouvement pour dire ce qui fait mal, pour faire progresser en son sein un contenu offensif? Comment faire entendre les idées qui font peur aux gouvernements – et qui, pour l'instant, font aussi peur aux opposants et à l'ensemble de la population?

Nous proposons une méthode, assez simple, au moins dans son principe:

Il faut cracher dans la soupe!

Au point de départ de ce mouvement, il y a la «loi-travail». Et bien, parlons-en du travail!

Pas seulement de son prix et des conditions dans lesquelles les travailleurs vont «vendre leur force de travail» (on sait bien que c'est la seule chose dont acceptent de se préoccuper les syndicats). Non, ce dont il s'agit de parler aujourd'hui – le tabou qu'il faut faire sauter – c'est du contenu du travail. Que nous force-t-on à produire quand nous travaillons? A quoi sommes-nous contraints de participer, que faisons-nous au monde (à la nature et à la société) quand nous travaillons? Mais aussi bien, qu'est-ce que le travail nous fait? Comment il nous abîme, comment il nous détruit à petit feu? On sait bien à ce propos que plus le travail est précarisé, plus ce qu'impose le management aux travailleurs est violent et destructeur.

Ce mouvement s'est notamment caractérisé par des grèves dans les centrales atomiques et les usines de fabrication de sous-marins nucléaires. Ce sont là les secteurs les plus nuisibles et dangereux de la société actuelle – et au premier chef pour les travailleurs eux-mêmes, premières victimes de la pollution radioactive ordinaire. Mais si l'on y réfléchit cinq minutes, ce sont tous les secteurs de la production et du travail qui sont aujourd'hui, soit absurdes et inutiles (combien de personnes désormais ne sont même plus capables d'expliquer ce qu'elles font au travail!), soit franchement nuisibles.

Les raffineries, par exemple, n'entretiendraient-elles pas quelques rapports avec le «réchauffement climatique» qui fait verser à nos dirigeants des larmes de crocodiles (pour eux chaque nouvelle catastrophe est une nouvelle occasion de profit – «la croissance verte» – et un nouveau moyen de coercition – «l'urgence écologique»). Évidemment cela n'aurait pas du tout la même signification ni les mêmes conséquences sociales si c'étaient des travailleurs en grève, dans les usines concernées, qui dénonçaient la folie nucléaire, ou le bouleversement du climat produit par l'industrie, ou tant d'autres choses, plutôt que des «militants écologistes», parfaitement désarmés devant ces problèmes. Nous parlons de ces usines-là, mais bien sûr ce



sont tous les lieux de travail qui doivent être critiqués pour ce qu'ils sont ou ce qu'ils deviennent, pour ce qu'ils font et ce qu'ils nous font.

On a vu enfin des enseignants en grève: mais que fait aujourd'hui l'Education Nationale aux enfants, à quoi les prépare-elle? (ce n'est pas qu'une question de budget). Et que font, que deviennent ceux qui travaillent dans le Secteur Social ou la Santé?

N'y aurait-il pas beaucoup de choses à dire sur ce que deviennent tous ces secteurs du travail, sur la manière dont ils se transforment pour correspondre toujours davantage à une société de plus en plus mortifère et en guerre contre sa propre population? N'y aurait-il pas, par exemple, beaucoup à dire sur l'enseignement de l'ignorance assistée par ordinateur, sur le flicage des pauvres, ou la

médecine industrielle? Et les travailleurs de la SNCF ou de la RATP n'auraient-ils pas des choses intéressantes à dire sur la «déportation quotidienne des travailleurs vers leur lieu d'exploitation», ou déjà sur l'ignominie que constitue l'existence des contrôleurs?

Il est sans doute difficile d'imaginer que des travailleurs d'EdF, etc. (ne fût-ce que quelques-uns), en viennent à dire publiquement des choses désagréables sur, par exemple, l'état actuel de la sûreté des centrales nucléaires, ou la gestion des doses pour les travailleurs. Certainement, commencer de saboter le mensonge et le silence général sur de telles choses est difficile et dangereux: au moins autant que de balancer une canette vide sur un flic.

Les appareils syndicaux redeviendront instantanément des ennemis: «on ne touche pas, même en parole, à l'outil de travail! On ne crache pas dans la soupe! A ce niveau-là, on est du même côté que le patron».

Il faut bien sûr de l'argent pour subvenir à ses besoins et à ceux de ses proches, et dans la situation actuelle, chacun se sent plus ou moins à la merci de son employeur. Tous les lieux de travail sont soumis à une menace plus ou moins explicite: si ça ne va pas, on fait fermer la boîte, on fait faire le boulot par d'autres, ou par des machines, ailleurs, moins cher. Difficile dans ce contexte de passer à l'offensive, de casser le consensus, et de dénoncer les saloperies que l'on est contraint de faire et de subir au boulot.

Pourtant si de telles pratiques, offensives dans leur contenu, se développaient – comme c'est arrivé pour les assemblées et blocages ces derniers temps – il y a gros à parier que cela aurait un impact considérable. En voilà du rapport de force! Avec sa hiérarchie immédiate au travail, comme avec les gouvernants aux affaires. Nous avons oublié que les paroles justes dites au bon moment, appuyées par les actes adéquats, peuvent avoir un poids considérable. Nous ne croyons plus aux idées. Et nous avons tort.

Aussi difficile que cela soit, c'est la seule possibilité de sortir du cycle actuel: réforme – lutte défensive – défaite; pour ouvrir enfin de nouvelles perspectives de conflits, de nouvelles perspectives sociales, pour avancer vers une issue hors de cette société condamnée.

Quelques amis de la Sociale, juin 2016.

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7

Apt 92.7 - Manosque 105 - Digne 95.6 - Sisteron 103

Briançon 101.4 - Embrun 100.9

Gap 106.3 - Aix en Provence 88.1

Marseille et alentours, sur poste DAB+ Zinzine

site web: <www.radiozinzine.org>

email: <lredeschenaies@yahoo.fr>

* Printemps 2016 : un mouvement inattendu

Un climat social en voie de réchauffement

Dès le début de l'année, suite à l'annonce du projet de réforme du code du travail (dite loi El Khomri ou « loi travail »), dont la présentation en conseil des ministres est prévue pour le 9 mars, apparaissent les premières manifestations appelées par les syndicats. Si la CFDT (suivie par la CFTC, l'UNSA et la CFE-CGC, qui modifiera sa position par la suite) se déclare satisfaite par les premières petites modifications rapidement introduites dans le projet, l'intersyndicale CGT-FO-Solidaires-FSU-UNEF-Fidl-UNL affiche son opposition. Elle sera rejointe à maintes occasions par l'UEC et les diverses composantes du Front de gauche, plusieurs collectifs étudiants et lycéens, dont le Mili, mais aussi le DAL, la LDH (notamment contre les violences policières et l'état d'urgence), le Gisti et les associations d'aide aux migrants...

Les dates de ces manifestations se croisent avec celles des manifs de solidarité avec les migrants et contre l'état d'urgence. Elles font suite à la mobilisation contre la COP 21, que l'État avait réussi à contrôler dans les derniers mois de 2015, ce qui avait laissé le sentiment que l'état d'urgence servait plus à étouffer le mouvement écologiste qu'à protéger la population du danger terroriste¹. On a donc l'impression d'emblée que la mobilisation contre la loi El Khomri s'inscrit dans un climat social déjà en voie de réchauffement.

Les manifestations vont s'intensifier à l'approche de la présentation de la loi devant le Parlement : 9 janvier (à la gare du Nord), 11 janvier, 26 janvier (fonction publique), 7 février, 4 mars (à la gare du Nord contre la destruction du bidonville de Calais), 6 mars (à Belleville), 9 mars, 10 mars (retraités), 12 mars (au Luxembourg contre l'état d'urgence), 24 mars, 31 mars, 5 avril, 9 avril, 14 avril (manif sauvage nocturne suivie d'incidents), 28 avril et grève des contrôleurs aériens, 1^{er} mai, 2 mai (résistance à l'évacuation et la dispersion du campement de 1600 migrants à Stalingrad), 3 mai (étudiants), 4 mai (résistance à l'évacuation du lycée Jean-Jaurès occupé par 277 migrants), 10 mai (cheminots), 12 mai, 18 mai (manif du syndicat de police Alliance et contre-manif du collectif UNPA), 17, 19 et 26 mai. Le 14 juin, une manifestation nationale où la police intervient de façon violente et préméditée permet au gouvernement de prendre prétexte de la violence des "casseurs" pour éviter de voir les centaines de milliers de personnes descendues dans la rue - avec la complicité de médias serviles. Suivent une autre manifestation le 23 juin - d'abord interdite puis autorisée, mais très encadrée et sous haute surveillance policière, et une dernière le 28 juin, qui devrait marquer l'enterrement du mouvement. A cette série il faut ajouter plusieurs manifestations spontanées, parfois nocturnes, dans différents quartiers de Paris, dont la presse n'a pas ou peu parlé.

« Nuit debout » à Paris

Le 31 mars, après la manifestation se produit un événement imprévu : à la Bourse du travail où le film *Merci patron* est projeté, un groupe de manifestants, mené par François Ruffin, l'auteur du film et l'éditeur du journal *Fakir*, se propose de rester sur la place de la République voisine pour prolonger le débat : « Nuit debout » est né.

Observé du point de vue de ses capacités à mobiliser l'ensemble du corps social, ce mouvement apparaît bien limité. Mais observé du point de vue de ses dynamiques internes, il en ressort un

1 Les vidéos montrant les violences policières de novembre et décembre sur la place de la République ne laissent pas de place au doute.

tableau assez différent.

- Il se distingue d'autres « mouvements des places » du fait, d'abord, des circonstances de sa naissance, directement liée au mouvement en cours contre la loi travail. A l'origine, c'est l'affaire de quelques dizaines de jeunes, dont une bonne partie semblent avoir fait leurs armes dans les mobilisations « citoyennistes » des dernières années (mouvement des désobéissants, Action Climat autour de la COP21), qui décident de poursuivre l'expérience de la première nuit en se donnant les moyens de faire exister ce rassemblement tous les soirs. Et qui vont mettre en œuvre leurs méthodes et défendre leurs valeurs.

Ces méthodes semblent assez rodées, héritage en grande partie des mouvements altermondialistes. Ce qui va maintenir une certaine dichotomie entre « passants » (écoutateurs passifs ou parleurs) et organisateurs, toujours sur le pied de guerre. Les commissions "structurelles" qui se constituent dès le début (accueil, logistique, sénénité, infirmerie, cantine...) et semblent avec le temps reproduire la spécialisation des tâches entre ceux qui en font partie et ceux qui recourent à leurs services, accuseront vers la fin juin une certaine fatigue qui pesera sur le sort du mouvement.

Dans le débat, certains principes s'imposent d'emblée, qui sont eux aussi ceux de cette génération :

- La parole doit être libre et ouverte à tous, de façon égalitaire. Cela se traduit concrètement par l'organisation d'une assemblée faite de prises de parole successives, sans hiérarchie ni structuration, d'où une impression persistante de flottement et par moments de grand défouloir.

- Les groupes politiques constitués n'ont pas la parole en tant que tels, les « encartés » peuvent s'exprimer, mais en tant que simples citoyens.

Toutefois, une évolution se fait jour au fil des semaines :

- dès la deuxième semaine, des commissions destinées à permettre le débat et la prise d'initiatives se constituent, mais en reproduisant la traditionnelle segmentation des questionnements et revendications (écologie, féminisme, antispécisme, anticolonialisme, éducation populaire...), avec en leur sein un poids significatif de militants des traditionnels regroupements occupant déjà le terrain sur ces questions ;

- rapidement, certaines de ces commissions se mettent à organiser des débats thématiques en marge de l'assemblée (dite « AG »). Ces débats drainent de plus en plus de monde, s'approfondissent avec le temps, et prennent peu à peu le pas sur l'AG, qui se clairsème.

- au bout d'un mois, des tentatives se font jour d'amener l'AG, par un processus compliqué de vote en plusieurs étapes, à donner une expression politique commune au mouvement. Cette recherche très laborieuse (et finalement inaboutie) traduit une volonté très partagée de réussir à pratiquer une forme de démocratie directe, mais qui porte essentiellement sur des questions de forme, indépendamment de tout contenu. Le mandatement, sur un contenu précis justement, reste une option majoritairement refusée. En revanche, l'appel en faveur d'une nouvelle Constituante trouve un certain écho sur la place, ce qui confirme que la démocratie est perçue avant tout comme une question de méthode, et non comme le produit d'un mouvement de lutte collective.

- Le lien originel avec la lutte contre la loi El Khomri maintient cependant une relation forte avec les luttes du monde du travail :

Le thème de la « grève générale » devient un des thèmes forts dans les débats, et fait vite l'objet d'une commission spécifique, qui draine des militants syndicalistes de base décidés à jouer la carte des liens inter-secteurs pour contraindre les bureaucraties syndicales à appeler à une grève générale reconductible. La pression de ces syndicalistes de base s'était déjà traduite par le relais de la pétition de Caroline de Haas (1,3 million de signatures), puis par le lancement le 22 mars de l'appel « On bloque tout » ; elle s'est ensuite fait sentir par de vifs débats au congrès de la CGT de la mi-avril, qui n'a pourtant débouché sur aucun autre engagement que de nouvelles journées d'action.

La présence de ces militants syndicaux a aussi permis l'ouverture de la Bourse du travail (sous la

couverture de l'UD CGT de Paris) à des réunions de groupes d'action, à des meetings contre la répression ou à des rencontres entre syndicalistes, salariés, manifestants et « nuit-deboutites ».

La commission a elle-même réussi, à la suite de la manifestation du 28 avril, à organiser une AG sur la place centrée sur le thème de la grève générale, qui a drainé beaucoup de monde et où se sont exprimés à la fois des syndicalistes de base de secteurs en lutte (taxis, cheminots, postes), deux membres de deux CNT – tous poussant à un appel à la grève reconductible – et les secrétaires généraux des confédérations CGT et SUD – jouant les tribuns sans prendre d'engagements concrets. On voit ainsi se reproduire la logique de la mobilisation défaite de 2010, à cette différence près que cela se produit sur la place et non plus dans les salles closes des Bourses du travail. Le volontarisme militant continue à se heurter non seulement à l'inertie des bureaucraties syndicales – qui ne conçoivent les mobilisations que comme un appoint dans un processus de négociation devant se jouer dans le cadre politique institué – mais aussi à la passivité de la grande masse des salariés, enfermés dans leurs entreprises et qu'aucune présence syndicale active ne cherche à mobiliser sur la base de leurs propres difficultés et raisons de s'opposer au pouvoir patronal.

Le thème de la convergence des luttes est d'emblée très présent dans les discours, et fait lui aussi l'objet d'une commission spécifique. Mais plus qu'une convergence dans les faits susceptible véritablement de faire évoluer le rapport de forces, il y a une forte tension unitaire, une envie de donner une aide concrète à ceux qui sont en lutte, une idéologie de la convergence en somme, qui par moments réussit à se concrétiser. Quelques exemples: l'aide (réciproque) apportée aux intermittents du spectacle dans plusieurs de leurs actions, notamment lors de l'occupation de l'Odéon et de la Comédie-Française ; la jonction avec la manifestation de cheminots à la gare Saint-Lazare en avril ; le blocage physique pendant quelques heures de McDonald's touchés par des grèves ; la présence physique de « nuitdeboutistes » en solidarité avec les migrants lors de leurs évacuations par la police; puis, quand les grèves s'amplifient, le soutien, parfois massif, aux piquets de grève, notamment, à Paris, dans les usines de traitement des déchets et, en province, dans les raffineries.

L'idée, largement agitée lors du mouvement de 2010 contre la réforme des retraites, de « blocage des flux », supposé pouvoir, dans un contexte de précarisation croissante du salariat, se substituer à la grève générale pour bloquer l'économie, revient couramment dans les débats, mais sans arriver à dépasser vraiment le stade de l'idée agitative. En mai, les deux tentatives de blocage des camions du port fluvial de Gennevilliers sont rapidement neutralisées par les forces de l'ordre, et le blocage d'un grand magasin en banlieue pendant quelques heures a eu des effets forcément limités, faute de relais chez les travailleurs concernés. Par la suite, la pratique des blocages s'est amplifiée en lien avec les grèves en cours - sur des routes, des ponts, aux sorties de ports et de raffineries - mais l'intervention rapide de la police en a réduit l'impact économique à peu de chose. Leur importance réside surtout dans le fait qu'elles ont été des occasions de regroupement transversal et d'action commune fortement galvanisatrice.

Dès la deuxième semaine, on a vu des syndicalistes de groupes professionnels mobilisés venir à Nuit debout organiser des débats sur les problèmes spécifiques de leurs secteurs (des militants de SUD Santé-social pour « Hôpitaux debout », le « groupe des 37 » pour « Psychiatrie debout »). Mais ces initiatives n'ont pas réussi à durer plus de quelques semaines – sans doute parce que la conjonction recherchée a eu du mal à porter ses fruits dans un cadre qui par moments ressemblait plus à un terrain de foire qu'à un lieu de débat. Les enseignants, pourtant toujours en lutte, pour certains, contre la réforme du collège, n'ont participé qu'individuellement, notamment dans la commission éducation. Pas non plus de débats spécifiques sur la condition étudiante. Les coordinations lycéenne et étudiante se sont manifestes parfois en AG mais s'organisaient ailleurs que sur la place.

- La lutte contre l'état d'urgence s'est parfois confondue avec la lutte contre les violences policières, qui ont commencé avec la mobilisation lycéenne et se sont sérieusement aggravées avec

les manifestations des 28 avril et 1er mai. Il semble en effet qu'à partir de la fin avril, le pouvoir ait cessé de tabler sur l'épuisement de Nuit debout et cherché dès lors surtout à dissuader de manifester, dans la crainte de la jonction entre jeunes « nuit-deboutistes » et salariés plus âgés permise par ces manifs.

Sur la place de la République, les tracasseries policières sont devenues quotidiennes: après avoir imposé le démontage des installations durant la deuxième partie de la nuit (officiellement pour permettre le nettoyage de la place), l'autorité municipale a interdit d'y consommer des boissons (les premiers jours, c'était la police qui encourageait les vendeurs à la sauvette à occuper la place), d'y faire des cortèges, d'user de sonos après minuit, puis après 22 heures, ce qui a créé de multiples occasions de contrôle, de fouille sur les voies d'accès et le métro et le harcèlement de ceux qui se rendaient sur la place.

Les moments d'affrontement physique avec les forces de police, récurrents lors de toutes les manifestations contre la loi travail, mais aussi recherchés certaines fins de nuit par de petits groupes de « violents » assumés, a fait de la question de la violence un leitmotiv des AG et des débats. La difficile contradiction entre la réprobation morale de *la* violence, majoritaire chez les jeunes de ce milieu social, et la volonté de non-désolidarisation de ce qui était perçu comme une des multiples expressions du mouvement a fait l'objet de débats récurrents. L'inconsistance politique de cette forme de « radicalisme », qui n'a fait en outre qu'alimenter le lynchage médiatique de l'ensemble du mouvement, semble tout de même avoir été perçue par certains, mais très peu discutée publiquement.

La solidarité face à la répression (arrestations massives en fin de manif ou lors d'actions lycéennes) a été au départ assumée avec un certain savoir-faire, hérité des combats altermondialistes et écologistes : présence permanente d'avocats sur la place, mobilisation d'une *legal team* dans les manifs, meetings antirépression... Mais, par la suite, ces initiatives semblent n'avoir pas suffisamment résisté pour réussir à faire face à la multiplication du nombre d'arrestations et d'inculpations.

A noter également que la peur du terrorisme tant instrumentalisée par le pouvoir ne semble avoir occupé aucune place dans les esprits de la place, au point que l'état d'urgence était perçu essentiellement comme un état d'exception juridique.

Saluons enfin l'opiniâtreté des nuit-deboutistes : malgré les intempéries, malgré les tracasseries policières, malgré les tensions suscitées par les épisodes de violence en fin de nuit, malgré toutes les dépenses d'énergie qu'exige quotidiennement la « logistique », ils ont continué, pendant trois mois et demi, convaincus de l'importance de ce qu'ils contribuaient à faire vivre.

Le poids politique de Nuit debout

Il faut d'abord souligner l'importance en soi de l'occupation de cette grande place centrale parisienne, consacrée à la réflexion politique et à l'échange. Pas seulement parce que Paris manque cruellement de lieux indépendants de rencontre et discussion². L'ouverture sur la ville, qui, en permettant à quiconque de venir prendre part aux discussions en AG ou en commissions, en a fait une véritable agora ; la liberté d'y organiser des débats (même si l'inscription en commissions permet d'être relayé dans les agendas et de disposer de sonos)... tout cela a contribué à faire de Nuit debout un lieu politique, au plein sens du terme.

Et c'est un fait que cette initiative correspondait à un besoin. Dans une société fortement atomisée, dans une ville de plus en plus colonisée par le tourisme, le spectacle, la « fête », dans un monde où l'expression publique est confisquée par des médias omniprésents, le besoin de se faire

2 Même La Parole errante, à Montreuil, est menacée désormais, et rien ne dit que les initiatives prises par le regroupement visant à la préserver du destin subi par d'autres lieux militants aboutiront.

écouter et d'écouter, mais aussi d'échanger et réfléchir ensemble est grand. C'est bien ce besoin qu'a révélé le succès inattendu de Nuit debout. Et qu'a confirmé la durée exceptionnelle de cette dynamique, qui a mûri et s'est structurée, démentant tous les pronostics d'épuisement rapide.

L'initiative de surcroît s'est très vite élargie, d'abord grâce au rôle d'amplification des relais Internet dont elle s'est dotée (le site, Radio debout, Télé debout), d'autre part par son essaimage spontané : des « Nuit debout » sont apparues dans bon nombre d'autres villes en France (avec quelques relais à l'étranger), mais aussi dans certains quartiers de Paris et quelques villes de banlieue, où le phénomène de proximité leur a permis d'articuler la mobilisation avec des questions plus locales et une dimension plus conviviale.

Les médias et les sceptiques ont eu tôt fait de mettre l'accent sur la composition sociale restreinte des fréquentateurs de Nuit debout : ils seraient exclusivement jeunes, blancs, parisiens et des classes moyennes précarisées – constat qu'une étude sociologique a sérieusement nuancé³. Certes, les « quartiers » des banlieues ne pas venus sur la place. Il n'empêche : ces rassemblements et débats quotidiens ont joué pour les plus jeunes un vrai rôle de première socialisation politique – rôle qu'avaient cessé de jouer depuis quelque temps les luttes étudiantes et lycéennes, devenues faibles ou inexistantes.

La naïveté politique de la jeune génération engagée dans le mouvement n'est d'ailleurs pas en soi une faiblesse, quoi qu'en disent les groupes d'ultra-gauche ou les post-autonomes. Elle la pousse en effet à prendre le pouvoir au pied de la lettre, prenant ainsi la mesure de son hypocrisie. Il y a là un facteur de maturation politique à ne pas sous-estimer. Ceux qui parlent de récupération politicienne n'ont pas compris que, pour que celle-ci puisse opérer, il faut que le mouvement perde sa capacité propulsive et se résigne à l'hégémonie de la culture politique dominante.

Car Nuit debout a joué aussi un rôle non négligeable dans le mouvement de lutte. Cela grâce au travail des commissions « grève générale » et « convergence des luttes », qui ont réfléchi au quotidien aux modalités d'action et relayé les différentes initiatives ; grâce aussi à l'organisation de débats en AG recentrés, au soir des journées de mobilisation, sur les questions qui se posaient à la lutte ; mais surtout grâce au fait que Nuit debout a assuré une forme de continuité au mouvement d'ensemble, en faisant en quelque sorte tapis entre les différentes manifestations ponctuant le calendrier syndical – chose que le mouvement contre la réforme des retraites de 2010 n'avait pas su produire. Même si, depuis fin mai, le mauvais temps aidant, un certain épuisement est devenu visible.

Malgré toutes ses insuffisances, ce mouvement est donc resté une épine importante dans le pied du gouvernement, qui n'a pas encore trouvé le moyen de s'en débarrasser sans trop de casse. Le traitement systématiquement hostile et méprisant des grands médias traduit d'ailleurs bien en quoi ces prises de parole sauvages et incontrôlables dérangent le pouvoir et ceux qui ont pour mission de produire et diffuser son discours. Il est clair que la présence d'un lieu où la politique s'élabore en dehors de tout contrôle et de tout cadre institué lui fait peur. D'autant que les « professionnels » de l'action politique qui pourraient, comme en Espagne, orienter le mouvement vers un simple renouvellement de personnel dans les structures en place n'y ont pas (encore?) trouvé place⁴.

3

<https://gazettedebout.org/2016/05/17/qui-sont-les-nuitdeboutistes-enfin-une-etude-serieuse/#more-7821>

4 On notera d'ailleurs l'effacement progressif du rôle des personnalités ayant contribué à l'impulsion du mouvement, comme Ruffin et Lordon (leurs conceptions de la mobilisation, fondamentalement imprégnées de l'idée léniniste selon laquelle les mobilisations se conçoivent et s'organisent en comité restreint éclairé, ne s'avèrent plus vraiment en phase avec la sensibilité et la volonté des acteurs de Nuit debout, qui, eux, tiennent, convaincus du bien-fondé et de la solidité de leur mouvement).

La lutte contre la « loi travail »

La loi travail passe devant le Parlement dans la première moitié du mois de mars. Elle est adoptée le 12 mai par recours à l'article 49-3. La motion de censure de la droite est repoussée et la gauche dissidente (écologistes, PC, PG et frondeurs PS), avec 56 signatures, échoue à trouver le nombre suffisant de députés (58) lui permettant de présenter sa propre motion. Le PS commence à se fissurer, et le recours au 49-3 n'a fait qu'exaspérer les opposants. Résultat : la mobilisation s'élargit et gagne certaines entreprises stratégiques, le gouvernement apparaît piégé par sa propre intransigeance⁵.

Vers la mi-mai, le mouvement prend une tournure plus déterminée. Des blocages de chauffeurs routiers apparaissent près des ports et des raffineries, comme un coup de semonce, mais ne durent que le temps que le gouvernement promette la « sanctuarisation » de leurs heures supplémentaires – qui représentent jusqu'à la moitié de leur salaire –, les faisant ainsi échapper aux conditions générales prévues par la loi travail.

Entre-temps la grève gagne plusieurs ports et raffineries de pétrole, qui se retrouvent bloqués. Le 24 mai, la police attaque le piquet de dockers qui bloque le dépôt de Fos-sur-Mer et promet de débloquent les autres raffineries et dépôts de carburant. Pendant trois semaines, les huit raffineries ont toutes fait grève et arrêté la production. Les interventions de la police visant à lever les blocages n'ont d'autre effet que de renforcer la détermination des grévistes, qui ne font plus sortir une seule goutte d'essence, en particulier dans l'Ouest. Le gouvernement réussit toutefois à éviter que la pénurie de carburant touche massivement la région parisienne, sur laquelle se concentre l'attention des médias. Les grèves, minoritaires au début, deviennent vite majoritaires dans les raffineries. Mais là encore, pas pour longtemps : elles s'épuisent l'une après l'autre, et les stations d'essence sont vite réapprovisionnées.

A la SNCF, la CGT appelle à la grève reconductible tous les mercredis et jeudis à partir du 18 mai. Sud-Rail voudrait durcir le mouvement et appelle à la grève reconductible jusqu'au 11 juillet, date de la fin de l'Euro de football, mais, seul, il ne fait pas le poids. Le 18, la direction affiche un taux de grévistes de 15%, manifestement faux puisque entre un tiers et la moitié des trains ne circulent pas. Mais à la SNCF les échéances de la lutte contre la loi travail se croisent avec celles de la lutte contre la réforme du rail, où l'UNSA et la CFDT appellent aussi à l'action sous peine de se couper de leur base, plus corporatiste. L'unité ne durera pas longtemps: dès le deuxième jour de grève, ces deux confédérations invitent leurs membres à reprendre le travail. La première semaine de juin s'annonce donc périlleuse, même si l'intersyndicale n'avait pas prévu de manifestation de rue. Les syndicats ont choisi de faire peser la menace d'une grève reconductible à l'occasion de l'Euro de foot plutôt que de coordonner un mouvement de grève large et bien déployé à un moment où plusieurs autres catégories sont entrées dans la danse. L'accord d'entreprise et de branche est approuvé par la CFDT et l'UNSA (qui représentent 30% des voix aux élections) et repoussé par la CGT et SUD (qui en cumulent 50 %). Ensemble, ces dernières pourraient opposer leur veto, mais le "sens des responsabilités" de la CGT prévaut : la fédération CGT des cheminots refuse de faire jouer son droit de veto et l'accord devient effectif.

La CGT appelle aussi à la grève illimitée à la RATP à partir de jeudi 2 juin, mais avec des effets limités - les blocages des dépôts d'autobus, qui sont plus l'œuvre des commissions de Nuit debout que des grévistes, sont démantelés le jour même. A la même date on fait grève dans les ports, tandis que les aéroports et l'aviation civile sont appelés à s'y mettre entre vendredi 3 et dimanche 5 juin. Les pilotes de ligne menacent de s'y mettre aussi une fois le championnat européen de football commencé, après la mi-juin, mais, isolés désormais, ils renoncent.

Le secteur de l'énergie a aussi rejoint le mouvement et plusieurs centrales nucléaires sont entrées

5 Un peu comme lorsqu'il a cherché à inscrire dans la Constitution la déchéance de nationalité française pour les terroristes à double nationalité, essayant un échec retentissant.

en grève, imposant une baisse de puissance qui oblige EDF à importer de l'électricité. Les pénuries ne se font pas sentir au niveau du consommateur, comme c'est le cas pour l'essence, mais la valeur symbolique d'une telle action reste très forte. Là encore, au bout de deux semaines, les grévistes reprennent le travail.

Il faut dire que la grève touche plusieurs secteurs où la CGT est solidement implantée. Pour certains, l'enjeu est principalement la lutte contre la loi travail. C'est le cas pour les ports, la chimie et les secteurs de l'énergie, mais aussi pour les services de collecte des ordures (la mairie de Paris, par exemple, sera amenée à faire appel à des entreprises privées pour le ramassage) et surtout les usines d'incinération, bloquées par les grévistes et leurs soutiens jusqu'à intervention policière (à Bordeaux, la grève durera jusqu'à fin juin). D'autres catégories ont des revendications spécifiques et profitent du climat de lutte généralisée pour s'y mettre. Le gouvernement cherche à les détacher du mouvement d'ensemble en répondant à certaines de ces revendications, parfois même en prenant les devants, et toujours en faisant des promesses à droite et à gauche. On a vu ce qu'il en était chez les routiers et les cheminots. La fonction publique fait aussi partie des professions que le gouvernement réussit à détacher du mouvement en accordant quelques largesses : 1,2 % d'augmentation du point d'indice des salaires. Avec, pour les instituteurs, une « prime de suivi et d'accompagnement » (soit 800 euros de plus sur l'année) et, pour tous les professeurs du second degré, un saut automatique de catégorie).

L'extension et la radicalisation du mouvement a toutefois permis à la CGT de reprendre en quelque sorte le contrôle de la situation. Elle se trouve désormais en position de montrer que, sans elle, pas de mouvement capable de s'imposer au gouvernement. Dans les entreprises, aucune forme de coordination autonome n'a vu le jour (à l'exception, politiquement significative mais concrètement sans grand impact, des gares parisiennes), et Nuit Debout ne fait pas le poids. Si le gouvernement accepte la négociation, tout est en place pour que la manifestation du 14 juin devienne une manif d'enterrement du mouvement.

Mais le gouvernement se raidit. Au lieu d'offrir à la CGT une porte de sortie honorable, il lui offre l'occasion, en s'entêtant à défendre à tout crin son projet de loi, de montrer à sa base qu'elle est capable d'obtenir un résultat. Quand le projet passe en commission, au Sénat, la droite en profite pour durcir le texte originel : la semaine de 35 heures saute et, en l'absence d'accord d'entreprise ou de branche, les salariés pourraient avoir à travailler 39 heures à la demande du patron, 48 heures en cas de besoin et jusqu'à 60 heures dans des cas exceptionnels; dans les PME, la possibilité est introduite de faire signer des accords individuels forfaitaires; un plafond est réintroduit pour les indemnités que peuvent fixer les prud'hommes en cas de licenciement abusif (15 mois de salaire); les apprentis peuvent commencer à 14 ans au lieu de 16 actuellement... Du coup, le gouvernement présentera, le 8 juin, sa propre version de la loi comme une version "de gauche", dans un meeting qui sera perçu comme une provocation et contesté par quelques milliers de manifestants. Le 28 juin la loi modifiée est adoptée au Sénat. On donne pour acquis que la Chambre des députés reproposera la version originelle.

La CGT semble plus décidée qu'en 2010 à obtenir le retrait de la réforme. Il faut dire que le gouvernement s'est montré intraitable et l'a exclue des négociations qui ont précédé la rédaction du texte. Mais c'est un fait que la base de la CGT s'est plus fortement mobilisée que sur la réforme des retraites. Ce qui s'explique d'une part par l'attaque que représente effectivement pour elle l'inversion de la hiérarchie des normes, puisqu'elle perdrait en influence dans des négociations au niveau de l'entreprise (où la CFDT est particulièrement active), mais aussi par la transformation qui s'est opérée ces dernières années en son sein. Autrefois le PC contrôlait étroitement la CGT; celle d'aujourd'hui est devenue une espèce de fédération de groupuscules, qui s'autonomisent dans l'action comme dans les prises de position, ce qui rend plus difficile le contrôle par le sommet de l'ensemble de l'organisation et qui encourage les pulsions centrifuges.

La proposition faite par la CGT et FO d'une « votation citoyenne », présentée comme un moyen d'engager dans la lutte une population censée « ne pas pouvoir » se mettre en grève, ne fait que

déplacer le terrain de l'affrontement de la grève et de la rue – où il reste favorable au mouvement – aux urnes, où les choses sont bien plus contrôlables. Au matin du 28 juin, les médias annoncent le succès de la "votation citoyenne" : elle aurait recueilli 800.000 voix, dont 92% hostiles au projet gouvernemental. Au regard du 1,3 million de signatures recueillies par la pétition, c'est un succès très relatif.

Du côté du pouvoir, il n'est pas exclu que l'intransigeance faiblisse, étant donné la fracture qui s'est ouverte entre le gouvernement et une bonne partie de sa base électorale. Plusieurs élus et responsables gouvernementaux commencent à craindre les effets nuisibles du raidissement, notamment à l'approche de l'élection présidentielle, prévue pour avril 2017. Les cafouillages et les contradictions se multiplient, laissant entrevoir une recherche désespérée d'une issue qui leur permette de sauver la face. De nombreux responsables socialistes semblent avoir abandonné l'idée d'une victoire à la prochaine élection présidentielle et considèrent qu'à ce stade il n'y a plus rien à perdre. Un point de vue de ce genre qui, paradoxalement, pourrait contribuer à renforcer l'intransigeance du gouvernement. D'où la multiplication des discours contradictoires.

Un constat s'impose cependant sur le fond: le mouvement n'a pas réussi à dépasser la base syndicale protestataire "classique" en impliquant la grande masse des salariés. Si 75% des Français restent opposés - sondage après sondage - au projet de loi et à la façon dont le gouvernement cherche à l'imposer, les travailleurs n'ont pas trouvé suffisamment de courage, d'énergie, de colère, pour se mettre en grève et descendre dans la rue massivement.

Les manifestations de rue font l'objet d'une bataille de chiffres entre la CGT, qui surestime le nombre des participants, et la police, qui le sous-estime systématiquement (la réalité se trouve en général à mi-chemin). Mais c'est plutôt à la composition des manifestations qu'il faut s'attacher. Avec l'avancée du mouvement, deux évolutions sont à signaler :

– A partir de la mi-mars, les manifestations, à l'exception de celle du 31, voient une faible participation syndicale : des cortèges assez squelettiques autour des ballons, formés sans doute essentiellement de membres de l'appareil et de retraités, suivent une tête de manif composée de jeunes, syndiqués ou pas, de plus en plus nombreuse et déterminée. A l'intérieur de celle-ci évoluent des groupes outillés pour l'affrontement avec la police, plus ou moins soutenus par le plus grand nombre et qui, lorsque la police commence à vouloir utiliser le service d'ordre CGT-FO comme supplétif – finissent par s'affronter à lui. La pression des manifestants et les vidéos de l'affrontement qui circulent sur Internet mettent rapidement fin à cette collaboration trop voyante.

– La manif du 26 mai marque un nouveau tournant : si le secteur de tête persiste, les trois quarts de la manifestation sont désormais composés par les troupes de la CGT, qui a battu le rappel de ses délégués de base dans les entreprises et la fonction publique. Les cortèges FO et Solidaires, bien que consistants, sont beaucoup plus faibles. La FSU, elle, est à peine visible.

Le cortège de tête, autonome des organisations syndicales, vivace, composé de personnes plus combatives et curieuses, de lycéens et d'étudiants, de militants syndicaux, associatifs ou nuit-deboutistes, d'autonomes et de libertaires, etc., représente une nouveauté par rapport aux mouvements des trente dernières années, où la tête des manif était jalousement accaparée par les syndicats et spécialement par la CGT. La présence de ce cortège autonome rend visible un changement du climat social et des rapports de forces au sein du mouvement. Elle transforme aussi le style des manifestations, ses membres faisant le choix de ne pas reculer devant l'affrontement avec la police. Mais la présence parmi lui de petits groupes exercés à l'affrontement mais peu regardants sur les risques qu'ils font courir aux autres, pratiquant le bris de vitrines (de banques, d'assurances, de grands magasins, de publicités) en fin de manif comme une forme d'insurrectionnalisme, permet surtout au pouvoir, via les grands médias qui le servent, de traiter les manifestations avant tout comme un problème d'ordre public.

C'est d'ailleurs ce à quoi il est réduit, faute de pouvoir offrir une réponse politique qui désamorce le conflit. Ayant (tout comme les syndicats) bien du mal à gérer la situation, le gouvernement

cherche à attribuer à la CGT la responsabilité de l'existence de ce cortège imprévisible et incontrôlable. La manifestation du 14 juin, que la CGT conçoit comme une épreuve de force avec le gouvernement mais aussi avec le mouvement sur lequel elle veut affirmer son emprise, devient l'occasion d'une véritable manipulation politico-médiatique: le bris d'une vitre de l'hôpital Necker (où était hospitalisé le fils d'un couple de policiers assassinés par un djihadiste, ce que seul le gouvernement savait) est démesurément amplifié pour en faire le symbole de l'irresponsabilité des "casseurs" et obliger la CGT à s'en démarquer. La manifestation successive (le 23 juin) est dans un premier temps interdite. Les médias rappellent que le dernier cas d'interdiction de manif syndicale remonte au 8 février 1962, en pleine d'Algérie, et s'était conclu par le massacre de Charonne (8 morts). Ce rappel, assez pénible pour un gouvernement qui se prétend de gauche, l'amène à autoriser finalement la manif, mais sous étroite surveillance policière, avec plusieurs fouilles imposées à ceux qui cherchent à rejoindre le lieu de départ. Le soir, les médias prétendent que les incidents des manifestations précédentes ont été évités (pourtant le siège de la CFDT a été attaqué par quelques centaines de manifestants énervés), et n'évoquent même pas les quelques autres manifs non autorisées qui se déroulent en même temps. Le gouvernement obtient toutefois un résultat avec la disparition du cortège de tête et un retour à l'aspect traditionnel des manifs syndicales.

Le 28 juin, la manif est autorisée, mais les fouilles à l'entrée du lieu de rassemblement reprennent. De surcroît, la Bourse du travail, où se tenait une AG touffue de militants de différents secteurs sociaux, est encerclée par la police, qui les empêche de rejoindre la manif - pour trouver un précédent, il faut remonter encore plus loin dans le temps... Mais, sympathique surprise, malgré le filtre de la police, le cortège de tête est réapparu (et casse son lot de vitrines le long du parcours).

La répression du mouvement est pesante : en seulement trois mois, 1900 personnes ont été arrêtées, dont plus d'une centaine ont été ensuite jugées en comparution immédiate et condamnées. On ne compte plus les interventions de la police, qui expérimente de nouvelles techniques d'action contre les manifestants. Des techniques non pas de contrôle de la situation, mais plutôt de provocation organisée : les manifs sont encadrées par les flics, bloquées à plusieurs reprises, coupées en tronçons, ce qui a pour effet de rapprocher manifestants pacifiques et manifestants organisés pour l'affrontement dans une même exaspération.

La gestion de l'ordre public semble s'éloigner de celle que l'on observe en tendance au niveau européen, et, parmi les spécialistes de la répression eux-mêmes, plusieurs voix critiquent les modes d'action policière pratiqués en France⁶. Mais ceux-ci s'expliquent si l'on considère qu'il s'agit d'un message politique adressé par le gouvernement au mouvement dans la rue, où la force de répression va jusqu'à dépasser celle auparavant déployée par la droite.

La répression a cependant un effet qui n'a sans doute pas été recherché par ceux qui la mettent en œuvre : plus besoin de convaincre la jeune génération, pour qui ce mouvement représente un premier moment de prise de conscience et de socialisation politique, que l'Etat est avant tout une bande d'hommes armés prétendant au monopole de la violence légitime : elle fait l'expérience directe de la brutalité de la police et de ceux qui lui donnent ses ordres. Si à l'époque de la COP 21 et aux débuts de Nuit debout on pouvait parfois entendre crier "La police avec nous!", on ne court plus ce risque aujourd'hui...

Comme dans tout mouvement véritable, les motivations des différents secteurs qui le composent sont diverses et parfois contradictoires. Mais le gouvernement se charge de concentrer sur lui les tensions accumulées et de fédérer les mécontentements. Les mesures gouvernementales régressives de

6 Voir Olivier Fillieule et Fabien Jobard, « Un splendide isolement. Les politiques françaises du maintien de l'ordre » (<http://www.laviedesidees.fr/Un-splendide-isolement.html#nh10>) et Joseph Confraveux, « Le pouvoir politique est affaibli face au pouvoir policier », (<https://www.mediapart.fr/journal/france/210616/le-pouvoir-politique-est-affaibli-face-au-pouvoir-policier?onglet=full>).

ces dernières années n'ont pas été oubliées, et la mémoire est longue dans les secteurs qui ont pris part à la lutte.

Pris dans son ensemble, ce mouvement représente donc quelque chose de plus important que la simple lutte contre la loi travail, contre l'état d'urgence, contre les violences policières ou pour l'occupation de places. Il met en lumière la fracture entre l'Etat et la population, et notamment entre la gauche de gouvernement et la fraction de la société censée la soutenir – ce que confirme la multiplication sensible des discours critiques envers la fiction de démocratie qu'est devenu le système « représentatif ». Cela fait suite aux nombreuses défaites électorales du PS depuis deux ans (municipales, départementales, régionales) et risque de les amplifier à l'avenir, quel que soit le sort final de la loi travail.

G. Soriano et Nicole Thé
Paris, le 28 juin 2016

Ce texte a été écrit, à la demande de camarades italiens et allemands, au fur et à mesure que le mouvement se développait, et à partir d'éléments d'information et de réflexion venant peu à peu s'ajouter. D'où d'inévitables répétitions, redondances, voire contradictions. Nous espérons réussir à écrire plus tard un autre article de synthèse et de bilan.

Le balancier de l'illusoire

Notes éparses sur un printemps confus



Le long mouvement « social » contre la « loi-travail » – dite « El Khomri » – qui fait déjà de ce printemps français 2016 une nouvelle référence calendaire pour les amis d'une insurrection toujours à venir, pose sans doute plus de questions qu'il n'en résout. Il laisse en tout cas pour partie déconstruites quelques intuitions que la grammaire postmoderne véhicule, depuis des années, sur la fin du sujet, de l'histoire ou du politique.

« Nuit debout » fut son lever de rideau. Une montée en masse au contenu « démocratique » qui, le temps de s'éprouver à la lueur des lanternes d'une République à refonder, fit suffisamment illusion pour faire venir à elle, à la tombée des jours, un *sujet-foule* dont les *Indignados* de 2011 restaient une représentation modélique et, sans rire, pour beaucoup, *Podemos* un débouché politique. D'où l'intérêt sans doute exagéré que cette multitude sans autre point d'ancrage que celui qui leur était imparti (la « place ») suscita dans les médias et chez les adeptes de l'« assaut institutionnel » outre-pyrénéen. On n'est pas précurseur pour rien. Et Lordon se prit pour Iglesias. Le temps d'une fête comme seule l'époque en offre, préfigurative dans l'intention même qui l'anime d'un certain vide d'objectifs.

Du côté de la jeunesse dite scolarisée – ou plutôt dans ses marges, peu politisées mais pas entièrement lobotomisées – émergent quelques « activistes » d'une cause mal définie, mais dont les refus coalisés de la « loi-travail » pouvaient faire levier pour exprimer leur mal-être singulier. Ils le firent en déclarant valoir « mieux que ça ». Comme si les autres – ceux qui se lèvent pour 1200 euros par mois – valaient moins bien qu'eux ! À moins que, hypothèse recevable, ils eussent, ce disant, plutôt cherché à s'adresser, sur un mode subliminal, à cette tranche d'âge qui était la leur et dont on sait qu'elle est massivement gagnée à l'ordre marchand et à ses fétiches. Minoritaires dès le début du mouvement et incapables, par conséquent, à la différence de ce qui se passa lors du mouvement anti-CPE de 2006, de ne « bloquer » autre chose que des trottoirs – et encore –, ils n'eurent, après quelques manifs ponctuelles, d'autre perspective que de rejoindre la républicaine « Nuit debout » pour communier, à leur manière, dans la grand-messe d'une supposée réinvention démocratique. Dans l'air, il y avait comme une ivresse de parole libérée que l'état d'urgence de basse intensité ne réprima pas. Ce fut certes un début, mais nettement moins prometteur qu'on ne l'admit,

alors, dans les rangs des horizontalistes de la néo-radicalité. Nous y reviendrons.

Profitant du succès d'une pétition contre la « loi-travail » diffusée sur Internet, un front intersyndical assez large se constitua, autour d'une CGT tout juste sortie d'un congrès houleux où sa base, « radicalisée » à l'extrême dans certains de ses derniers bastions, avait largement et bruyamment dénoncé les positionnements timorés de sa direction. Avec SUD, d'un côté, et FO, de l'autre, les *sujets non-sujets* d'une lutte de classes apparemment passée de mode prirent soudain des airs si conquérants que les médias du consentement, toujours aussi subtils dans le maniement du concept, y virent, dans leur presque totalité, la réapparition d'un spectre où les pue-la-sueur, téléguidés par une CGT réinventant l'action directe, s'apprêtaient à mettre le feu aux poudres. Il y eut, c'est sûr, dans les salles de rédaction climatisées, quelques bouffées de chaleur. Elles dictèrent un choix éditorial clair : combattre au canon l'archaïsme du *sujet-syndiqué*, potentiellement dangereux, en lui opposant la modernité du *sujet-foule* de la « Nuit debout », potentiellement inoffensif. Et la ligne fut tenue, au moins un temps, avant que les apparentements d'une contestation multiple ne commencent à se brouiller, et avec eux le jugement binaire d'un quelconque Joffrin.

Longtemps, donc, on admit, dans les *open spaces* de la vulgate journalistique que la CGT, qu'on raillait de longue date comme dépassée et inefficace, tenait dans ses grosses mains calleuses le sort d'un pays exsangue dont les pauvres habitants souffraient d'être pris en « otages ». C'était bien sûr, *a contrario* de ce que cherchaient les plumitifs du social-libéralisme radieux, faire beaucoup de cas de sa force. Car si tel avait été son pouvoir, il n'était pas inenvisageable qu'elle leur eût définitivement fermé la gueule, à ces informateurs, en les congédiant, le temps d'une audace, pour qu'ils apprennent à vivre. La vérité, c'est que la CGT surprit par la vigueur de sa réaction – surjouée chez le camarade Martinez, mais sincère à la base – et que, par un concours de circonstances aussi malaisé à saisir par un échetier de base que par un déconstructeur de Paris-VIII, non seulement le front syndical ne se fissa pas, mais s'élargit à des habitués de la « Nuit debout » lassés d'agiter leurs petits bras en signe d'énième approbation du lassant Lordon.

Chez les éditocrates, la haine monta d'un cran ce jour de mai, le 26, où, renouant avec une très ancienne tradition offensive de sa branche, le Syndicat du livre lia la parution des quotidiens du jour à la publication d'un droit de réponse de son secrétaire aux multiples calomnies qui se déversaient depuis des semaines sur la CGT. Et il le fit. Seule *L'Humanité* parut, non parce qu'il est l'organe du PC, mais parce qu'il publia la tribune en question. Le toujours leste Joffrin s'égosilla, faisant cœur avec Gattaz, pour dénoncer l'immense atteinte à la liberté d'opinion que constituait ce retour au « soviétisme ». Rien de moins. On se demande ce qu'aurait dit ce pathétique défenseur du mensonge dominant à l'époque où, dans les années 1920, la puissante section des Arts graphiques de la très anarcho-syndicaliste CNT espagnole exerçait la « censure rouge » sur les articles qu'elle jugeait diffamatoires envers tel ou tel mouvement de grève. Notons, pour clore l'incise, qu'il y eut aussi, à la même époque, quelques anarchistes notoirement connus pour juger que cette méthode – radicale entre toutes, c'est vrai – constituait une authentique atteinte à la liberté d'opinion (des patrons, pour le cas). Des sortes de Michel Onfray, en somme, qui, lui, s'affligea de voir des « robespierristes » partout, notamment place de la République, quand le pauvre Finkielkraut, dont

on sait la modération dans l'invective, fut assez minablement pris à partie par quelques excités de base.

Donc, la CGT joua sa partition, celle qu'elle connaît sur le bout des doigts – démonstration de force avant négociation –, mais dans un contexte où, d'une part, le sous-caporal Valls, tout à sa suffisance de petit maître convaincu que de l'état d'urgence à l'urgence d'État il n'y avait qu'un pas à franchir (et qu'il pouvait le faire), et où, de l'autre, tenacement partagée sembla la colère – exprimée ou retenue – des humiliés d'une « gauche » dont les représentants débordent de bassesse. Ce coup-ci, le cercle des passions contraires était si particulièrement clos qu'on pouvait y voir la première particularité de ce drôle de printemps revendicatif. Entre un Parti socialiste saisi d'une étrange logique autodestructrice conduisant ses déjà faibles bases électorales à l'écœurement, une direction de la CGT privée de ses habituels réseaux de négociation et naviguant à vue, des « insurectionnalistes » ravis de passer à l'acte et une assez large frange de syndiqués de base et de « nuit-deboutistes » susceptibles de les rejoindre – et, de fait, les rejoignant de manif en manif –, ce qui commença comme un banal assaut d'indignation prit, le temps venant, les allures d'un conflit social d'un nouveau type apparemment fédérateur où, venant de partout et de nulle part, les sujets juxtaposés de révoltes partielles et contradictoires finirent, comme on fait masse, par faire sujet d'un mouvement aux contours certes flous, mais réinventant, à sa manière et pour partie, quelques anciennes pratiques émancipatrices oubliées. C'est ainsi que, succédant aux premières brumes de la nuit républicaine de mars, les grèves du petit matin de mai sonnèrent, chez les *refuzniks* de la « loi-travail » comme un retour de mémoire : non seulement, le *sujet-sujet* n'était pas encore mort, mais il restait, de fait, seul capable de paralyser l'économie – ce que, entre nous soit dit, le plus con des éditorialistes parisiens sait depuis longtemps et craint comme la peste.

Cette donnée de base implique nécessairement plusieurs conditions dont aucune, malheureusement, ne fut remplie en ce curieux printemps des hardiesses approximatives : pour que la grève joue son rôle de blocage, il faut qu'elle soit large, offensive et imaginative. Pour le cas, elle ne fut rien de cela. Elle ne fut d'ailleurs même pas une grève, mais une multiplication de conflits plus ou moins actifs qui – à l'exception des raffineries et, à un degré moindre, des trains – ne bloquèrent pas grand-chose. Le fait est là, incontournable, déconcertant. Le *sujet-sujet* n'a plus ni la conscience de sa force ni le désir de l'exercer. Il fait petit, et il ne gagne rien. Il faudrait d'abord qu'il se désencombe de sa retenue, qu'il s'ensauvage, qu'il réapprenne à compter sur ses seules capacités collectives, qu'il reconstruise son autonomie de sujet.

Le nœud à défaire est là. Précisément là, dans cette infinie faiblesse d'inspiration des grévistes potentiels, mais aussi dans cette réitérante contradiction qui fait que, désormais, une grève peut être populaire quant à ses motifs mais n'impliquer aucune participation de masse. On sait, bien sûr, et clairement depuis 1995, que la modification du salariat, dont l'atomisation s'est largement amplifiée depuis, favorise ce phénomène d'adhésion « par procuration » qui explique, d'une part, pourquoi les sondés ne pensent jamais comme les sondeurs, malgré le matraquage médiatique de la fausse parole, et, de l'autre, pourquoi, privé de toute perspective d'amplification, tout mouvement socialement revendicatif est, par avance, condamné à la défaite. Au-delà de sa position objectivement précaire, le *sujet-spectateur*, essentiellement jeune, celui qui comprend (ou soutient) la grève sans jamais la faire lui-même, agit donc, là encore objectivement et par son abstention même,

comme on a souhaité qu'il agisse, c'est-à-dire comme non-sujet de sa propre exploitation. Au mieux, il sera « nuit-deboutiste » ou supporteur d'un quelconque candidat-citoyen. Et ce sera la seule manière qu'il aura trouvée de contourner le mur de regrets qui cerne sa pseudo-existence.

Au nom de quelle impossibilité systémique serait-il, en effet, acceptable de n'être que ce que le système veut qu'on soit, un simple rouage – précaire – de sa reproduction ? Au nom de quel principe de réalité supposé, cette misérable place imposerait, pour ne pas la perdre, qu'on s'abstînt de vouloir la changer ? Au nom de quelle inéluctable pesanteur, les non-sujets devraient-ils le rester ? Il peut arriver que la lâcheté se pare d'excuses, là où il faudrait de l'effort, de la persévérance et de l'invention. Car tout système a ses failles, et celui-ci plus qu'un autre. On peut le paralyser sans même quitter son siège. Il suffit d'en connaître ses faiblesses et d'appuyer sur la bonne touche. Encore faut-il en avoir l'idée, le goût et la capacité ? Le sabotage fut l'arme des exploités du temps où la précarité était leur condition et le « livret ouvrier » leur viatique obligatoire, exigeable à tout carrefour par les agents du contrôle policier. Et pourtant le mouvement ouvrier émergea de ce no man's land des droits comme nécessité première pour transformer les non-sujets de l'époque en sujets actifs de l'émancipation humaine. À partir de minorités agissantes ayant fait levier de la science de leur malheur ouvrier, tout le fut arraché à la force du poignet, de lutte en lutte. Les grévistes « par procuration » d'aujourd'hui devraient apprendre de l'histoire s'ils veulent, un jour, vouloir la faire. En vrai. C'est-à-dire en bloquant le plus massivement possible le cœur de la reproduction marchande – que les « insurrectionnalistes » confondent, à l'évidence, avec le blocage de l'hypermarché du coin.

Le vocable « casseurs » relève du langage médiatico-policier. Il fait sens dans les chaumières où la lumière numérique éclaire les passions tristes des quotidiens blafards de la soumission ; il fait sens parce qu'il fait peur, comme tout fait peur quand la peur devient une forme de gouvernement. Sa méthode. Des « casseurs », il y en eut comme jamais au cœur des métropoles de ce printemps confusément offensif. De tout genre, de toute sorte, suréquipés ou touristiques, zapatisés ou adeptes du frisson, activistes de la « joie armée » ou du *fun*, de « l'insurrection qui vient » ou du simple baston, de l'autonomie logotypée anarchiste – les A cerclés proliférant, comme pour dire « c'est nous, c'est nous ! » à des flics qui n'en doutaient évidemment pas – ou de basistes de diverses marques syndicales simplement fatigués de défiler pour rien. Pot-pourri d'illusions et d'impuissances, de radicalités sans cause et de causes sans radicalité, de colères conjuguées mais pas forcément convergentes, de grand jeu et de pas perdus. Là fut, sans doute, la principale singularité – spectaculaire et spectaculairement médiatisée – de ce printemps hors normes où, dépassés jusque dans la maîtrise du territoire, les services d'ordre syndicaux, et celui de la CGT en particulier, abandonnèrent, un temps, les têtes de manif à leurs pires ennemis d'hier.

On pourrait y voir un choix stratégique, une manière de faire savoir au sous-caporal ministre premier du rang que, sans négociation, le feu pouvait prendre, mais on en doute. On pense plutôt que le tag était dans le vrai: « Ce n'est pas la manif qui déborde, c'est le débordement qui manifeste ! » Du côté de la Sûreté générale, en revanche, comme on disait du temps des « bandits tragiques », il y avait quelque intérêt à laisser prendre l'apparente émeute, en la provoquant au besoin, avant que de l'éteindre aux lueurs des « JT » de 20 heures, histoire de montrer aux assis que la force reste toujours à la force. Même s'il n'est pas vain de rappeler, au passage, que près de 3 000 « casseurs » ou apparentés

furent appréhendés au cours de ces événements – dont plus d’une centaine furent jugés en comparution immédiate et condamnés –, le manifestant de base put constater, pendant le déroulement des défilés de mai et juin, que les experts du maintien de l’ordre introduisirent une nouveauté dans leur dispositif policier qui consistait à encourager les débordements, pendant les manifs et même avant qu’elles ne démarrent, pour ne les réduire qu’à l’heure dite et après leur avoir laissé le champ de jeu ouvert. Attitude qui induit que, contrairement à ce que théorisent les « insurrectionnalistes » de plume, ce n’est pas l’insurrection qui vient, mais la contre-insurrection qui progresse et que, état d’urgence aidant, elle sait doser sa riposte en fonction de sa seule volonté démonstrative.

Comme son ancêtre soixante-huitard, mais sur un autre registre, le gauchisme version « insurrectionnaliste » ou/et post-moderne a le ton enjoué et l’esprit court. Il lui en faut finalement peu pour voir dans tout geste de casse pointer la force d’un désir collectif de « destitution ». Quelques vitrines de banque ou panneaux publicitaires mis à bas dans la liesse – liesse partagée, notons-le, quoique sur un mode mineur et non actif, par nombre de manifestants traditionnels – lui ont suffi, pour le cas, à recycler ses enthousiasmes rhétoriques sur la digne rage, la radicalité organisée, l’agrégation des forces autonomes, l’agir politique et *tutti quanti*. On peut y voir l’effet d’une auto-croyance infiniment cultivée dans l’entre-soi des petites sécessions contemporaines et tout aussi infiniment mise en mots – et répétitivement auto-citée – par ses invisibles mais très médiatisés experts en illusoire. On pourrait aussi y voir un trait d’époque : l’indifférencié de l’excès. Comme la parodie du négatif ou l’esthétique du tapage, l’outrance langagière ne s’adresse, en fait, qu’au pouvoir, celui que l’« insurrectionnalisme » prétend « suspendre » et qu’il ne cesse de sous-estimer. C’est en cela qu’il se trompe, car il n’est de dissidence possible, c’est-à-dire fondée, sans fidélité à l’histoire qui nous a faits rebelles, de même qu’il n’est de conviction possible, c’est-à-dire authentique, sans exercice permanent de la lucidité. Y compris vis-à-vis de soi-même. Connaître la force de l’adversaire et la sienne, c’est s’éviter de sombrer dans la grandiloquence ou le ridicule.

Le *sujet-manifestant* est, en réalité, aussi divers que le *sujet-« casseur »*. À force d’être baladé sans autre perspective que d’attendre la prochaine ronde, il peut aussi s’amuser de voir des jeunes gens déterminés rompre la monotonie des défilés, surtout quand leurs cibles sont claires et sagement évités les affrontements avec les forces de l’ordre. Le *sujet-« casseur »*, lui, s’inscrit dans une sorte d’au-delà offensif : il se voit généralement comme le vengeur masqué, celui qui va finir par ouvrir l’espace à l’émeute. Il en rêve de cette émeute et, en attendant, il jouit de ses actes. Son attitude est évidemment infra-politique, mais il s’en fout. Il est là pour montrer la voie sans songer un seul instant que, dans la coulisse, ceux qui tirent les ficelles peuvent eux aussi avoir quelques raisons de se réjouir de son activisme débridé. En réalité, ce n’est pas la casse qui pose question, mais sa fétichisation qui fait problème. Et là, les « casseurs » n’y sont généralement pour rien. Ils ont vécu l’extase, pris des poses – et à l’occasion quelques *selfies* –, mis tout ça sur la Toile avec commentaires orgasmiques appuyés. S’il y a dans cette démarche une évidente similitude avec l’exhibitionnisme et l’infantilisme du sportif qui raconte infiniment ses exploits de match, la fétichisation vient d’ailleurs : des médias, évidemment friands de casse en tout genre, mais surtout des théoriciens aux petits pieds dudit gauchisme qui, traquant le signifiant avec emphase, finissent par se convaincre, entre amis, que, pour le coup, l’insurrection n’était pas loin, ce qui, entre nous soit dit, devrait carrément porter à sourire si leur délire n’était pas si réitératif. À partir

du moment où il l'est, il ne reste qu'à le combattre. Comme fausse alternative, comme impasse. De la même façon que, dans notre camp, les armes de la critique se sont exercées, en d'autres temps, contre les ravages du « parti armé » et, il y a peu, contre l'inconsistance politique de l'indignation de masse dont la seule victoire fut de relancer l'illusion « démocratique » portée par *Syriza* ou *Podemos* et, par force, son lot de désillusions à venir.

En vérité, ce printemps fut celui des émotions contradictoires et contrariées. De l'analyser en simple militant de la « vieille cause », on n'y verra, en pessimiste, que ses faiblesses, qui furent nombreuses, et, en optimiste, que ses élans, qui existèrent. Il fut un temps, pas si lointain, où, au sortir du tunnel des années 1980, l'on chercha à s'auto-convaincre que les temps étaient trop rudes pour désespérer. D'où l'obligation d'enthousiasme qui accompagna, même chez les plus sceptiques, toute aspiration (alter-mondialiste) à un « autre monde ». Il fallait en être comme on est du camp qui se lève et qui marche. Vers quoi ? C'était la question, mais il était malvenu de la poser.

Aujourd'hui que des révoltes éclatent, ici ou là, sans que le monde change pour autant – ou alors sur le mode illusoire (et généralement en pire) –, c'est bien leur contenu qui fait question. Examiné à partir de cette perspective critique, le printemps français de 2016 révèle, à n'en pas douter, plus de faiblesses que d'élans, mais il aura eu le mérite de laisser ouvertes quelques pistes de réflexion qu'aucun observateur de la question sociale ne saurait ignorer. La première, c'est évidemment sa centralité dans toute perspective émancipatrice. Le mouvement ne devint menaçant que lorsque, même minoritairement et en désordre, des points névralgiques de l'économie furent bloqués ou en voie de blocage par des travailleurs en grève. La deuxième, c'est la dérive interne aux syndicats de contestation de la « loi-travail » (surtout la CGT) entre des bases désireuses d'en découdre et des baronnies rétives au bras de fer. La troisième, c'est l'apparition, par-delà les appartenances de boutique et à partir de ces bases mêmes, d'une tentation de dépassement des vieux réflexes. Elle ne déboucha, certes, sur aucune tentative réelle de coordination horizontale, mais son approfondissement, s'il avait lieu, pourrait être prometteur.

Sans cela, sans cette aptitude à réinstaller, de fait et non par raccroc, la question sociale au cœur des offensives, à créer des convergences entre les luttes, à réinventer des méthodes capables d'entraîner le maximum de salariés précaires dans les mouvements à venir, il est, par avance, acquis que l'éphémère de la pseudo-nouveauté citoyenniste ou « insurrec-tionnaliste » continuera de ne « bloquer », à dates plus ou moins répétées, que du symbolique. Ce qui est sans doute assez pour ses troupes, mais très largement insuffisant pour avoir quelque chance de débloquer, pour de vrai, avec ou sans insurrection, le verrou de la domination.

Freddy GOMEZ

Juillet 2016

<http://acontretemps.org/spip.php?article611>

18 jours dans la cage de Gaza

(23 mai - 9 juin 2016)

A leur retour de Gaza et après avoir lu les 19 chroniques quotidiennes de leur séjour parues sur le site de l'UJFP (<http://www.ujfp.org/>) nous avons posé quelques questions à Pierre et à Sarah pour approfondir certains points qui nous paraissent importants.



Les grilles de la cage - Erez derrière le grillage, le mur et les tours -

Sortir de Gaza pour un Palestinien, c'est en général impossible. La quasi-totalité des moins de 20 ans ne sont jamais sortis de la cage et ils ont connu trois guerres, qui ont tué plus de 4 000 personnes et dévasté ce petit territoire. Pour des militant-e-s français-e-s, aller là-bas relève de la course d'obstacles, il nous a fallu presque deux ans d'efforts pour y parvenir.

• Quand on sait que Gaza c'est 2 millions de personnes sur 360 km² (à peine plus grand que Marseille qui compte deux fois moins d'habitants) on peut s'imaginer un tissu urbain très serré et on a du mal à imaginer des zones agricoles avec animaux et cultures. Et pourtant elles existent. Le Syndicat des comités de travailleurs agricoles (UAWC) semble très actif à Gaza. Pouvez-vous nous préciser ses activités, ses positions par rapport au développement. Des échanges agricoles existent-ils avec les territoires palestiniens ? La question de la pêche est-elle liée à celle de l'agriculture ?

La superficie cultivée est passée en quelques années de 130 à 73 km² à cause des destructions et de la pression démographique (la population augmente de 3,9 % par an). Sauf sur la « zone tampon », le long de ce que l'occupant appelle par euphémisme la « barrière de sécurité », ce n'est pas une grande zone agricole continue mais plutôt des petits champs, des lopins de terre avec parfois des serres au milieu de zones habitées. Gaza produit des fruits et légumes, mais aussi du blé. Les Israéliens ont souvent imposé cette culture, moins haute que les vergers, pour mieux surveiller la population. Il y a 4 000 vaches et 65 000 moutons à Gaza. Beaucoup de volailles et quand on mange de la viande, c'est presque toujours du poulet. Mais les Gazaouis savent en faire quelque chose de succulent. La quasi-totalité de la production agricole est des-

tinée au marché intérieur et elle est insuffisante, il faut importer. Il y a des cultures traditionnelles à Gaza comme les fraises qui sont particulièrement goûteuses. Suite à un combat juridique acharné, elles sont parfois exportées, mais si la frontière se ferme, on fait de la confiture.

L'agriculture a un gros problème d'eau, compte tenu de l'état de la nappe phréatique, barrée ou détournée en amont de Gaza, au mépris des réglementations internationales. Dans les environs de la ville de Gaza, celle-ci est salée et impropre pour l'agriculture. Là où elle est de meilleure qualité, il manque des puits et des châteaux d'eau. Faute d'électricité (7-8 heures par jour en moyenne), les pompes sont insuffisantes, pour les légumes en particulier, une production particulièrement bien adaptée à la terre de Gaza, et rémunératrice, mais exigeante en eau au moment de la maturité. Il faut savoir que, pendant la guerre de 2014, l'armée israélienne a pulvérisé en priorité l'appareil productif : les champs ravagés par les tanks, les puits, les usines, les serres. Les reconstructions sont loin d'être achevées, faute de ciment notamment.

Le commerce extérieur de Gaza est totalement contrôlé par Israël. La frontière de Rafah avec l'Égypte n'est ouverte que très rarement par volonté délibérée du régime du Maréchal Sissi de punir collectivement le peuple de Gaza. Alors, au poste frontière (des camions) vers Israël d'Abou Salem (Keren Shalom), il y a des dizaines de semi-remorques et un trafic incessant. Tout est fait par l'occupant pour que Gaza soit un « marché captif ». C'est Israël qui décide ce qui peut entrer et ce qui peut sortir. Le commerce avec la Cisjordanie, tout particulièrement entravée par une législation ad hoc explicitement justifiée par la volonté israélienne de

séparer Gaza et la Cisjordanie, avec les pays arabes ou la Turquie existe, mais il est bien moins important que le commerce avec Israël. La stratégie de l'occupant, c'est de priver Gaza de produits indispensables pour l'obliger à importer des produits israéliens. Du coup, le BDS de Gaza ne prône le boycott que quand il existe une alternative.

L'UAWC (Union des Comités de Travailleurs de l'Agriculture) est avec le PCHR (Centre Palestinien des Droits de l'Homme) une des très grosses associations palestiniennes. Elle a été fondée en 1986 et fait partie de Via Campesina. Ses fondateurs font partie de la gauche (membres ou anciens membres du FPLP, Front Populaire de Libération de la Palestine, parti marxiste fondé par Georges Habache). Son dirigeant actuel Mohamed al Bakri a, comme beaucoup de nos interlocuteurs, connu les géolés israéliennes. L'UAWC a mis tous ses moyens en œuvre pour que, le plus vite possible, les agriculteurs puissent recommencer à produire, après les destructions de 2014. L'idée est que Gaza peut produire et ne pas vivre d'assistance et de charité. Cette volonté d'indépendance s'accompagne d'une réflexion écologique impressionnante. Nous avons pu voir des fraises « hors sol » poussant dans un peu de tourbe (achetée). L'économie d'eau est de 90%. Dans les bassins d'eau, tout est prévu : il y a des poissons, on utilise les déjections pour fertiliser. Et ils mangent les larves de moustiques. Aucun pesticide, aucun produit chimique. On récupère ce qu'il faut pour semer et une pépinière permet aux agriculteurs une indépendance certaine. L'UAWC, grâce à ses liens internationaux, a pu se procurer des panneaux solaires ou des serres.

Les pêcheurs constituent une des catégories sociales les plus sinistrées à Gaza. Ils sont organisés en syndicat « officiel » ou dans l'UAWC. La pêche a été, depuis l'Antiquité, une activité traditionnelle à Gaza. Elle a été florissante quand le Sinaï était occupé par Israël et que les pêcheurs gazaouis pouvaient pêcher jusqu'au canal de Suez. Ils sont 4 500 aujourd'hui, à Gaza ville grâce au petit port, mais aussi à Khan Younis et Rafah, où les bateaux sont traînés sur le sable. Les Israéliens ont édicté des règles terribles : interdiction de pêcher dans les zones frontalières (avec Israël ou l'Égypte), limitation presque partout à 11 km. Les vedettes israéliennes violent leur propre « légalité » en attaquant les pêcheurs beaucoup plus près de la côte. Ces attaques sont violentes. Des pêcheurs ont été tués. Tous les jours, des bateaux sont arraisonnés ou abandonnés en mer après l'arrestation des occupants (qu'on emmène en Israël à Ashdod). Les canons à eau envoient de l'eau fétide. Et puis, il y a très peu de poissons près de la côte. Un exemple de l'abandon que subissent les pêcheurs (à Khan Younis) : quand les Israéliens décident qu'un bateau pêche en eaux interdites, ils envoient son identification à l'Autorité Palestinienne (à Ramallah) qui la transmet au ministère à Gaza (donc au Hamas) et la police de ce

parti arrête les pêcheurs. Pourquoi cet acharnement de l'occupant ? Pour détruire l'économie traditionnelle de Gaza mais aussi pour obliger Gaza à importer du poisson israélien (parfois pêché dans leurs eaux).

• On s'aperçoit, à vous lire, qu'il existe à Gaza une forte activité associative de genres divers. Que la société dite « civile » est très active et que se mélangent des structures traditionnelles encore très fortes qui soudent cette société, avec des formes plus actuelles créées par la situation politique et militaire. Pouvez-vous nous en dire plus et si cette impression est bonne ?

La Palestine n'a pas d'État, mais elle a deux gouvernements irréconciliables. Tous nos interlocuteurs nous ont affirmé que les deux problèmes les plus graves sont l'occupation (le blocus) et la division palestinienne. Celle-ci a des conséquences dans tous les domaines. Jusqu'à la caricature : à l'université al Aqsa, il y a deux doyens.

Il y a à Gaza des milliers de fonctionnaires payés par Ramallah et ne travaillant pas (pérennisation de la grève décrétée au paroxysme du clash entre les deux formations en 2007, s'ils travaillent pour le Hamas, ils ne seront plus payés) et des milliers de fonctionnaires recrutés sur base clientéliste par le Hamas et très peu payés. Les ressources du Hamas viennent de taxes diverses, de ce que beaucoup de nos interlocuteurs ont qualifié de trafic et de l'aide du Qatar.

Suite à la destruction systématique de l'appareil de production et à l'étranglement complet des débouchés, il y a à Gaza un chômage massif avec un paradoxe. La population de Gaza est massivement éduquée et souvent diplômée. Plus de 90% des diplômés ne trouvent aucun travail. Et des tâches indispensables à la société ne sont assumées par aucun des deux gouvernements, à la fois faute d'argent et de volonté politique.

Alors, on assiste à un phénomène incroyable : des milliers, des dizaines de milliers de chômeurs acceptent gratuitement, parfois même en payant de leur poche, de pallier les carences. Nul doute que leur action est décisive pour permettre que la société ne s'écroule pas.

Quelques exemples : dans les hôpitaux, médecins et infirmières sont payé-e-s. Mais il n'y a quasiment pas de psychologues alors que les besoins en aide psychologique sont énormes, aussi bien pour les patients (surtout les enfants) que pour le personnel soignant, en stress permanent. Alors la psychologue de l'hôpital Shifa a fait un appel via Facebook. 1 000 personnes ont répondu. Elle a fait un examen et pris les 26 « meilleur-e-s ». Tou-te-s sont diplômé-e-s, souvent en psychologie. Ils/elles paient leurs transports et leurs uniformes. Ils/elles préfèrent travailler plutôt que ne rien faire avec l'espoir que l'expérience acquise leur permettra d'avoir un emploi.

Autre exemple : les deux gouvernements se renvoient la balle pour expliquer le manque d'électricité. Pour le Hamas, c'est parce que l'Autorité Palestinienne prélève des taxes énormes sur le fuel nécessaire à la centrale électrique. Pour le Fatah, c'est parce que le Hamas détourne de l'électricité sans la payer. En attendant, si les plus riches ont des systèmes (générateurs,



La société civile s'organise pour pallier les lacunes institutionnelle ; ici, un cours de soin de première urgence dispensé par un ambulancier

groupes électrogènes) pour toujours avoir du courant, les plus pauvres ont des bougies et les incendies accidentels sont fréquents. Alors une petite association de bénévoles réussit à procurer aux plus pauvres des générateurs.

Dernier exemple : des associations communautaires musulmanes étrangères (notamment françaises) donnent de l'argent (pour le ramadan) aux déshérités. L'argent peut être vite, mais comment le transformer en colis de première nécessité et distribuer ces colis ? Là encore le bénévolat permet de trouver un organisateur et des petites mains pour la distribution. Nous avons accompagné deux fois une distribution dans le bidonville sordide (peuplé de Bédouins exclus de toute aide officielle) d'al Mugraga. Il ne fait pas de doute, que sans ce réseau associatif, la vie quotidienne deviendrait très difficile.

Il faut y ajouter la famille. La société de Gaza est très traditionnelle. Les familles sont très nombreuses et dans une famille, on ne laisse personne sur le bord de la route. Il y a proportionnellement moins de mendiants à Gaza qu'en France. Les familles se saignent pour pousser les enfants le plus loin possible dans les études. Il existe aussi dans la partie rurale du territoire d'autres structures traditionnelles (les mokhtars par exemple) qui permettent aux agriculteurs de faire front ensemble aux difficultés. Quelque part, la « tradition » qui bien souvent brime les libertés individuelles, aide, à Gaza, à une résistance collective. Ce sont bien souvent les mokhtars qui pilotent la reconstruction, l'irrigation, la commercialisation. Ils ont la confiance de la population.

• Vous avez rencontré les représentants de plusieurs partis politiques. Pouvez-vous nous dresser un tableau, forcément succinct, de ces partis, de leurs positions et de leur force ? Par exemple les partis de gauche présentent-ils par rapport au Hamas ?

Nous avons rencontré des dirigeants du FPLP, du PPP (le parti communiste), de FIDA, du Front Populaire de lutte (ces deux partis de gauche défendent Oslo), du Fatah, du Jihad Islamique et du Hamas.

Les 4 premiers sont des partis de gauche, mais, même si tous souhaitent une unité de la

gauche (certains préfèrent dire les partis démocratiques) pour incarner une troisième voie, ils n'y arrivent pas. Les plus optimistes disent que la gauche unie représenterait 18% des voix. Dans les associations, on retrouve souvent des militants ou ex-militants de gauche. Le FPLP est contre Oslo et pour « un seul État », à la différence des trois autres. Pour ces partis, puisque « le monde est mauvais », il faut s'accrocher à ce que la communauté internationale a promis aux Palestiniens, même s'ils reconnaissent qu'elle n'a jamais cherché à faire appliquer ce qu'elle a promis.

Au Fatah, nous avons rencontré deux dirigeant-e-s. Une sincère et intéressante, et l'autre un parfait bureaucrate pratiquant la langue de bois. Le Fatah a tendance à nier la corruption qui est pourtant une des raisons de leur défaite électorale en 2006. Tous les partis favorables à Oslo et aux deux États sont en pleine contradiction dès qu'on parle du droit au retour des réfugiés. Aucun parti palestinien ne peut transiger sur cette question fondatrice et incontournable pour les Palestiniens. Mais comment envisager le droit au retour dans un État palestinien réduit aux territoires conquis par Israël en 1967 ? Les faire « revenir » à Gaza ? Ils y forment déjà les 3/4 de la population. Alors tous admettent que même l'établissement d'un État palestinien sur les territoires occupés ne serait pas la fin du conflit.

Le Jihad Islamique est un parti politique peu connu. On ne peut que recommander pour le comprendre le livre « De la théologie à la libération » dont un des auteurs, Wissam al Haj, est originaire de Gaza. Le secrétaire général de ce parti a un fils qui est en prison depuis 14 ans et, bien sûr, il ne peut pas le visiter. Ce parti, en s'inspirant à la fois du droit islamique et du droit international, est pour une libération complète de la Palestine : « Les Juifs pourront rester, mais le drapeau sera palestinien ». Le Jihad a payé un très lourd tribut à la lutte armée qu'il mène (dirigeants assassinés, prisonniers de très longue durée). Il est pour l'unité palestinienne, servant parfois de médiateur entre les deux grands partis antagonistes. Le Jihad (comme le Hamas) voudrait adhérer à l'OLP et accuse le Fatah de s'y opposer pour ne pas y perdre la majorité.



*Un vieux bédouin nous raconte sa Nakba
Les vieux n'oublient pas... -*

Nous avons été reçu-e-s au Parlement par deux députés du Hamas. Comme devant tous nos interlocuteurs, nous nous sommes présenté-e-s sans dissimulation : BDS, mouvement de solidarité français, UJFP ... Comme partout, nous avons été reçu-e-s avec chaleur et curiosité. Juste une petite tentative de nous convertir à l'Islam et un brin de stupéfaction en entendant une explication sur ce qu'est un Juif athée. Le Hamas, en exerçant un pouvoir intolérant, est souvent très impopulaire. Nous n'avons pas senti de peur chez celles et ceux qui le critiquent ou le haïssent. Comme l'Autorité Palestinienne en Cisjordanie, le Hamas est victime de ce qui est inéluctable dans un pays qui n'a pas d'État mais qui a deux gouvernements rivaux. Il est accusé, probablement à juste titre, de claudisme, de corruption et de diriger une économie souterraine. Lui aussi essaie d'empêcher les tirs de roquettes sur Israël. Nous avons interrogé les deux députés sur la peine de mort, la rue bruisant alors de rumeurs d'exécutions à venir. Les yeux dans les yeux, ils nous ont affirmé qu'elle était dans la loi, mais qu'elle n'était pas appliquée. Le lendemain, trois condamnés de droit commun étaient exécutés. Les précédentes exécutions (de personnes réputées être des espions) avaient eu lieu pendant le massacre de 2014. Le communiqué du Hamas approuvant l'attentat de Tel-Aviv a été très critiqué dans une population lasse de subir les bombardements aveugles israéliens.

En ayant rencontré tous les partis, nous ne voyons pas d'issue à ce qui est une grande victoire de l'occupant : la division palestinienne. Les deux partis rivaux ont trop intérêt, malgré leurs dires, à ce qu'elle continue.

• Vous dites que Gaza est puni par Israël pour avoir voté Hamas. Et en même temps qu'Israël se fiche de qui a le pouvoir pourvu qu'il y ait la « tranquillité ». Les forces islamistes comme Daesh progressent-elles à Gaza ? Quel est l'intérêt d'Israël ?

Le but des dirigeants israéliens est surtout, de ne pas avoir de partenaire pour la paix. S'ils en ont un, ils l'emprisonnent, l'humilient, l'exi-

lent ou l'assassinent.

Donc le Hamas au pouvoir à Gaza, ça convient parfaitement aux dirigeants sionistes. Dès la prise du pouvoir du Hamas en 2007, l'Union Européenne, de sa propre initiative et avant toute demande israélienne, a déclaré le blocus de Gaza. Neuf ans plus tard, le Hamas est toujours sur la liste noire des organisations terroristes et la « communauté internationale » s'accommode parfaitement de cette punition collective. La peur des militaires putschistes égyptiens vis-à-vis de tout ce qui ressemble aux « Frères Musulmans » est telle qu'Israël n'a rien à demander au Maréchal Sissi. De sa propre initiative, celui-ci referme la cage et la frontière de Rafah est encore plus hermétique que celles d'Erez ou de Keren Shalom qui séparent Gaza d'Israël.

Pour les Frères Musulmans (historiquement, le Hamas est la branche palestinienne de cette confrérie), Gaza est la première « expérience » de micro-État islamique et, selon nos interlocuteurs, ils s'y accrochent. Les Israéliens ont montré volontairement une férocité et une barbarie totales chaque fois que des roquettes sont parties de Gaza (pour atterrir le plus souvent en plein désert). Il y avait un double but dans ces destructions et ces crimes contre l'humanité : signifier au peuple palestinien que personne ne viendrait les secourir et que tout était permis. Et aussi obliger le Hamas à « assurer la sécurité de l'occupant » comme l'Autorité Palestinienne le fait depuis longtemps à Ramallah.

Donc le Hamas au pouvoir à Gaza, c'est parfait pour l'occupant.

Y a-t-il un danger de progression des djihadistes à Gaza ? Tout d'abord, il faut savoir que Hamas et Daesh se haïssent. Des militants du Hamas ont été massacrés avec férocité dans le Sinaï et dans le camp de Yarmouk (banlieue de Damas) par Daesh.

On nous a raconté ce qui s'est passé en 2014. Deux attentats contre l'Institut Français à Gaza. Puis en janvier 2015 après la tuerie de Charlie Hebdo et la réparation du journal avec la caricature du prophète disant « tout est pardonné », une unique manifestation salafite avec drapeau de Daesh a eu lieu à Gaza. La réaction du Hamas a été terrible et efficace : arrestations massives, traque systématique.

A priori, il ne semble pas qu'il existe une importante base sociale pour les Salafites à Gaza. Parce que la population est très éduquée mais surtout parce que la question nationale reste la question centrale en Palestine.

Quasiment tout le monde (sauf les marxistes et les Chrétiens) est musulman pratiquant à Gaza. Nous avons entendu de nombreuses fois s'exprimer une conception très ouverte de l'Islam. Le hadith qui dit « je préfère que La Mecque soit détruite pierre par pierre plutôt qu'on tue un homme » nous a été spontanément cité. Beaucoup ont rappelé qu'avant l'occupation, musulmans, chrétiens et juifs ont vécu ensemble dans la tolérance. Cet islam met en avant la solidarité et le fait de ne pas abandonner les pauvres ou les laissés pour compte. Bien sûr, la prolongation de l'enfermement à Gaza pourrait faire évoluer les choses mais à notre sens, pas dans un avenir proche.

Pour l'occupant, peu importe qui dirige Gaza. L'important est de parachever ce qu'avait

imaginé Sharon en évacuant les colonies de Gaza : séparer ce territoire du reste de la Palestine et en faire un laboratoire.

• Où en sommes-nous avec BDS et ce mouvement est-il vécu comme essentiel à Gaza ?

Nous avons rencontré les animateurs du BDS à Gaza. Il faut comprendre que, Gaza étant un marché captif, le boycott des produits israéliens n'a de sens que quand il y a une alternative avec des produits locaux ou des produits importés des pays arabes et de Turquie. La volonté des Gazaouis de reconstruire en priorité après la guerre de 2014 l'appareil productif pour être le plus possible indépendants et ne vivant pas de la charité est significative, c'est leur manière particulière de "boycotter".

Les animateurs du BDS à Gaza sont au premier chef investis dans le boycott universitaire et culturel. Le PACBI (boycott universitaire et culturel d'Israël) est à l'origine dès 2004 de ce qui deviendra l'appel BDS. Nous avons rencontré des membres de sa branche étudiante.

Le BDS de Gaza est parfaitement au courant de l'offensive mondiale lancée par les sionistes pour criminaliser le BDS.

Il est impossible d'imaginer qu'aujourd'hui, tous les Palestiniens parlent d'une même voix. Des courants politiques sont prêts à accepter des compromis défavorables aux Palestiniens, tout simplement parce qu'ils ne voient pas d'alternative.

Le BDS représente à Gaza un renouveau du discours politique. Ne pas mettre en avant la diplomatie et l'ONU mais affirmer le droit international et ses principes (liberté, égalité, justice).

Devant l'absence de toute solution politique, l'idée que celle-ci viendra d'une conjonction de la résistance de la société palestinienne et des sociétés civiles à l'étranger poussant leurs gouvernements à sanctionner Israël est parfois le seul espoir. Aucun des partis que nous avons rencontrés n'a critiqué le BDS.

• Accessoirement pourquoi Sand est-il contre le retour des réfugiés ?

Shlomo Sand a fait un grand travail de déconstruction du sionisme. S'il nie avec force l'existence d'un peuple juif descendant des Ju déens de l'Antiquité, il est défenseur de l'existence d'un peuple israélien. Il reconnaît la Nakba comme crime fondateur mais ajoute aussitôt à propos d'Israël : « même un enfant né d'un crime a droit à l'existence ». Après s'être opposé longtemps au boycott d'Israël, il s'y est rallié récemment (« comment j'ai appris à aimer les sanctions »).

Sur la question des réfugiés, il donne l'exemple des millions d'Allemands qui ont quitté des territoires de l'Est (Prusse-Orientale, Sudètes, Pologne) après des centaines d'années de présence. Il dit à leur sujet qu'il faut admettre que des événements historiques sont parfois définitifs et que vouloir inverser le cours de l'histoire peut avoir des conséquences dramatiques.

Il a fait un travail historique sur la Nakba. Il est pour sa reconnaissance et l'indemnisation des victimes et de leurs descendants. Mais il pense que la « menace » de leur retour est un ci-

ment puissant pour que la société juive israélienne refuse toute forme de paix.

Nous avons entendu à Gaza plusieurs histoires détaillées de ce qu'a été la Nakba de celles et ceux qui sont arrivé-e-s à Gaza. Nier leur droit au retour, c'est nier le crime fondateur. Et ce que disait Ben Gourion : « les vieux mourront, les jeunes oublieront » n'est tout simplement ni souhaitable, ni possible, et ne correspond en rien à ce que nous avons observé.

Sand a une contradiction. Il est contre la notion d'État juif (il exprime avec force qu'un État ne peut pas être à la fois juif et démocratique), mais sans le retour des réfugiés, on en reste à un État à nette majorité juive. Maintenant, le fait que la reconnaissance du droit au retour des réfugiés signifie en toute logique, l'établissement d'une seule entité sur l'ensemble du territoire, en fait la pierre d'achoppement de ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas remettre en cause l'aspiration à un « État juif », fût-il rêvé démocratique.

• La "bien pensance" occidentale s'émeut de la montée de l'extrême droite en Europe, mais au moment où un néo-nazi ou presque manquant de peu d'accéder au pouvoir, Lieberman, lui, entrainé au gouvernement israélien sans que cela suscite la même inquiétude. Deux (ou trois !) mots sur la société israélienne et les conséquences pour les Palestiniens.

Autrement dit s'oriente-t-on vers une radicalisation des deux côtés qui se donne des allures religieuses, ou d'autres possibilités sur des bases plus laïques et sociales (socialisante) existent-elles encore ?

En Israël comme ailleurs, les électeurs ont préféré l'original à la copie. Le sionisme, théorie coloniale de la séparation, affirmant il y a 120 ans que Juifs et non Juifs ne peuvent pas vivre ensemble, ne pouvait conduire qu'à une société d'apartheid. La « gauche » sioniste a participé sans exception à tous les crimes contre les Palestiniens : la Nakba en 1948, la guerre des six jours (1967), la décision de coloniser (Plan Allon), la répression de l'Intifada, les attaques contre Gaza ou le Liban ... Il était logique que ça aboutisse à un gouvernement d'apartheid de type OAS affirmant sans complexe son racisme et son mépris de la vie de l'autre.

En 2008-2009, Tzipi Livni et Ehud Barak avaient provoqué un grand massacre à Gaza (« Plomb Durci ») et ils ont été laminés par Nétanyahou, Lieberman et Bennet aux élections qui ont suivi.

En France, ce sera pareil. Qui va profiter de l'acharnement de Valls à détruire le droit du travail ou à légitimer par avance les violences policières ?

En Israël, l'idée simple que « Israël ne sera pas en sécurité tant que les Palestiniens ne le seront pas » est en voie de disparition. L'opinion s'est persuadée qu'il n'y aura jamais de paix. Alors, il faut être éternellement les plus fort et tout est permis contre « l'ennemi ». Ça laisse les mains libres aux plus extrémistes.

Michel Warschawski que nous avons rencontré nous a dit que la droite a un programme, un projet, une éthique. Elle l'applique. L'idée, c'est de réaliser un des rêves initiaux du sionisme. Faire des Palestiniens les Indiens du Proche-Orient, cantonnés dans leurs réserves,

leurs camps ou leurs Bantoustans. Cette droite ne représente qu'une moitié de la société israélienne. Mais en face d'elle, il n'y a ni projet, ni volonté politique. Ceux qui ne supportent plus cette société avec ses guerres et sa violence incessantes la quittent (15% des Juifs israéliens vivent hors d'Israël).

La fin définitive d'Oslo a fait rentrer totalement cette région dans l'apartheid le plus accompli. Comme l'avait dit le cinéaste Eyal Sivan « on est entré dans une lutte anti-apartheid dans un espace unique ».

La gauche anticolonialiste israélienne est très affaiblie. En même temps, elle jouit d'un grand respect chez beaucoup de Palestiniens.

Cette guerre n'est pas religieuse, mais sa prolongation sans fin est très dangereuse. En Israël, les colons représentent aujourd'hui 10 % de la population juive, 40 % de l'armée, 50 % du gouvernement. On ne voit plus de force désireuse ou capable de les affronter. Le courant national-religieux est de plus en plus puissant. Il est totalement dans une logique d'écrasement de la Palestine.

Côté palestinien, une certaine mémoire disparaît avec le temps. Nous avons très souvent posé la question : « pourriez-vous vivre avec les Juifs ». Les plus âgés qui ont travaillé en Israël et qui en ont parfois ramené des relations humaines importantes disent : « oui, mais sans l'occupation ». Les plus jeunes qui n'ont connu que la cage et les crimes contre l'humanité répondent : « non, comment pouvez-vous poser une question pareille ? » Le temps presse.

Les souterrains entre Gaza et l'Égypte fonctionnent-ils encore ? Quelles sont les relations entre Gaza et l'Égypte ?

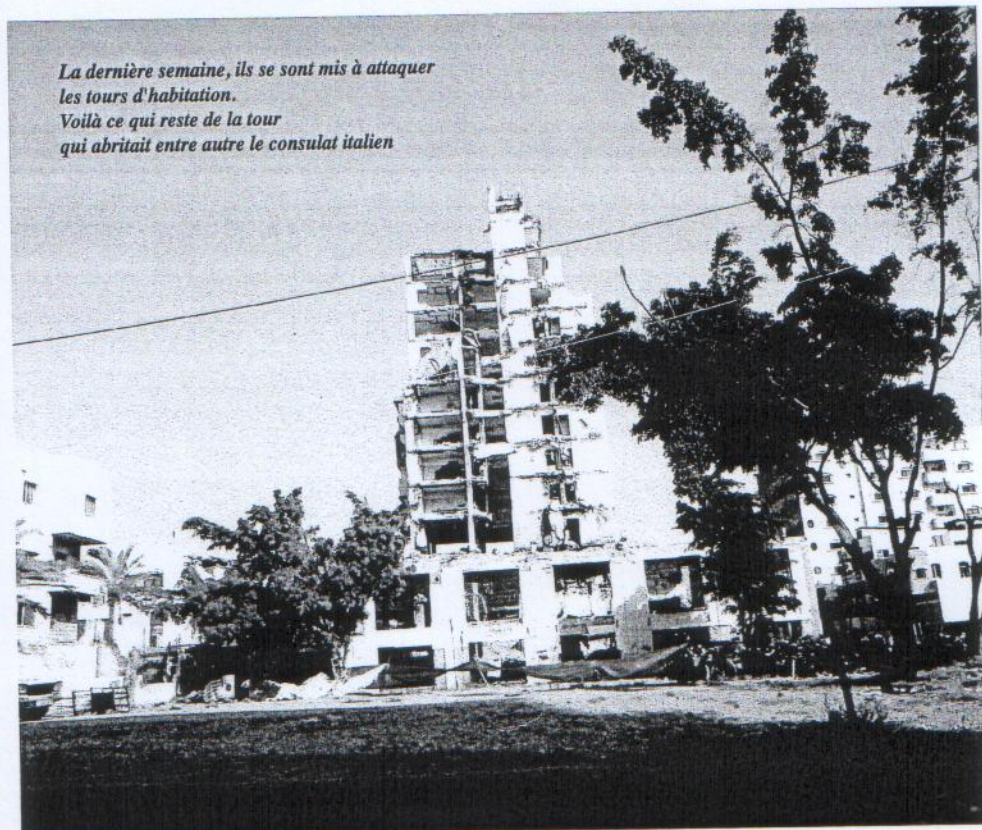
Les autorités françaises nous avaient déconseillé d'aller à Rafah, zone jugée dangereuse. Nous avons pu nous y promener sans problème. Plus loin, dans la zone des tunnels, nous avons été reçus chez un habitant. Qu'apprend-on ? Qu'à Rafah, la frontière a arbitrairement divisé une ville. Mais des deux côtés de la frontière, c'est le même peuple et parfois les mêmes familles. Les tunnels vont d'une maison palestinienne à celle d'un cousin vivant côté égyptien. Il semblerait que, malgré les annonces de l'armée de Sissi, 70% des tunnels existent encore et 1/3 sont toujours en activité. Tout le monde profite de ce « commerce ». Les familles qui ont creusé les tunnels, le Hamas et l'armée égyptienne qui perçoivent les taxes.

Comme partout la clandestinité de ce trafic provoque dans la société gazaouie l'apparition de profiteurs rapidement enrichis et peu aimés.

Sur la politique égyptienne et plus généralement celle des dirigeants arabes, Gaza se sent trahie et abandonnée. Beaucoup de nos interlocuteurs ont parlé de collaboration de ces dirigeants avec l'occupant. Il y a aussi une grande colère contre l'Arabie Saoudite qualifiée de « Daesh qui a réussi ».

Le régime égyptien prétend qu'il a exigé que l'Autorité Palestinienne prenne le contrôle du poste frontière de Rafah et que c'est le refus du Hamas qui explique la fermeture quasi permanente du poste frontière. En vérité, les militaires égyptiens défendent par dessus tout l'accord de paix de 1978 avec Israël.

Sarah Katz et Pierre Stambul



La dernière semaine, ils se sont mis à attaquer les tours d'habitation. Voilà ce qui reste de la tour qui abritait entre autre le consulat italien